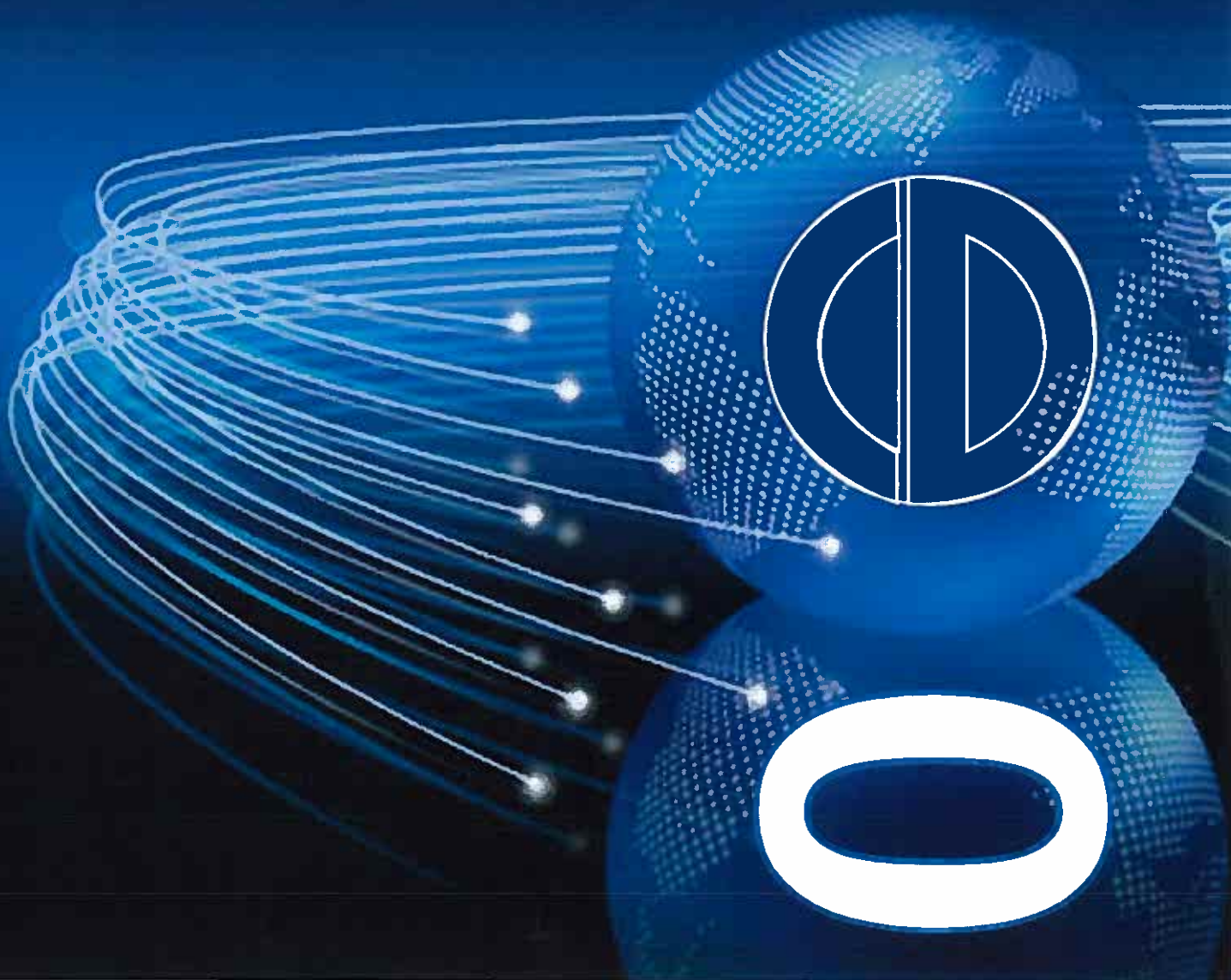


9



0

2

SOMMAIRE

■ Principaux indicateurs consolidés du Groupe DELACHAUX	3
■ Organigramme des Sociétés du Groupe	4
■ Le Groupe en 2009 : son organisation et ses métiers	5
■ Historique	9
■ Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 2010	10
■ Résultats financiers des cinq derniers exercices	29
■ Délégations de compétences et de pouvoir au conseil d'administration et état de leur utilisation durant l'exercice 2009	30
■ Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31 décembre 2009	32
■ Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne	33
■ Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	39
■ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	40
■ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	41
■ Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	42
■ Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 2010	43
■ Comptes consolidés du Groupe DELACHAUX 2009	47
- Compte de Résultat	48
- Etat du résultat global au titre de l'exercice clos	49
- Bilan	50
- Trésorerie	51
- Capitaux propres	52
- Annexe aux comptes	53
Comptes de la société mère DELACHAUX SA 2009	109
- Bilan	110
- Compte de résultat	112
- Tableau des flux de trésorerie	113
- Annexe aux comptes	114
Attestation du Responsable du Rapport Financier Annuel	126

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil :

Monsieur François DELACHAUX

Administrateurs :

Monsieur Patrick BOMMART

Madame Marie DELACHAUX

Monsieur Stéphane DELACHAUX

Monsieur Michel SARAZIN

Monsieur Emmanuel THILLAYE DU BOULLAY

DIRECTION GENERALE

Monsieur Jean-Pierre COLLIAUT

Directeur Général

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Cabinet KPMG

Cabinet MAZARS

RESPONSABLES DE L'INFORMATION

Monsieur François DELACHAUX

Président du Conseil

Monsieur Jean-Pierre COLLIAUT

Directeur Général

REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE (%) AU 31 DECEMBRE 2009

	Capital	Droits de vote
- SOGREPAR (Holding familial DELACHAUX)	57,35 %	72,78 %
- Autres Nominatifs	2,53 %	2,01 %
- Public	40,12 %	25,46 %

PRINCIPAUX INDICATEURS CONSOLIDES DU GROUPE DELACHAUX

En milliers d'euros*	Par rapport au réel 2008			Par rapport au réel 2007 **	
	31/12/09	31/12/08	Variation	31/12/07	Variation
Chiffre d'affaires	636 011	775 623	-18,0%	648 629	19,6%
- Ventes France	81 816	96 003	-14,8%	82 993	15,6%
- Ventes étranger	554 195	679 620	-18,5%	565 636	20,2%
% Ventes étranger	87,1%	87,6%		87,2%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	76 418	101 307	-24,6%	81 109	24,9%
% du CA	12,0%	13,1%		12,5%	
EBITDA (1)	85 087	111 185	-23,5%	88 612	25,5%
Résultat net des activités poursuivies	53 572	66 836	-19,8%	53 655	24,6%
Résultat net des activités abandonnées	-212	-638	-66,8%	-1 715	-62,8%
Bénéfice net	53 360	66 198	-19,4%	51 940	27,5%
Bénéfice net part du groupe	53 277	65 532	-18,7%	51 586	27,0%
Part revenant aux minoritaires	83	666	-87,5%	354	88,1%
Capitaux propres consolidés	441 233	377 196	17,0%	351 450	7,3%
Part du groupe	437 921	373 925	17,1%	348 494	7,3%
Intérêts minoritaires	3 312	3 271	1,3%	2 956	10,7%
Résultat net par action part du groupe	4,10	5,05	-18,9%	4,08	24,2%
Marge Brute d'Autofinancement	65 944	77 209	-14,6%	58 222	32,6%
Marge Brute d'Autofinancement des activités poursuivies	66 446	77 807	-14,6%	59 138	31,6%
dont amortissements	8 990	8 662	3,8%	8 516	1,7%
Investissements financiers	378	17 535	11,6%	110 270	
Investissements industriels	12 666	11 353	-97,8%	8 908	27,5%
Dividendes (2)	10 441	11 028	-5,3%	9 731	13,3%
Effectif moyen	2 580	2 794	-7,7%	2 650	5,4%
Effectif société mère	224	224	0,0%	247	-9,3%
Effectif filiales	2 356	2 570	-8,3%	2 403	7,0%

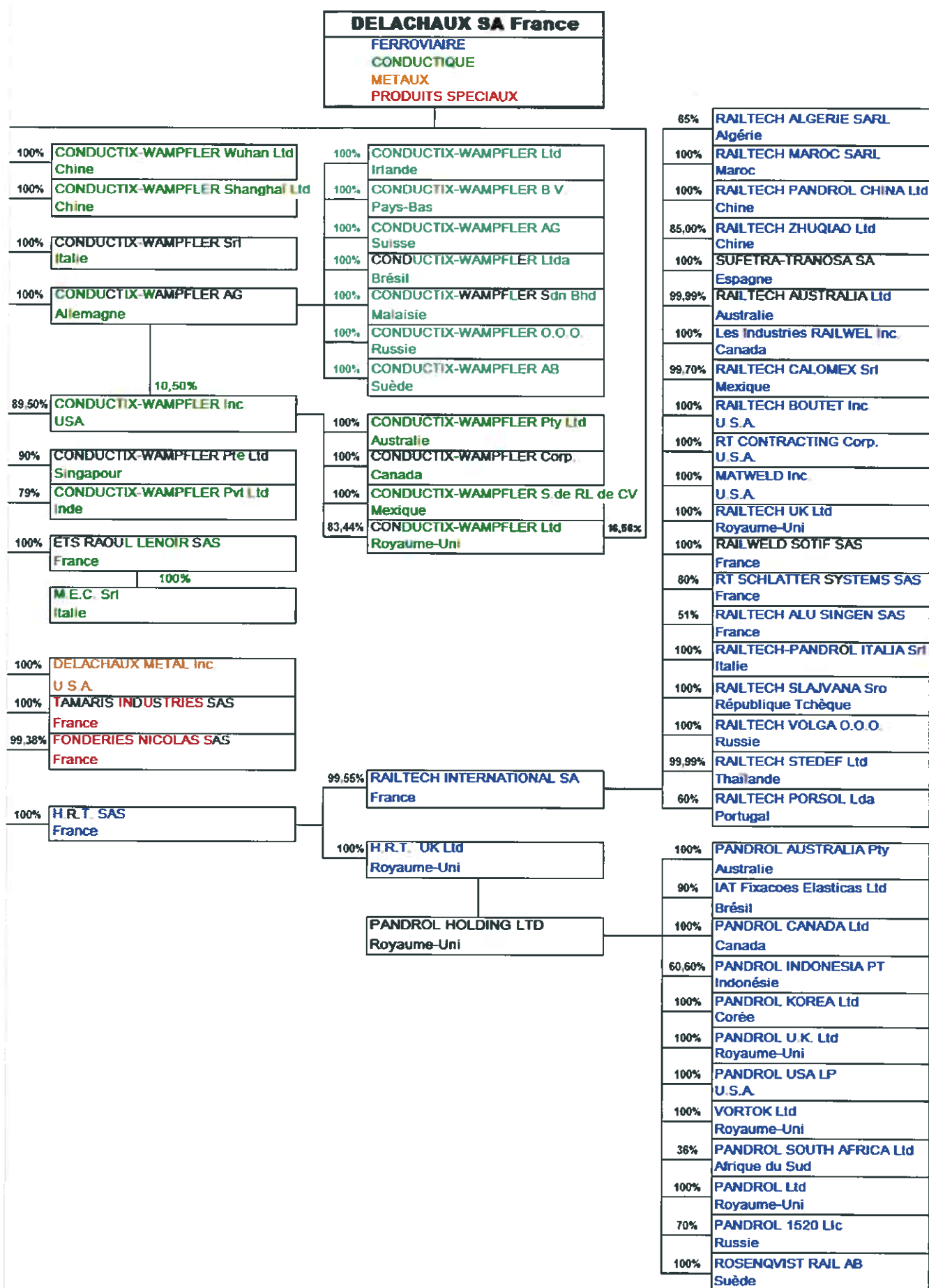
* données consolidées en milliers d'euros à l'exception du résultat net par action, des effectifs et des pourcentages

** chiffre d'affaires, résultat, Ebitda et investissements 2007 retraités du reclassement en activité abandonnée de l'activité Injection cédée en 09/08

(1) EBITDA = résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et des dotations/reprises sur provision hors actif circulant

(2) Dividendes : sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 4 juin 2010

ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE DELACHAUX



LE GROUPE EN 2009 : son organisation et ses métiers

Organisation du groupe

Le groupe est organisé à fin 2009 en plusieurs branches d'activité représentant respectivement 62 % du chiffre d'affaires du groupe pour la branche Ferroviaire, 28 % pour la branche Conductique, 7% pour la branche Métaux, et 3 % pour l'activité Aciers Spéciaux

Métiers et clients

Ferroviaire

(Produits commercialisés sous les marques RAILTECH INTERNATIONAL et PANDROL)

	2009	2008	2007
CA (en M€)	397	433	351
Effectif	1 275	1 334	1 238

La branche ferroviaire a pour vocation la fourniture de Systèmes et Composants dédiés à la voie.

Ses principaux axes de recherche et de développement portent sur l'amélioration de la mise en œuvre des produits et l'augmentation de leurs performances en voie.

L'expertise globale de la Branche Ferroviaire du Groupe est reconnue par tous les grands réseaux de transport dans le monde pour lesquels elle assure un service et une assistance quotidienne.

Leaders mondiaux sur leurs créneaux de marchés, les groupes **RAILTECH INTERNATIONAL** et **PANDROL** déclinent 4 activités principales :

La Soudure de rails

Regroupe les techniques de soudure de rail par procédé électrique ou aluminothermique, qui représentent une solution économique et de haute productivité, pour tous types de trains : léger, lourd ou à grande vitesse.

Les Systèmes d'attaches élastiques

Regroupe les ensembles de fixation ou attaches élastiques, et systèmes pré-montés de type fastclips. Ces produits sont conçus pour résoudre les difficultés de pose de voie (ballastées ou non) et en service sur les lignes grande vitesse, voies Métro ou tramway, corridors de fret, voies minières.

PANDROL propose d'autre part une ingénierie en Systèmes d'attaches complexes de type Vanguard destinée aux Voies Urbaines, en tunnel principalement, dont la conception et l'adaptabilité est unique, ainsi que des produits spéciaux «Vortok» issus de programmes de recherche entrepris avec nos clients, et destinés à l'amélioration de performances spécifiques de certaines voies ferroviaires et urbaines.

Les Matériels de voie

Les matériels d'entretien de la voie sont liés aux travaux de pose et de soudure adaptés aux conditions de chantiers et moyens d'accès. Ces équipements fabriqués par les sociétés RAILTECH INTERNATIONAL, MATWELD et ROSENQVIST s'adressent aux sociétés de construction de Voies et de maintenance de Réseaux.

Les Systèmes d'Alimentation Electrique

Destinés aux transports urbains, ils comprennent les systèmes 3^{ème} rail, les systèmes de caténaire rigide pour ligne ferroviaire, métro et atelier de maintenance, les matériels embarqués sur trolley bus, et les systèmes de ligne aérienne pour tramway.

Conductique

	2009	2008	2007
CA (en M€)	178	241	219
Effectif	1 090	1 212	1 135

Le Groupe DELACHAUX est le spécialiste mondial des équipements conductiques associant le "transfert d'énergie" et "la transmission de données".

Ses capacités d'innovation lui permettent aujourd'hui de réaliser 85 % de son activité à l'international (Europe, Amérique du Nord et Asie) au travers de plus de 20 filiales.

Au travers de ses deux principales divisions parfaitement ciblées sur leurs marchés respectifs, la branche Conductique relève quotidiennement les défis techniques lui garantissant un leadership mondial incontesté.

La division "Energie" (CA 2009 = 163 M€ ; effectif = 1018)

(Produits commercialisés sous la marque CONDUCTIX-WAMPFLER)

La division Energie conçoit et fabrique des produits dédiés à la transmission de puissance électrique et de données à des engins mobiles. Parmi leurs principaux produits, les sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER se positionnent en leader sur des marchés tels que :

Les Enrouleurs à moteur

Les Enrouleurs à moteur s'appuient sur 3 avancées technologiques brevetées : le coupleur magnétique, le montage modulaire et la traction constante des câbles par régulation électronique. Les enrouleurs à moteur assurent l'alimentation électrique de portiques à containers, de tunneliers, d'engins de mines, d'engins de port et de tous autres engins de manutention dans les industries nucléaires et pétrolières.

Les Enrouleurs à ressorts

Les enrouleurs à ressorts sont adaptés à chaque besoin industriel : enrouleurs de tuyaux ou de câbles électriques. Ils équipent aussi bien des engins mobiles (nacelles élévatrices, grues) que des équipements de production en usine.

Les Systèmes d'alimentation électrique

La Division Conductique industrialise des systèmes d'alimentation électrique, tels que les collecteurs de puissance ou données et les "Barres conductrices ou guirlandes" électriques pour grue, portiques, palans ou ponts roulants. Étudiés pour simplifier le montage et l'entretien, ces produits garantissent une très grande fiabilité d'emploi. Ils ont été conçus pour répondre aux normes de sécurité et aux législations les plus sévères. Ici aussi, l'expérience internationale est le fondement de la renommée de ces produits.

Les Systèmes de transfert d'énergie

Les systèmes de transfert d'énergie dans les unités industrielles sont une nouvelle activité très dynamique et de haute technologie, associant le transfert d'énergie sans contact et l'alimentation de plateformes mobiles de production. Ils sont complétés par des ensembles de type station de travail ergonomiques équipés de barres conductrices, guirlandes électriques ou enrouleurs à ressorts.

Les données sont transférées en utilisant les équipements de transmission de puissance électrique combinés avec des solutions en câbles mixtes (fibres optiques) ou des solutions sans contact de type induction.

Par rapport aux clients utilisateurs, les sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER travaillent essentiellement pour trois types de marchés qui sont :

- les infrastructures de levage et manutention industrielle (*grues de quai, ponts roulants, manutention de produits en vrac, extraction minière*) ;
- les équipements productifs industriels (*machines-outils, machines d'emballages, de robotique, d'injection plastique, de forage off shore, éoliennes, ergonomie et automation d'ateliers de production*) ;
- la mobilité des personnes (*métros et tramways avec rails conducteurs ou sans contact, aéroports pour les people movers et passerelles passagers, parcs de loisirs*).

La division "Magnétisme" (CA 2009 = 12 M€ ; effectif = 67)

(Sociétés LENOIR et MEC)

La division Magnétisme est positionnée sur deux segments de marché à fort potentiel de développement :

- Le secteur de l'environnement pour lequel le département Magnétisme conçoit et produit des équipements de recyclage de métaux ferreux et non ferreux, alliant les technologies du magnétisme à celle de la détection électronique, courant de Foucault ou tri optique ;
- Le secteur du levage magnétique pour les activités de production ou de distribution de produits issus de la sidérurgie. Il s'agit d'équipements de levage par la technologie des électroaimants, dont la production et la conception reflètent une longue expérience à travers le monde.

Métaux

(Produits commercialisés sous la marque DELACHAUX)

	2009	2008	2007
CA (en M€)	44	81	59
Effectif	51	54	53

Activité stratégique du Groupe DELACHAUX depuis plusieurs décennies, la branche Métaux est devenue leader mondial dans le domaine de la production de Chrome métal destiné à l'élaboration sous vide de superalliages base Nickel ou Cobalt. Ses clients sont spécialisés dans le domaine Aéronautique, la production d'Énergie et l'Électronique. La division METAUX exporte plus de 90% de ses productions.

Différentes qualités de chrome sont commercialisées : chrome métal de pureté 99,4 % à 99,9 %, chrome aluminothermique standard ou dégazé sous vide. Des types spéciaux (bas S, Cr Nitruré, Cr Carboné ...) sont également réalisés. Le chrome est commercialisé sous forme de morceaux de briquettes ou poudres selon les qualités et demandes des clients.

Aciers Spéciaux

(Sociétés *TAMARIS INDUSTRIES* et *FONDERIES NICOLAS*)

	2009	2008	2007
CA (en M€)	18	25	23
Effectif	134	164	161

Le Groupe DELACHAUX est l'un des leaders européens dans le domaine des pièces de fonderie "techniques et de services" destinés à l'Automobile, l'Hydraulique, le "Levage et Manutention" et la construction navale. Il est le numéro un pour la fabrication des galets en acier moulé grâce à son alliage "INFATIGABLE" et produit notamment :

- des pièces de 0,1 kg à 5 kg pour petites et moyennes séries en fonte graphite sphéroïdale ;
- des pièces de 100 kg à 100 tonnes en acier moulé à destination des outillages de fonderie sous pression pour l'automobile, des galets de pont roulant, des turbines hydrauliques, des arbres d'hélice et des bâtis de presse.

HISTORIQUE

- 1902 : Création par Clarence DELACHAUX d'une société fournissant du matériel de lignes aériennes d'alimentation électrique pour les tramways, suivi du développement du procédé de soudure aluminothermique, puis de la fabrication de métaux purs et de ferro-alliages.
- 1917 : Construction d'une usine de production à Gennevilliers pour faire face au développement de ces différentes activités ainsi que les aciers spéciaux.
- 1963 : Organisation du groupe en branches : ferroviaire, conductique et produits spéciaux
- 1985 : Introduction en bourse au second marché de DELACHAUX SA.

Branche Ferroviaire

- 1988 : Acquisition de la société française L'ALUMINOTHERMIQUE (devenue RAILTECH INTERNATIONAL)
- 1994 : Acquisition de la société américaine MATWELD
- 1999 : Acquisition de la société française STEDEF
- 2003 : Acquisition majeure du groupe britannique PANDROL
- 2007 : DELACHAUX S.A. prend part au nouveau record mondial de vitesse (574,8 km/h) à travers les systèmes de fixation PANDROL et les soudures aluminothermiques RAILTECH INTERNATIONAL
- 2008 : Acquisition de la société suédoise ROSENQVIST, fabricant d'équipements pour l'installation mécanisée de fixations élastiques.
- 03/2010 : Rachat du groupe allemand PLOTZ (soudure ferroviaire)

Branche Conductique (énergie, magnétisme, câblerie)

- 1975 : Acquisition de la société américaine INSUL-8 (devenue CONDUCTIX-WAMPFLER USA)
- 1987 : Acquisition de la société française CEFILAC
- 1993 : Acquisition de la société italienne MEC (magnétisme)
- 1995 : Acquisition de la société italienne COMES (devenue CONDUCTIX-WAMPFLER Italie)
- 2000 : Acquisition de la société française ETS RAOUL LENOIR
- 2007 : Acquisition majeure du groupe allemand WAMPFLER
- 2008 : Adoption de la marque CONDUCTIX-WAMPFLER par l'ensemble de la division énergie.

Branche Produits Spéciaux (Métaux, Aciers Spéciaux, Systèmes d'Injection)

- 1997 : Acquisition de la Fonderie TAMARIS
- 1998 : Nouvelle usine de production de chrome à Marly-lez-Valenciennes (59)
- 2001 : Acquisition des Fonderies NICOLAS
- 2008 : Cession de l'activité INJECTION

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 4 JUIN 2010

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte, à titre ordinaire, de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2009 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés. De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître utiles.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article 148 du décret du 23 mars 1967, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

I - EVOLUTION DU GROUPE

En 2009, face au ralentissement économique mondial, le groupe DELACHAUX a démontré sa capacité à résister à un environnement particulièrement difficile.

Face à un recul des ventes en 2009, la performance opérationnelle du Groupe grâce à un portefeuille d'activité bien équilibré par type d'industrie et de marchés nous a permis de préserver nos marges qui restent à des niveaux élevés.

Notre modèle d'entreprise a démontré sa capacité de résistance et nous a permis de tenir les engagements de notre plan d'action de réduction de la dette et de réduction des coûts menés avec détermination sans renoncer à notre stratégie de croissance.

Nous avons ajusté à la baisse notre structure de coût tout en continuant à investir massivement dans l'innovation et la recherche développement pour générer une croissance durable.

En 2009, le chiffre d'affaires du groupe est en baisse de 18 % à 636 M€

↳ Ferroviaire :	397,2 M€, soit -8,3 %
↳ Conductique :	178,5 M€, soit -25,9 %
↳ Métaux :	44,0 M€, soit -45,7 %

Le résultat opérationnel courant de 76,4 M€ soit 12,0 % des ventes reste à un bon niveau grâce à une gestion extrêmement rigoureuse de l'ensemble de nos coûts.

Le résultat net du Groupe de 53,3 M€ soit 8,4 % des ventes est en baisse de 18,6 %.

L'endettement net du Groupe à fin 2009 est de 36,2 M€ pour des capitaux propres de 441,2 M€, soit un gearing de 8,2 %. Le ratio d'endettement net/EBITDA est de 0,43.

Dans un environnement dégradé, DELACHAUX a préservé ses performances opérationnelle et financière, a démontré la pertinence de sa stratégie et sa gestion rigoureuse dans l'ensemble de ses métiers et a ainsi préservé l'avenir, ce qui permettra au groupe pour toute reprise d'activité d'améliorer rapidement et significativement sa rentabilité.

Dans le contexte économique et les conditions actuelles de marché, le Groupe demeure pour 2010 prudent sur l'évolution de ces activités au cours des prochains trimestres.

Toutefois, quelques signes laissent apparaître un début de reprise d'activité pour la branche Métaux et à un moindre degré pour la branche Conductique.

Par contre, le Groupe pourrait être pénalisé en 2010 par des ventes de la branche Ferroviaire en baisse par rapport à 2009 à cause d'un décalage sur 2011-2012 de divers gros projets à la suite de difficultés de financement de ces projets.

En 2010, nous continuerons à renforcer notre structure financière en réduisant encore nos coûts structurels et en contrôlant strictement nos investissements.

DELACHAUX a un potentiel de rebond significatif pour saisir toute croissance dans une année 2010 de reprise progressive.

II - COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE DELACHAUX

Les comptes consolidés arrêtés au 31/12/09 sont établis sur la base des règles d'évaluation et de présentation IFRS. Ils intègrent diverses variations de périmètre non significatives, telles que la création de filiales avec une activité très faible en 2009 et la reprise d'une société de taille réduite.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit pour l'exercice à 636,0 M€ contre 775,6 M€ en 2008. Le résultat opérationnel courant ressort à 76,4 M€ contre 101,3 M€ l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- ↳ du coût de l'endettement net de -4,1 M€
- ↳ des autres produits et charges financiers de 1,2 M€
- ↳ de l'impôt sur les bénéfices de -20,8 M€
- ↳ de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence de 1,1 M€

le résultat net des activités poursuivies est de 53,6 M€.

Après prise en compte du résultat des activités abandonnées pour -0,2 M€, l'exercice clos le 31 décembre 2009 se traduit par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 53,4 M€ contre 66,2 M€ l'exercice précédent.

Ce bénéfice net de l'ensemble consolidé se répartit comme suit :

- ↳ *part du groupe* : 53,3 M€
- ↳ *part des minoritaires* : 0,1 M€

PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDES

Bilan Consolidé

(en k€)	31/12/2009	31/12/2008
Actifs non courants	384.993	367.066
Actifs courants	358.999	393.957
Total de l'Actif	743.992	761.023
Capitaux propres (part du groupe)	437.921	373.925
Intérêts minoritaires	3.312	3.271
Passifs non courants	138.221	165.703
Passifs courants	164.538	218.124
Total du Passif	743.992	761.023

Compte de résultat consolidé

(en k€)	31/12/2009	31/12/2008
Chiffre d'affaires	636.011	775.623
Résultat opérationnel courant	76.418	101.307
Résultat net des activités poursuivies	53.572	66.836
Résultat net	53.360	66.198
Résultat net part du groupe	53.277	65.532
Résultat net intérêts minoritaires	83	666

L'ORGANISATION ET LES CHANGEMENTS DE PERIMETRE

Le groupe a connu en 2009 une baisse d'activité de 18,0% consécutive au ralentissement économique mondial ; cette baisse d'activité qui a été limitée pour le Ferroviaire (-8,3 %) et très marquée pour les autres activités (-25,9 % pour la Conductique ; -45,7 % pour les Métaux ; -28,7 % pour les Aciers Spéciaux) a conduit le groupe à réaliser des plans de réduction de coût dans les sites concernés (chômage partiel, diminution des frais généraux), tout en veillant à ne pas affaiblir excessivement les structures pour ne pas compromettre la capacité opérationnelle du groupe

L'année 2009 a été marquée par la poursuite des démarches d'intégration et de réorganisation des branches Ferroviaire et Conductique, ainsi que par certains développements spécifiques :

Pour le Ferroviaire :

- regroupement en Italie au sein d'une structure unique des activités ferroviaires précédemment réalisées par deux sociétés distinctes;
- investissement de production en France avec mise en route d'une nouvelle chaîne de production de systèmes de fixation.

Pour la Conductique :

- regroupement en France au sein d'une structure unique des activités Conductique précédemment réalisées par deux sociétés distinctes ;
- création d'une filiale en Inde ;
- rachat d'un distributeur en Suède.

Evolution de l'activité

en M€	31/12/09	%	31/12/08	%	Variation
Ferroviaire	397.211	62,3%	433 172	55,6%	-8,3%
Conductique	178.472	28,0%	240 785	30,9%	-25,9%
Métaux	44.025	6,9%	81 177	10,4%	-45,7%
Aciers Spéciaux	17.555	2,8%	24 617	3,1%	-28,7%
Eliminations	-1.252		-4 128		
CA GROUPE	636.011	100,0%	775 623	100,0%	-18,0%

en M€	31/12/09	%	31/12/08	%	Variation
Europe	282.446	44%	346 769	45%	-18,6%
<i>dont France</i>	<i>81.816</i>	<i>13%</i>	<i>96 003</i>	<i>12%</i>	<i>-14,8%</i>
Amérique du Nord	126.560	20%	158 739	20%	-20,3%
Asie-Océanie	191.864	30%	229 407	30%	-16,4%
Reste du monde	35.141	6%	40 709	5%	-13,7%
CA GROUPE	636.011	100%	775 623	100%	-18,0%

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe DELACHAUX pour l'année 2009 s'élève à 636,0 M€ (634,1 M€ à taux de change constant), soit une baisse de 18,0 %.

- ⚡ La branche Ferroviaire a connu une baisse de 8,3% ; même si l'activité maintenance s'est maintenue et qu'un certain nombre de plans gouvernementaux d'aide à ce secteur d'activité ont bénéficié à la branche ferroviaire en 2009, des difficultés de financement de certains grands projets liées au contexte économique actuel ont retardé la réalisation de ces projets. Si l'année 2008 avait été exceptionnelle en terme de facturation de projets neufs, notamment en Arabie Saoudite et Chine, les projets réalisés en 2009 ont eu une taille plus réduite.
- ⚡ La tendance dans la branche Ferroviaire reste positive avec des besoins très élevés dans l'ensemble du monde et sur les différents segments de marché (fret, trafic passagers, lignes à grande vitesse, métros, tramways), même si les difficultés de financement en cours peuvent retarder la réalisation de divers projets.
- ⚡ La branche Conductique a enregistré une baisse du chiffre d'affaires de 25,9 % : cette diminution très marquée a touché l'ensemble des pays avec un effondrement de l'activité de principaux donneurs d'ordre (usines automobiles et sidérurgiques, ports), le gel de nombreux projets d'investissements industriels et la baisse du commerce mondial. Cette activité qui a été fortement renforcée à la suite du rachat en 2007 du groupe WAMPFLER dispose d'atouts importants et connaîtra un nouveau développement avec la reprise de la croissance mondiale.

- ↓ La branche **Métaux** a connu une baisse exceptionnelle de 45,7 % de son activité en 2009 avec une baisse très forte de la demande des principaux clients du secteur aéronautique du fait d'un phénomène massif de déstockage et une baisse des prix de vente liés à la baisse des matières premières.
 Les besoins en chrome, notamment pour le marché aéronautique, restent élevés, et le marché devrait repartir à la hausse après la période de déstockage observée en 2009.
- ↓ L'activité **Aciers Spéciaux** a baissé de 28,7 % avec une baisse généralisée de l'ensemble des clients industriels et l'absence de commande majeure dans l'hydraulique ou la construction navale qui auraient pu compenser cette baisse.

Au niveau géographique, s'il est clair que la baisse des ventes a été générale en 2009 dans l'ensemble des régions du monde, on peut noter que les zones Asie-Océanie (en baisse de 16%) et Reste du Monde (Amérique du Sud, Afrique) (en baisse de 14 %) ont été légèrement moins impactées que les zones Europe (en baisse de 19 %) et Amérique du Nord (en baisse de 20 %).

2- Le résultat opérationnel courant

en M€	31/12/2009	31/12/2008
	Réel	Réel
CA	636.011	775 623
Marge brute	305.582	360 633
En % du CA	48,0%	46,5%
Résultat opérationnel courant	76.418	101 307
En % du CA	12,0%	13,1%

La baisse importante des coûts matières en 2009 a permis au groupe d'améliorer sa marge sur matières de 1,5 % en dépit d'une pression accrue sur les prix de vente de certaines affaires.

La mise en œuvre de plans de réduction de coûts, avec diminution des effectifs sur différents sites et diverses actions de réduction des frais généraux a permis de limiter la réduction de la marge opérationnelle qui est ainsi passée de 13,1 % au 31/12/08 à 12,0 % au 31/12/09.

3- Le résultat net

en M€	31/12/2009	31/12/2008
	réel	réel
Résultat opérationnel courant	76.418	101 307
Autres produits et charges opérationnels	-219	-35
Résultat opérationnel	76.199	101 272
Coût de l'endettement financier net	-4.122	-7 030
Autres produits et charges financières	1.190	-1 277
Résultat avant impôt	73.267	92 965
Impôt sur les résultats	-20.825	-28 092
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	1.130	1 963
Résultat net des activités poursuivies	53.572	66 836
Résultat net des activités abandonnées	-212	-638
Résultat net	53.360	66 198

Les postes du compte de résultat s'analysent comme suit :

- Les autres produits et charges opérationnels d'un montant de 0,2 M€ correspondent à des moins values sur cession de machines ;
- le coût de l'endettement financier est ramené de 0,9 % du chiffre d'affaires au 31/12/08 à 0,6 % au 31/12/09, soit une baisse de 2,9 M€ consécutive à la diminution de l'endettement net du groupe et à la forte diminution des taux d'intérêts en 2009 ;
- les autres produits et charges financières d'un montant de 1,2 M€ comprennent notamment une plus value sur cession de titres d'un montant de 1,7 M€ ;
- la charge de l'impôt s'élève 20,8 M€, soit un taux effectif de 28,4 % contre 30,2 % au 31/12/08 du fait notamment de l'activation de certains reports déficitaires ;
- la quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence baisse de 2,0 M€ au 31/12/08 à 1,1M€ au 31/12/09 du fait d'une baisse d'activité en Afrique du Sud en 2009 ;
- le résultat des activités abandonnées est une perte de 0,2 M€.

Ainsi le résultat net part du groupe s'établit à 53,3 M€ au 31/12/09 contre 65,5 M€ au 31/12/08.

SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

La dette financière nette s'établit à 36,2 M€ au 31/12/09 contre 97,2 M€ au 31/12/08 sous l'effet principalement des facteurs suivants :

- ↳ capacité d'autofinancement de 65,9 M€ contre 77,2 M€ au 31/12/08 ;
- ↳ diminution du besoin en fonds de roulement de 12,3 M€ pour une diminution du chiffre d'affaires de 140 M€. Le besoin en fonds de roulement passe de 63,9 jours au 31 décembre 2008 à 72,0 jours au 31 décembre 2009 ;
- ↳ réalisation de divers investissements industriels (essentiellement constitués d'investissements d'amélioration de productivité) pour 12,7 M€.

Le groupe a amélioré sa structure financière au cours de l'année : le ratio d'endettement net sur EBITDA (leverage) s'établit à 0,43 fin 2009 contre 0,87 à fin 2008, et le ratio d'endettement net sur fonds propres (« gearing ») à 8 % contre 26 % fin 2008.

La ligne de revolving mise à disposition dans le cadre du crédit syndiqué négocié en juillet 2006 n'était pas utilisée au 31/12/09 par rapport à une autorisation de 80 M€, ce qui permet au groupe de disposer d'une trésorerie disponible immédiatement d'environ 190 M€, après prise en compte des disponibilités du groupe d'un montant de 113 M€ au 31/12/09.

IV - COMPTES DE LA SOCIETE MERE DELACHAUX SA

Les règles et méthodes comptables appliquées pour l'établissement des comptes sociaux au 31 décembre 2009 sont identiques à celles utilisées lors de l'exercice précédent.

A - RESULTATS DE L'ANNEE 2009

Le chiffre d'affaires s'établit pour l'exercice à 76,2 M€ contre 125,2 M€ l'exercice précédent, soit une diminution de 39 % ; le chiffre d'affaires 2009 intègre l'activité de l'ancienne société WAMPFLER SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans DELACHAUX SA en 2009 et dont le chiffre d'affaires 2008 s'élevait à 7,3 M€ ; après prise en compte du chiffre d'affaires WAMPFLER SAS en 2008 la baisse réelle des ventes en 2009 s'élèverait à 42 %.

- ↳ une baisse de 26 % pour la Conductique (après prise en compte des ventes de WAMPFLER SAS en 2008) à 32,2 M€, dont +2% pour la Câblerie à 3,7 M€ et -29 % pour l'Energie à 28,5 M€ ;
- ↳ une baisse de 47 % pour les Métaux à 41,5 M€.

La société a donc subi en 2009 un retournement complet de tendance avec un effondrement de la demande :

- pour les Métaux, la baisse de 47% des ventes provient en premier lieu d'un effondrement des volumes de 40 %, auquel s'est rajoutée une baisse des prix de vente liée à la diminution des prix d'achat des matières en 2009.
- pour la Conductique, la baisse est générale sur la France et l'export avec des ventes France en baisse de -24 % à 13,7 M€, des ventes Union Européenne en baisse de 40 % à 7,0M€ et des ventes hors Union Européenne en baisse de 18 % à 11,4 M€. Cette activité étant extrêmement liée à la réalisation d'équipements rentrant dans des investissements industriels, le gel de la plupart des grands projets de nos donneurs d'ordre s'est traduit par un effondrement de l'activité.

Le résultat d'exploitation ressort à 1,4 M€ contre 15,0 M€ l'exercice précédent, soit une baisse de 91 %.

Le résultat financier de +10,8 M€ prend en compte :

- ↳ des dividendes de 16,5 M€ contre 9,9 M€ l'année précédente,
- ↳ un résultat de l'endettement net de +0,1 M€ contre +2,0 M€ en 2008,
- ↳ des dépréciations sur titres TAMARIS de 0,1 M€, NICOLAS de 0,5 M€ ainsi qu'une dépréciation de compte courant TAMARIS pour 1,5 M€ (*on rappelle que le résultat financier 2008 prenait en compte une dépréciation sur titres TAMARIS de 0,7 M€*)
- ↳ une dépréciation sur titres CONDUCTIX-WAMPFLER AG de 4,3 M€ liée à un reclassement de titres

Le résultat exceptionnel de -0,1 M€ prend en compte une provision sur la situation nette négative de DEVAUX-WERTS de -0,6 M€ et une plus-value sur cession d'immobilisations de 0,5 M€.

Après prise en compte de la participation pour 0,1 M€ et d'un produit d'impôt de 6,7 M€ liée à l'économie d'impôt au niveau du groupe d'intégration fiscale (provenant principalement du déficit fiscal de la société HRT SAS) comptabilisée chez DELACHAUX SA dans le cadre de la convention d'intégration fiscale, l'exercice clos le 31 décembre 2009 se traduit par un bénéfice de 18,6 M€ contre 21,0 M€ en 2008.

Au 31 décembre 2009, la situation financière de DELACHAUX SA reste extrêmement saine avec une dette financière essentiellement constituée de l'emprunt souscrit en juillet 2006 pour un montant de 112,5 M€ (*sur le prêt initial de 150 M€, 37,5 M€ ont été remboursés sur la période 2006-2009*), une ligne de revolving inutilisée par rapport à un montant disponible de 80,0 M€ et des disponibilités pour 18,6 M€.

B - DETTES FOURNISSEURS France PAR ECHEANCE

Montant total des dettes des fournisseurs français au 31/12/09 : 3.995 k€ pour lesquels :

- non échus inférieur à 90 jours : 22 k€
- non échus inférieur à 60 jours : 1.090 k€
- non échus inférieur à 30 jours : 2.004 k€
- retards à 30 jours : 443 k€
- retards à 60 jours : 103 k€
- retards supérieur à 60 jours : 333 k€

C - PERSPECTIVES D'AVENIR DE DELACHAUX S.A. POUR 2010

Le début de l'année 2010 se caractérise par une difficulté à anticiper l'évolution de la demande au cours des prochains mois :

- ↳ **Métaux** : si le début de l'année fait apparaître un bon niveau d'activité qui est largement supérieur à l'année écoulée, les commandes enregistrées portent sur des besoins à satisfaire dans des délais courts avec des clients qui s'engagent beaucoup moins que dans le passé sur des commandes-programme de plusieurs mois ; il est donc difficile de voir si le bon niveau d'activité du début de l'année se poursuivra sur le reste de l'année
- ↳ **Energie et Câblerie** : les commandes enregistrées restent à un niveau faible et même si un certain nombre d'indicateurs laissent présager qu'une reprise d'activité devrait se produire prochainement, il est encore trop tôt pour confirmer la réalisation de cette reprise.

D - PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de DELACHAUX S.A. pour l'exercice 2009 est un bénéfice de 18.589.980,63 €.

Le résultat disponible distribuable atteint 86.759.833,31 €, se décomposant comme suit :

Bénéfice de l'exercice	18.589.980,63 €
Report à nouveau	68.174.769,74 €

Résultat disponible	86.764.750,37 €
Affectation à la réserve légale	4.917.06 €

Résultat distribuable	86.759.833,31 €

Sur ce résultat distribuable, le Conseil propose la distribution d'un dividende de 0,80 € par action en baisse de 5,9 % par rapport à celui de l'année précédente.

Les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le résultat disponible comme suit :

• Attribution d'un dividende de 0,80 € par action	10.441.248,00 €

Solde que nous proposons d'affecter en report à nouveau.....	76.318.585,31 €

La mise en paiement du dividende interviendra à compter du 5 juillet 2010.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le dividende de 0,80€ par action à distribuer est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 158.3 du Code Général des Impôts.

Conformément à la loi, nous vous rappelons que les dividendes nets mis en distribution au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

- En 2009 sur l'exercice 2008 à 0,85 euro par action
- En 2008 sur l'exercice 2007 à 0,75 euro par action
- En 2007 sur l'exercice 2006 à 0,60 euro par action

V - RESSOURCES HUMAINES

Au 31 décembre 2009 les effectifs au niveau du groupe s'élevaient à 2580 personnes contre 2794 fin 2008 ; 69 % de l'effectif du groupe est à l'étranger fin 2009.

Effectifs par zone géographique :

	2009	2008
France	804	848
Etranger	1 776	1 946
Total	2 580	2 794

	2009	2008
Europe	1 714	1 789
Amérique du nord	367	447
Asie Océanie	367	367
Reste du monde	132	121
Total	2 580	2 794

Effectif par activité:

	2009	2008
Ferroviaire	1 275	1 334
Conductique	1 090	1 212
Métaux	51	54
Produits spéciaux	134	164
Services généraux	30	30
Total des effectifs par secteurs d'activité	2 580	2 794

Cartographie des effectifs :

	2009	2008
Cadre	366	359
Employés	878	872
Ouvriers	1 336	1 563
Total	2 580	2 794

Le montant de la sous-traitance est de 5,4 M€ en 2009 contre 9,0 M€ en 2008 ; le recours à la sous-traitance est lié à la nature des activités du groupe et son niveau dépend de la particularité des affaires traitées.

Enfin, les sociétés du groupe qui recourent partiellement à la sous-traitance et au travail temporaire s'assurent du respect des législations en vigueur en la matière.

Les accords d'intéressement ou de participation conclus dans de nombreuses filiales du groupe en France et à l'étranger ont permis à leurs salariés de bénéficier des bons résultats de l'exercice.

VI- PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE DELACHAUX ET EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LE 1ER JANVIER 2010

A - PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE DELACHAUX

Après une année 2009 marquée par un effondrement de la demande hors ferroviaire pour nos différents marchés hors ferroviaire, le début de l'année 2010 fait apparaître une grande incertitude sur la tendance de l'année en cours avec des évolutions contrastées suivant les activités.

L'activité Ferroviaire est impactée pour la partie des travaux neufs (environ 30 % du chiffre d'affaires) par la crise actuelle du fait des difficultés de financement rencontrés par certains grands donneurs d'ordre publics ou privés. Il devrait en résulter une baisse du chiffre d'affaires pour ce type de projets dont certains vont être décalés de 2010 à 2011-2012. La partie maintenance (environ 70 % du chiffre d'affaires) devrait en revanche rester relativement stable et les tendances générales de ce marché restent très favorables.

L'activité Conductique qui a été touchée de façon immédiate et brutale en 2009 par l'arrêt des principaux projets d'investissements industriels dans le monde et la chute du commerce mondial, laisse apparaître différents signes encourageants d'un début de reprise ; il est toutefois trop tôt pour connaître l'ampleur de cette reprise qui devrait normalement aller en s'accéléralant dans les prochains mois.

L'activité Métaux connaît un début d'année très encourageant avec des ventes en forte hausse ; il est en revanche constaté une évolution de la demande clients qui privilégie actuellement la passation de commandes spot avec des délais de livraison très courts en lieu et place des commandes-programmes qui étaient jusqu'à présent la règle générale ; il en résulte une difficulté pour savoir si la forte demande constatée en ce début d'année est liée à des besoins ponctuels ou s'inscrit dans une tendance haussière durable.

Dans ce contexte de reprise «molle» de la croissance, le groupe va continuer à faire preuve d'une grande prudence dans la maîtrise de l'ensemble de ses frais, tout en veillant à ne pas affaiblir excessivement les structures pour ne pas compromettre sa capacité concurrentielle. Delachaux reste dans tous les cas confiant sur ses perspectives de développement, les tendances profondes des principaux marchés (ferroviaire, transports urbains, aéronautique, conductique) restant favorables. Le Groupe va poursuivre par ailleurs sa stratégie de conquêtes ciblées destinée à renforcer ses positions dans ses différents métiers, la solidité de sa structure financière avec une dette financière nette qui devrait être quasi nulle en 2010 lui permettant de financer son modèle de financement axé sur des métiers à forte compétences technologiques.

B - EVENEMENTS MAJEURS INTERVENUS DEPUIS LE 1ER JANVIER 2010

Il n'existe aucun événement significatif intervenu entre le 31 décembre 2009 et la date du Conseil d'Administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés du Groupe.

VII - FACTEURS DE RISQUE

A - RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ACTUEL

Depuis la fin du second semestre 2008, l'activité industrielle des principales régions économiques mondiales est fortement ralentie avec un impact certain au niveau du groupe DELACHAUX sur des activités comme la Conductique qui est fortement liée aux flux de marchandises échangées dans le monde, notamment maritimes, et les métaux dont le secteur aéronautique constitue le principal débouché. Bien que le groupe ait pris des mesures d'adaptation de réduction de coûts, aucune garantie ne peut être donnée quant à l'efficacité de ces mesures prises pour faire face à cette situation exceptionnelle. La poursuite de la crise pourrait avoir des impacts défavorables sur le Groupe.

B - RISQUES INDUSTRIELS

Le Groupe DELACHAUX en raison du caractère pluriel de ses activités (Ferroviaire, Energie, Métaux, Fonderies) et de la diversité de sa clientèle (sociétés de chemin de fer publiques ou privées, constructeurs et équipementiers automobiles, aéronautiques, sociétés de toute taille évoluant dans l'énergie) et de la répartition mondiale de ses ventes n'est pas surexposé à un risque industriel particulier.

Risques liés aux nouveaux produits : le chiffre d'affaires et les résultats de Delachaux sont dépendants de la capacité du Groupe à développer de nouveaux produits et à réaliser les avancées technologiques nécessaires pour rester compétitif. Pour faire face à ces risques, le groupe mène une politique active en terme de recherche et développement et de dépôt de brevets.

C - RISQUES DE MARCHE

Dans la mesure où son activité s'inscrit dans un contexte international, le groupe est confronté aux risques de marché (risques de change, de taux d'intérêt, sur matières premières et autres risques de prix) ; les analyses de sensibilité aux risques répertoriés dans cette section figurent dans les notes annexes aux comptes consolidés (section 43.3).

D - RISQUES JURIDIQUES

Le Groupe a mis en place des programmes d'assurance mondiaux destinés à couvrir les risques majeurs suivants :

- ⊗ Dommages aux Biens / Pertes d'exploitation (montant maximum de garanties : 49,5 M€) ;
- ⊗ Responsabilité Civile Exploitation et Produits (montant maximum de garanties : 46,0 M€) ;
- ⊗ Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux (montant maximum de garanties : 10,0 M€) ;
- ⊗ Pertes pécuniaires - Faute inexcusable de l'employeur (montant de garanties : 2,5 M€).

Ces programmes d'assurances couvrent les entités et activités du Groupe dans le monde entier et des polices d'assurances locales spécifiques sont également souscrites en fonction de risques particuliers et de la réglementation locale en vigueur ; ceci concerne principalement les polices automobile, transport, R.C Employeurs ("Employer's liability"). Le montant des garanties est défini selon la particularité des activités de chaque secteur pour des niveaux de couverture suffisants.

Le Groupe conduit une politique de gestion des risques qui passe notamment par la prévention des sites industriels, visant à réduire l'amplitude et la fréquence des risques accidentels incendie, environnement, sécurité.

E - RISQUES CLIENTS

La diversité des activités et la diversification géographique des ventes permet au Groupe d'être peu exposé au risque client et de limiter fortement le risque pays.

La répartition géographique des ventes de l'exercice 2009 se présente comme suit :

Amérique du Nord	20%
France	13%
Allemagne	6%
Royaume-Uni	6%
Reste de l'Europe	19%
Océanie - Asie	30%
Reste du monde	6%

Si le ralentissement économique général a eu des effets négatifs sur la solidité financière de certains de nos clients en 2009, dont notamment dans la branche Conductique avec quelques défaillances de plusieurs clients de faible taille, les montants concernés par ces défaillances sont très faibles et non significatifs au niveau des résultats du groupe. La part très élevée représentée par les sociétés publiques (notamment dans le ferroviaire) et certains grands comptes dont la solvabilité est certaine, ainsi que le recours quasi-systématique à des crédits documentaires pour les opérations réalisées à l'export limitent très fortement au niveau du groupe le risque de défaillance clients.

VIII - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'emprunt souscrit en juillet 2006 dans le cadre du refinancement de la dette est assorti des deux ratios financiers suivants qui sont respectés par le groupe DELACHAUX à la date du 31/12/2009, et dont le non respect pourrait entraîner l'exigibilité dudit crédit par les établissements bancaires :

- ↳ dettes financières sur fonds propres inférieur à 1 jusqu'à la date d'échéance finale
- ↳ dettes financières sur l'excédent brut d'exploitation inférieur ou égal à 3,0 à compter du 30/06/2007 jusqu'à la date d'échéance finale

Au 31 décembre 2009, les ratios du Groupe faisaient ressortir une position confortable de Delachaux par rapport à ces contraintes ; de même la situation générale du Groupe et ses perspectives écartaient toute probabilité d'occurrence des faits générateurs d'exigibilité anticipée. Le groupe DELACHAUX est donc très peu exposé au risque de liquidité.

Les instruments financiers utilisés par le groupe concernent les emprunts (couverture de taux) ainsi que la couverture de certains flux commerciaux (couverture de change); la valeur de marché de ces instruments financiers a été valorisée sur la base des taux de marché de clôture; les montants concernés au 31/12/2009 ne sont pas significatifs.

IX - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Notre Groupe a poursuivi en 2009 ses efforts en matière de recherche et développement et de qualité totale afin de répondre aux exigences techniques et scientifiques de notre clientèle.

Les efforts de développement technologique entrepris depuis de nombreuses années dans tous nos métiers seront poursuivis en 2010 afin de rester toujours à la pointe de l'innovation et la référence technique sur nos marchés. L'ensemble de ces actions de recherche et développement nous a permis de prendre des brevets dans plusieurs de nos métiers.

On peut noter par ailleurs que :

- pour la branche Ferroviaire, le Groupe participe en France au pôle de compétitivité Ferroviaire à vocation mondiale i-Trans mis en place par le gouvernement à Valenciennes.
- pour la branche Conductique, le Groupe travaille sur des marchés innovants tels que les véhicules électriques ou le transfert d'énergie sans contact.
- pour la division Métaux, le Groupe a déposé de nouveaux brevets portant sur les chromes de haute pureté destinés à l'industrie de pointe (aéronautique essentiellement).

X - RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL SUR LE CAPITAL

A - EVOLUTION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2009, le capital social de DELACHAUX s'élevait à 8.352.998,40 euros divisé en 13.051.560 actions d'une valeur nominale de 0,64 euro chacune entièrement libérée et admise aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext compartiment B.

Depuis le 31/12/1999 et jusqu'au 31/12/2009, le capital de la société a évolué comme suit :

	Montant du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale de l'action	Montant du capital social après l'opération	Nombre d'actions après l'opération	Valeur nominale de l'action après l'opération
Assemblée Générale extraordinaire du 15/03/2000	43 075 200 (francs)	430 752	100 (francs)	6 892 032 (euros)	2 153 760	3,20 (euros)
	Nature de l'opération: -division du nominal par 5 et conversion en euros sur la base de 20 FRF=3,0 euros -augmentation du capital social de 325.260,10 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 3,05 euros à 3,20 euros					
Assemblée Générale extraordinaire du 20/06/2006	6 892 032	2 153 760	3,20	6 892 032	10 768 800	0,64
	Nature de l'opération: -division du nominal par 5					
Décision du Directeur Général Du 5/03/2007	6 892 032	10 768 800	0,64	8 270 438	12 922 560	0,64
	Nature de l'opération: -Augmentation du capital par création de 2.153.760 actions					
Décision du Président du Conseil Du 22/06/2007	8 270 438	12 922 560	0,64	8 303 828	12 974 731	0,64
	Nature de l'opération: -Attribution de 52.171 actions gratuites					
Décision du Président du Conseil Du 22/06/2009	8 303 828	12 974 731	0,64	8 321 044	13 017 257	0,64
	Nature de l'opération: -Attribution de 42.526 actions gratuites					
Décision du Président du Conseil Du 18/09/2009	8 321 044	13 017 257	0,64	8 352 998	13 051 560	0,64
	Nature de l'opération: -Attribution de 34.303 actions gratuites					

B) CAPITAL AUTORISE ET NON EMIS

Un tableau des délégations utilisées ou autorisées durant l'exercice 2009 accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L225-129-1 et L225-129-2 du Code de Commerce figure en annexe du présent rapport.

C) REPARTITION DU CAPITAL

La répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 31 décembre 2009 :

	Nombre Total d'Actions	% du Capital	Quantité Votes Simples	Quantité Votes Doubles	Total Droits de Vote (1)	% des Droits de Vote
SOGREPAR	7 485 204	57,35%	0	7 485 204	14 970 408	72,78%
Autres Nominatifs	329 638	2,53%	246 349	83 289	412 927	2,01%
Fidelity (2)	1 296 549	9,93%	1 296 549	0	1 296 549	6,30%
Public	3 940 169	30,19%	3 940 169	0	3 940 169	19,16%
TOTAL GENERAL	13 051 560	100,00%	5 483 067	7 568 493	20 568 052	100,00%

(1) : Droits de vote double attachés à certaines actions :

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toute action entièrement libérée pour laquelle il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

(2) Par courrier reçu le 1^{er} décembre 2009, et sur la base des informations publiées sur le site de l'AMF, la société FIL Limited (*) (P.O. Box HM670, Hamilton HMCX, Bermudes) a déclaré avoir franchi en baisse, le 27 novembre 2009, par suite d'une cession d'actions DELACHAUX sur le marché, le seuil de 10 % du capital de la société DELACHAUX et détenir 1 296 549 actions DELACHAUX représentant autant de droits de vote, soit 9.93% du capital et 6.30% des droits de vote de la société.

(*) FIL Limited est une société holding d'un groupe indépendant de sociétés de gestion de portefeuille communément dénommé Fidelity International.

Titres auto-détenus :

DELACHAUX SA, ni aucune de ses filiales ne détiennent de titres de DELACHAUX SA; il est signalé que le groupe, par l'intermédiaire de la société RAILTECH INTERNATIONAL, filiale à 99,6 % de DELACHAUX SA, détient 0.77 % des actions de la holding SOGREPAR qui détient 57,35 % du capital de la société.

Pacte d'actionnaires :

A la connaissance de la Société, trois engagements collectifs de conservation de titres répondant aux prescriptions des articles 885 I bis et suivants du code général des impôts, portant sur plus de 20% des droits financiers et des droits de vote attachés aux actions émises par la société Delachaux ont été conclus par plusieurs actionnaires, dont les dirigeants, le 29 mars 2004.

Trois engagements de conservation de titres répondant aux exigences des dispositions des articles 885 Ibis et suivants du code général des impôts ont également été signés le 26 décembre 2005 par plusieurs actionnaires dont la société SOGREPAR et les dirigeants.

De plus, trois engagements de conservation de titres conformes aux dispositions des articles 885 I bis et 787 B du CGI ont été signés les 21 et 30 décembre 2009 par plusieurs actionnaires dont la société SOGREPAR et les dirigeants.

Ces engagements de conservation ont une durée initiale de 6 ans et portent sur plus de 20% des droits financiers et des droits de vote attachés aux actions émises par la société DELACHAUX.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres conventions entre actionnaires de la Société que les pactes Dutreil susvisés, ou de clauses d'actionnaires ou d'actionnaires agissant de concert susceptibles d'affecter la répartition du capital ou des pouvoirs, ou d'avoir une incidence sur le patrimoine, la situation financière, l'activité, les résultats et les perspectives de la Société.

Franchissements de seuils :

Par courrier reçu le 1^{er} décembre 2009, et sur la base des informations publiées sur le site de l'AMF, la société FIL Limited (*) (P.O. Box HM670, Hamilton HMCX, Bermudes) a déclaré avoir franchi en baisse, le 27 novembre 2009, par suite d'une cession d'actions DELACHAUX sur le marché, le seuil de 10 % du capital de la société DELACHAUX et détenir 1 296 549 actions DELACHAUX représentant autant de droits de vote, soit 9.93 % du capital et 6.30 % des droits de vote de la société.

(*) FIL Limited est une société holding d'un groupe indépendant de sociétés de gestion de portefeuille communément dénommé Fidelity International.

XI - TITRES EN BOURSE

Evolution du cours et des volumes échangés sur le compartiment B Eurolist Paris au cours des 18 derniers mois :

Période considérée	Nombre de titres échangés	Capitaux traités (milliers d'euros)	Cours le plus haut (euros)	Cours le plus bas (euros)
2008				
Août	144 076	10 216	72,99	65,50
Septembre	95 515	5 959	69,08	53,84
Octobre	190 815	9 011	54,07	40,60
Novembre	89 494	4 462	52,77	44,00
Décembre	65 443	3 001	51,50	40,31
2009				
Janvier	168 220	6 779	47,10	35,06
Février	48 159	2 047	44,20	39,35
Mars	43 268	1 721	42,20	37,51
Avril	115 620	4 657	43,50	38,63
Mai	168 873	6 995	46,20	42,00
Juin	43 498	2 008	52,35	42,00
Juillet	31 103	1 421	47,99	43,00
Août	50 113	2 439	50,99	44,90
Septembre	277 812	13 063	52,00	45,00
Octobre	126 350	6 254	53,92	46,21
Novembre	434 477	18 381	47,80	36,92
Décembre	163 207	6 638	42,40	38,00
2010				
Janvier	192 943	8 156	45,50	38,02
Février	271 571	10 406	39,50	37,90
Mars	144 562	5 762	41,80	38,20

XII - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES OBLIGATOIRES

Pour respecter les dispositions légales, il est précisé que les charges non fiscalement déductibles en application de l'article 39/4 du Code Général des Impôts s'élèvent à 130.635 euros pour l'année 2009.

XIII - SITUATION DES MANDATS D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31/12/2009

- CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Président du Conseil : M. François DELACHAUX
- Administrateurs : M. Patrick BOMMART
Mme Marie DELACHAUX
M. Stéphane DELACHAUX
M. Michel SARAZIN
M. Emmanuel THILLAYE DU BOULLAY

Mandat d'administrateurs

Aucun mandat d'administrateur n'arrive à échéance à la prochaine Assemblée.

- COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Titulaires : Cabinet MAZARS - 61, rue Henri Regnault - 92075 LA DEFENSE Cedex
Cabinet KPMG, 1 cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE Cedex
- Suppléants : M. Jean SAOUD - 61, rue Henri Regnault - 92075 PARIS LA DEFENSE Cedex
M. Denis MARANGE - 1 cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE Cedex

Mandat de commissaire aux comptes

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à échéance à la prochaine Assemblée.

XIV - DETAIL DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31/12/2009

Noms des mandataires sociaux	Principaux mandats et fonctions exercés hors de la société
François DELACHAUX	<ul style="list-style-type: none"> - *Administrateur et Président de SOGREPAR SAS - *Administrateur et Président de SODELHO SAS - Administrateur de DEVAUX-WERTS FONDERIES SAS - Administrateur de FONDERIES NICOLAS SAS - Administrateur de RAOUL LENOIR SAS - Administrateur de H.R.T. SAS - Administrateur de RAILTECH INTERNATIONAL SA - * Gérant de FD PARTNERS S.A.R.L. - *Président de IPAG, Ecole Supérieure de Commerce Paris et Nice* - *Administrateur de la FNEGE (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion) - *Président d'honneur, Administrateur et membre du bureau du MEDEF Ile de France - *Président d'Honneur, Administrateur et membre du bureau des Fondateurs de France - * Administrateur de l'école supérieure de Fonderie et de Forge
Marie DELACHAUX	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de SOGREPAR SAS - Administrateur de SODELHO SAS
Stéphane DELACHAUX	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de SOGREPAR SAS - Administrateur de SODELHO SAS - *Administrateur de ANDE INVESTISSEMENT - *Président de RUNIPSYS INTERNATIONAL - *Président de RUNIPSYS EUROPE - *Président de RUNIPSYS ASIA - *Gérant SCI DELACHAUX 2009
Michel SARAZIN	<ul style="list-style-type: none"> - *Administrateur et Président du CER92 (Centre d'Etudes et de Recherche 92) - *Administrateur du MEDEF 92 Nord - *Administrateur et Vice-Président d'Entreprise et Droit Social - *Administrateur de METRA 92 - *Administrateur et Vice-Président du Carré des Entrepreneurs de la Seine - Administrateur de H.R.T. SAS - Administrateur de RAILTECH INTERNATIONAL SA
Emmanuel THILLAYE du BOULLAY	<ul style="list-style-type: none"> - *Administrateur de LT2 (Lumière Technology SAS) - *Président de FINCA SAS - *Président d'ASSOCIES EN GOUVERNANCE - Administrateur CONDUCTIX-WAMPFLER AG Allemagne - Administrateur de H.R.T UK Ltd - Administrateur de PANDROL HOLDINGS LTD UK
Patrick BOMMART	Néant

Jean-Pierre COLLIAUT

- Administrateur et Président de TAMARIS INDUSTRIES SAS
- Administrateur et Président de DEVAUX WERTS FONDERIES SAS
- Administrateur et Président de FONDERIES NICOLAS SAS
- Administrateur et Président de RAOUL LENOIR SAS
- Administrateur et Président de H.R.T. SAS
- Administrateur et Président de RAILTECH INTERNATIONAL SA
- Administrateur et Président de RAILWELD SAS
- Administrateur et Président de RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS SAS
- Administrateur et Président de RAILTECH ALU SINGEN SAS
- Président du Conseil de Surveillance de CONDUCTIX-WAMPFLER AG Allemagne
- Administrateur de H.R.T. UK Ltd
- Administrateur de PANDROL HOLDINGS LTD UK

* : mandats hors groupe

XV - ACTIONNARIAT SALARIE

A notre connaissance, les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées, au sens de l'article L. 255-180 du Code de Commerce, représentent moins de 3% du capital.

XVI-CONVENTIONS

CONVENTIONS INTERVENUES A DES CONDITIONS COURANTES

Co-Contractant	Nature et objet	Administrateurs et mandataires sociaux concernés
CONDUCTIX-WAMPFLER Pty Ltd (Australie)	Achats de marchandises	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER Inc. (USA)	Achats/Ventes de marchandises + royalties + prestations	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER Ltd (UK)	Achats/Ventes de marchandises + royalties + prestations	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
DELACHAUX METAL INC. (USA)	Achats/Ventes de marchandises	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
MEC DELACHAUX (Italie)	Ventes de marchandises+ Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER AG (Allemagne)	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Srl (Italie)	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Wuhan Ltd (Chine)	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Shanghai (Chine)	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER (Singapour)	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT
LENOIR (France)	Achats/Ventes marchandises + Prestations	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
TAMARIS INDUSTRIES (France)	Achats de marchandises	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
RAILTECH INTERNATIONAL (France)	Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
RAILWEL (Canada)	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
RAILTECH SUFETRA (Espagne)	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS (France)	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT
RAILWELD (France)	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT
RAILTECH ALU SINGEN (France)	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT
H.R.T. SAS (France)	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT - M. F DELACHAUX
F.D. PARTNERS (France)	Refacturation de frais	M. F. DELACHAUX
SOGREPAR SAS (France)	Refacturation prestations	MRS F. DELACHAUX/S. DELACHAUX / MME M. DELACHAUX
SODELHO SAS (France)	Refacturation prestations	MRS F. DELACHAUX/S. DELACHAUX / MME M. DELACHAUX

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L225-40 du Code de Commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L225-38 dudit Code et conclues au cours de l'exercice écoulé, après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'Administration.

Vos commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

XVII- ENVIRONNEMENT ET SOCIAL

EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT,

L'approche de DELACHAUX est double : elle concerne à la fois sa propre activité et celle de ses clients. Pour ses activités consommatrices d'énergie, tout est mis en œuvre sur la réduction de sa consommation énergétique et d'autre part, pour placer ses sites sous la norme ISO 14001 :

- à fin 2009 cinq sites de production (dont les quatre sites de production français du Ferroviaire et des Métaux, et un site à l'étranger) sont certifiés ISO 14001 ; d'ici un horizon de cinq ans l'ensemble des sites, soit 32 sites (18 en Europe, 7 en Amérique du Nord et 7 dans le reste du monde) devraient obtenir cette certification.
- pour ses clients, DELACHAUX développe des solutions qui rendent ses procédés de fabrication plus respectueux de l'environnement, en sachant que ces solutions sont également bien souvent sources de gains de productivité. La notion de recyclage des produits utilisés est ainsi une composante du processus de conception et de la démarche qualité ; dans le cas des sites de production du ferroviaire en France, la totalité des produits d'emballages sont 100% recyclables.
- le groupe exprime par ailleurs une volonté permanente de mise en œuvre de recyclage et revalorisation de ses déchets.

EN MATIERE SOCIALE,

DELACHAUX fonde la reconnaissance de ses collaborateurs sur le niveau de compétence et la contribution personnelle de chacun aux résultats de l'entreprise.

La reconnaissance s'exerce aussi par la progression de carrière, en terme de responsabilités managériales comme d'expertises techniques. Multiculturelles, multi-compétentes, les équipes opèrent dans une organisation qui privilégie autonomie et prise de décision.

Le renforcement de la direction des Ressources Humaines, notamment pour la partie internationale, s'inscrit dans une volonté d'harmonisation de la politique des ressources humaines sur l'ensemble des sites, à rationaliser les coûts, à favoriser la mobilité du personnel et à optimiser la gestion de carrières.

XVIII- AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET D'OPERER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE

Nous vous demandons d'autoriser le Conseil d'Administration à intervenir, conformément aux dispositions des *articles L.225-209* et suivants du Code de commerce, afin d'acheter ou de faire acheter des actions de la société afin, notamment, de mettre en place tout plan d'options d'achat d'actions, de procéder à l'attribution d'actions aux salariés, de procéder à l'attribution d'actions gratuites, de procéder à l'animation du marché, etc., l'ensemble des propositions étant détaillé dans le projet de résolutions joint au présent rapport.

Le nombre d'actions faisant l'objet de ce plan de rachat ne pourra dépasser 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, le nombre d'actions détenues par la société ne pouvant en aucun cas dépasser 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit.

Le prix maximum pour ce rachat est fixé à 60 € par action et à 30 € pour le prix minimum de vente.

XIX- OPERATIONS REALISEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Etabli selon des déclarations effectuées à l'AMF et sur la base de l'article 223-26 du Règlement Général de l'AMF, l'état récapitulatif se présente ainsi pour l'exercice 2009 :

	Nombre d'actions	
	Achat	Vente
Mandataires sociaux et personnes assimilées <i>(déclaration des dirigeants)</i>	Néant	Néant

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES - DELACHAUX SA (société mère) -

<i>En milliers d'Euros</i>	2005	2006	2007	2008	2009
1) CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	6 892	6 892	8 304	8 304	8 353
b) Nombre d'actions existantes ① division du nominal par 5 le 24/07/06	2 153 760	10 768 800	12 974 731 ①	12 974 731	13 051 560
2) OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'Affaires hors taxes	85 734	88 897	96 594	125 171	76 166
b) Bénéfice avant impôts, participation, amortissements et provisions	7 611	17 834	17 440	26 508	18 718
c) Participation	263	342	0	299	78
d) Impôts sur les bénéfices	663	1 477	320	4 043	-6 653
e) Bénéfice après impôts, participation, amortissements et provisions	3 074	8 523	11 796	21 050	18 590
f) Montant des bénéfices distribués	3 769	7 754	9 731	11 029	10 441
3) RESULTATS PAR ACTION (en euros)					
Sur la base du nombre d'actions après la division du nominal par 5 intervenue le 24/07/2006) :					
a) Bénéfice après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	0,62	1,49	1,32	1,70	1,93
b) Bénéfice après impôts, participation, amortissements et provisions	0,29	0,79	0,91	1,62	1,42
c) Dividende versé à chaque action	0,35	0,60	0,75	0,85	0,80
4) PERSONNEL					
a) Effectif moyen de l'exercice	247	253	250	224	227
b) Montant de la masse salariale	9 550	10 080	10 513	10 884	10 297
c) Cotisations sociales et avantages sociaux	4 113	4 194	4 364	4 434	4 436

TABLEAU DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ET DE POUVOIR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ETAT DE LEUR UTILISATION DURANT L'EXERCICE 2009

Dates	Nature de la délégation ou de l'autorisation	Portée de la délégation	Durée de la délégation ou de l'autorisation	Utilisation en 2009
21.06.2005 complété du 05.03.2007	Autorisation	Attribution d'actions gratuites au profit des salariés et mandataires sociaux	38 mois	<p><u>21.06.2005</u> : mise en œuvre de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 21.06.2005 et attribution de 40.750 actions à émettre à titre gratuit au Directeur Général.</p> <p><u>05.03.2007</u> : mise en œuvre de la protection par voie de création de 1.776 actions gratuites en vue d'ajuster les droits du directeur général.</p> <p><i>Réalisation le 22.06.2009 de l'attribution des 42.526 actions et augmentation de capital corrélative</i></p>
12.06.2007	Autorisation	Attribution d'actions gratuites au profit des salariés et mandataires sociaux	38 mois	<p><u>17.09.2007</u> : mise en œuvre de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 12.06.2007 et attribution de 34.303 actions à émettre à titre gratuit au Directeur Général.</p> <p><i>Réalisation le 18.09.2009 de l'attribution des 34.303 actions et augmentation de capital corrélative</i></p>
05.06.2009	Autorisation avec faculté de subdélégation au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société	<p>Acheter ou faire acheter des actions de la société notamment en vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou • de l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail ; ou • de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou • de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou • de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, scission et apport ; ou 	18 mois	<u>2009 : NEANT</u>

Dates	Nature de la délégation ou de l'autorisation	Portée de la délégation	Durée de la délégation ou de l'autorisation	Utilisation en 2009
05.06.2009 (suite)	Autorisation avec faculté de subdélégation au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société	<p><i>Suite...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Delachaux par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou • d'achats d'actions de la société pouvant porter sur un nombre d'actions tel que : <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'actions que la société achetée pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions (soit 1.297.473 titres) composant le capital de la société, qui est de 12.974.731 actions. - le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la société à la date considérée. 	18 mois	<u>2009 : NEANT</u>

**INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES EN PORTEFEUILLE
AU 31 DECEMBRE 2009
- DELACHAUX SA (société mère) -**

Sociétés	Valeurs nettes d'inventaire
<i>En euros</i>	31/12/2009

I. TITRES DE PARTICIPATION

1. Sociétés françaises

• H.R.T. SAS	135 416 116
• Ets Raoul Lenoir	1 600 120
• Fonderies Nicolas	894 636
• HCXW	5 000

2. Sociétés étrangères

• Conductix-Wampfler Inc.(USA)	3 028 743
• Conductix-Wampfler Ltd (Royaume-Uni)	42 138
• Conductix-Wampfler Srl (Italie)	1 457 574
• Conductix-Wampfler Wuhan LTD (Chine)	1 411 486
• Conductix-Wampfler AG (Allemagne)	116 530 462
• Conductix-Wampfler Shanghai (Chine)	1 757 236
• Conductix-Wampfler Pte Ltd (Singapour)	5 213
• Conductix-Wampfler India Private Ltd (Inde)	5 847
• Delachaux Métal Inc. (USA)	40 974
• Morpark (Mexique)(1)	182 749
• Delachaux Cable Machinery (USA)(1)	5 518

TOTAL TITRES DE PARTICIPATION

262 383 812

II. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

SICAV (barep court terme) 0

TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT **0**

TOTAL GENERAL (I+ II) **262 383 812**

(1) Sociétés non consolidées

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

En application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, je rends compte à l'Assemblée Générale, par ce rapport, en tant que Président du Conseil d'Administration de DELACHAUX SA :

- *de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil au cours de l'exercice 2009*
- *des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société*
- *de la mise en œuvre des règles de gouvernance et de la référence à un code de gouvernance*
- *des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général*
- *des principes et règles de détermination des rémunérations et avantages des mandataires sociaux*
- *des modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale*

Ce rapport a figuré à l'ordre du jour du Conseil du 6 avril 2010 et a été approuvé en séance.

I - COMPOSITION, PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

1/ Règles spécifiques de fonctionnement et d'organisation du Conseil

1-a - Composition du Conseil d'Administration

A ce jour, le Conseil est composé de 6 membres. La liste incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est mentionnée dans la section XIV du rapport du Conseil à l'Assemblée Générale.

Le Conseil comprend deux administrateurs indépendants (MM Michel SARAZIN et Emmanuel THILLAYE du BOULLAY), au sens des règles de gouvernance et des critères adoptés par l'entreprise, soit un tiers du nombre des administrateurs

1-b - Délais moyens de convocation du Conseil

Les délais moyens de convocation du Conseil constatés sont de 15 jours environ, suivant un calendrier fixé annuellement

1-c - Représentation des administrateurs

Les administrateurs ont la possibilité de se faire représenter aux séances du Conseil par un autre administrateur. Le mandat doit être donné par écrit.

1-d - Présidence des séances du Conseil

Les séances du Conseil sont présidées par le Président ou en son absence, par administrateur délégué par le Conseil.

1-e - Information des administrateurs

L'ensemble des pièces à l'appui des points à l'ordre du jour des Conseils Administrations est systématiquement joint à la convocation du conseil. Par ailleurs il est rappelé que chaque administrateur peut se faire communiquer les informations qui lui semblent nécessaires à l'accomplissement de sa fonction.

1-f - Invité du Conseil

Au cours de l'exercice, le Directeur Général a assisté à l'ensemble des séances du Conseil et a été entendu par le Conseil à l'occasion des discussions portant sur les comptes sociaux et consolidés de DELACHAUX et sur les budgets et les prévisions à moyen termes du groupe.

Il a également participé à toutes les discussions préalables à la définition des stratégies du groupe.

2/ Fréquence des réunions du Conseil et taux de présence des administrateurs

Le Conseil se réunit autant de fois que nécessaire, pour une revue trimestrielle de l'activité et l'examen des points prévus à l'ordre du jour.

Le Conseil s'est réuni 4 fois au cours de l'exercice 2009. Le taux de présence a été de 100 %. Les 5 séances du Conseil tenues au cours de l'exercice ont été présidées par le Président.

3/ Sujets examinés lors des Conseils d'Administration

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration dont la mission principale est de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en oeuvre a notamment examiné ou adopté lors des différentes réunions les points suivants:

- revue financière (budget et résultats)
- arrêté des comptes annuels et semestriels
- revue de l'activité (écoulée et perspectives)
- examen et approbation des recommandations faites par les comités qui se sont tenus entre deux réunions du conseil d'administration
- composition et fonctionnement de la direction générale et du conseil d'administration: désignation des membres des comités stratégiques, d'audit et de rémunérations, établissement du règlement du comité stratégique, rémunérations des administrateurs et du directeur général, autorisation au directeur général d'accorder des cautions, avals ou garanties dans le cadre d'une enveloppe globale, approbation des conventions réglementées.
- organisation générale du groupe
- octroi de cautions, garanties
- opérations stratégiques (opérations d'acquisition, de création de filiales, de cession ou d'arrêt d'activité)
- augmentation de capital de filiales
- préparation et convocation de l'assemblée générale annuelle

4/ Comités spécialisés

4-a - Le Comité stratégique

Il est composé de Monsieur François DELACHAUX, en qualité de Président, Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY en qualité de Secrétaire, Madame Marie DELACHAUX et Monsieur Stéphane DELACHAUX.

Ce comité a notamment pour objet d'évaluer et de donner au conseil d'administration son opinion sur les orientations stratégiques proposées par la société

Au cours de l'exercice 2009, ce comité s'est réuni quatre fois. Le taux de présence a été de 100%.

Les travaux du Comité ont consisté à analyser les positions concurrentielles de chacune des activités et ses synergies avec les autres activités du groupe, à examiner les alternatives afin de déterminer et retenir les investissements et les choix pour le futur.

4-b - Le Comité d'audit

Il est composé de Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY en qualité de Président, Monsieur Michel SARAZIN en qualité de Secrétaire et Monsieur Patrick BOMMART.

Le comité d'audit a pour mission d'émettre un avis sur les méthodes comptables employées pour établir les comptes et sur l'organisation de l'audit interne du groupe. Il s'informe notamment auprès du Directeur Général, du Directeur Financier ainsi que des commissaires aux comptes de la société.

En outre, le Comité a entendu les conclusions des commissaires aux comptes sur les comptes. Il s'est assuré que les moyens mis en oeuvre par le Groupe permettaient à ceux-ci de remplir leurs missions.

Ce comité s'est réuni 3 fois en 2009 (1 fois en avril pour l'examen des comptes de l'exercice 2008, 1 fois en août pour l'examen des comptes semestriels 2009 et une fois en novembre pour la préparation des travaux de clôture). Le taux de présence a été de 100%.

4-c- Le Comité des nominations et des rémunérations

Il est composé de Madame Marie DELACHAUX, Secrétaire, Monsieur Patrick BOMMART et Monsieur Michel SARAZIN, Président.

Ce comité a notamment pour mission d'étudier et faire des propositions quant à la rémunération du Directeur Général, de proposer au Conseil des règles de répartition des jetons de présence et d'examiner toute question que lui soumettrait le Président et notamment les projets d'augmentation de capital réservées aux salariés.

Le Comité des Rémunérations s'est réuni 4 fois en 2009. Le taux de présence a été de 100 %.

II - MODE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE ET LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Il est rappelé que le Conseil de la société a opté pour la séparation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général depuis 2004.

Le Conseil veille au respect de la gouvernance et notamment le respect de la limitation des pouvoirs respectifs du Conseil et de la Direction Générale tel que défini dans la Charte de gouvernance. Celle-ci ne prévoit pas de règles limitant strictement les pouvoirs du Directeur Général.

III- MISE EN ŒUVRE DES REGLES DE GOUVERNANCE ET REFERENCE A UN CODE DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration, sous la conduite du Président, a adopté depuis 2004 une Charte de gouvernance qui est également le Règlement intérieur du Conseil.

Les règles de fonctionnement du Conseil sont dans l'ensemble conformes aux pratiques recommandées par le «Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées» tel que défini par l'AFEP/MEDEF (www.medef.fr).

En comparant ses pratiques avec les recommandations du Code AFEP/MEDEF, le Conseil apporte les commentaires suivants :

- ✚ durée du mandat d'administrateur fixée à 6 ans (recommandation AFEP/MEDEF / 4 ans) : ce point a été abordé par le Conseil et il n'apparaît pas dans le contexte actuel que la réduction à quatre ans de la durée des mandats soit un facteur d'amélioration du fonctionnement du Conseil.
- ✚ présence d'administrateurs indépendants : le Conseil est composé d'un tiers d'administrateurs indépendants et les critères d'indépendance retenus sont conformes à ceux du Code AFEP/MEDEF.
- ✚ évaluation des travaux du Conseil : il n'a pas été procédé à une évaluation formelle de ses travaux par le Conseil au cours de l'exercice 2009.

Il est précisé par ailleurs les actions suivantes réalisées en 2009 afin de se conformer aux recommandations Afep/Medef :

- mise en place d'un Comité des nominations et des rémunérations en lieu et place du précédent comité des rémunérations
- cessation du contrat de travail du Directeur Général à l'occasion du renouvellement de son mandat intervenu en juin 2009

IV- DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Introduction :

Dans le cadre de la poursuite de ses activités et de sa stratégie, le groupe DELACHAUX fait face à un certain nombre de risques et aléas, provenant de sources internes ou externes.

En vue d'y remédier, le groupe DELACHAUX a mis en place une organisation adaptée ainsi que des procédures dont l'objectif est d'identifier, de quantifier et de s'assurer que le groupe DELACHAUX s'est doté de moyens suffisants pour se prémunir de tels risques. L'objectif de cette structure est aussi de conforter l'entreprise dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels et stratégiques.

1) Objectifs du Groupe en matière de procédures de contrôle interne

Le contrôle interne fait partie intégrante de la stratégie du groupe DELACHAUX. Il s'applique dans toutes les filiales du groupe. Le Groupe a retenu le Guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites du cadre de référence AMF du contrôle interne et définit les politiques et procédures destinées à :

- veiller à ce que la réalisation des opérations effectuées au sein de l'entreprise soit conforme aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux orientations définies par le Conseil d'Administration et aux objectifs de la Direction Générale ;
- définir une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant de ressources et de compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, sur des procédures ou modes opératoires, des outils et des pratiques appropriées ;
- recenser, analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques ;
- garantir la qualité et la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion qui sont destinées aux organes sociaux de l'entreprise, aux autorités de contrôle, aux actionnaires et au public.

Cependant, comme tout système de contrôle, il ne peut donner une garantie absolue que des risques d'erreurs ou de fraudes aient été totalement éliminés ou maîtrisés.

2) Organisation du groupe

DELACHAUX S.A. est une société dont les actifs sont ceux de son activité industrielle propre dans les Métaux et la Conductique (l'activité Injection a été cédée en septembre 2008), ainsi que ses participations dans ses filiales; à côté de son activité industrielle directe, la maison mère a pour fonction de :

- définir et mettre en oeuvre la stratégie du groupe,
- superviser la gestion des filiales (ressources humaines, communication, achats..),
- assurer les relations avec la communauté financière (banques, Bourse...),
- mettre en place et suivre des procédures communes (reporting, contrôle de gestion, comptabilité...)

Le groupe DELACHAUX est organisé en branches que sont le Ferroviaire, la Conductique (qui regroupe les divisions Energie (Conductix-Wampfler), Magnétisme et Câblerie) et les Produits Spéciaux (qui regroupe les divisions Métaux et Aciers spéciaux).

Chaque division est autonome et dispose d'une organisation opérationnelle propre (Direction Générale, Direction Financière, contrôle de gestion, etc.). La société mère est présente au Conseil d'Administration ou Conseil de surveillance des principales filiales.

Le management des principales filiales opérationnelles du groupe DELACHAUX rapporte directement à la direction générale du groupe ou à la direction financière le cas échéant sur les sujets qui la concernent directement.

3) Composantes du dispositif de contrôle interne :

L'environnement de contrôle interne mis en oeuvre par le Groupe est fondé sur :

- une organisation claire et appropriée à l'activité du groupe. Ainsi l'organisation en place est le reflet de la manière dont le groupe est géré, c'est-à-dire par métier : ferroviaire (avec trois business units : systèmes de fixation ; soudure et matériel), Conductique (avec trois business units : énergie, magnétisme et câblerie), Métaux et Aciers Spéciaux.

Les fonctions support (ressources humaines, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique) disposent par ailleurs des moyens nécessaires pour soutenir et contrôler l'ensemble des opérations du groupe, soit à partir du siège, soit à partir des principales filiales du groupe (PANDROL, RAILTECH INTERNATIONAL, CONDUCTIX-WAMPFLER AG, CONDUCTIX-WAMPFLER USA)

- des systèmes d'information adaptés aux activités et à l'organisation du groupe (déploiement SAP dans la division Energie ; utilisation d'autres ERP pour les autres activités)
- des outils et processus de gestion des ressources humaines permettant au Groupe de disposer des compétences nécessaires à la conduite de ses activités et à la réalisation de ses objectifs d'une part, et de veiller à l'évolution et à la formation continue de l'ensemble des collaborateurs d'autre part.

Les principaux acteurs du contrôle interne regroupent :

- les comités stratégiques, d'audit, des rémunérations et des nominations mentionnés dans la première partie de ce rapport.
- le comité de direction Groupe composé du Directeur Général, du Directeur Financier et des responsables des principales branches du groupe ; ce comité traite de tous les sujets concernant la marche et le fonctionnement du groupe et se réunit une fois par mois.
- le comité des fonctions centrales qui réunit outre les membres du comité de direction, les responsables des fonctions Ressources Humaines, Systèmes d'information et Juridique ; ce comité se réunit une fois par mois pour une présentation par chaque fonction centrale des dossiers en cours.
- les comités de direction de chacune des activités du groupe au cours de laquelle sont abordés l'ensemble des sujets concernant l'activité; ces comités se réunissent une fois par mois, avec dans le cas du ferroviaire et de la Conductique des réunions additionnelles trimestrielle ou semestrielle réunissant un nombre élargi de participants.
- le service de la qualité : le pilotage du système qualité est assuré par un service de la qualité présent dans chaque filiale à vocation industrielle et s'appuie sur les responsables de chaque établissement et filiale. Il fait l'objet d'un référentiel documentaire structuré, rassemblant les descriptions de processus ainsi que les procédures qualité.

La surveillance du système de la qualité s'exerce au travers d'un comité de pilotage des actions d'amélioration continue.

4) Evaluation et procédures de gestion des risques

Les procédures de contrôle interne s'inscrivent dans une perspective continue d'identification, d'évaluation et de gestion des risques susceptibles d'impacter la réalisation des objectifs définis par le groupe. L'évaluation des facteurs de risque contribue notamment à définir des activités de contrôle appropriées.

L'identification et analyse des risques sont de la responsabilité du comité de direction du groupe qui réunit autour du directeur général les directeurs des principales branches du groupe et le directeur financier.

Les principaux risques identifiés sont les suivants : les risques liés à l'environnement économique, les risques liés au développement de nouveaux produits, la responsabilité civile liée aux produits et services rendus et les risques des marchés financiers (change, intérêt, liquidité).

Il est rendu compte des principaux risques et de leurs modalités de gestion dans le Chapitre VII) «Facteurs de risques» du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

5) La gestion du contrôle interne :

La Direction Générale dispose d'outils divers pour superviser en permanence les activités du Groupe, tels que par exemple :

- le système de reporting mensuel permettant de suivre, d'analyser en permanence les réalisations de l'ensemble des unités du groupe et de prendre les décisions qui s'imposent. Une description détaillée de ce système est présentée dans le paragraphe suivant.
- les divers indicateurs de pilotage appuyant l'analyse des réalisations des différentes activités.

Par ailleurs, la Direction Générale analyse périodiquement la performance et la correcte application du système de contrôle interne dans les entités opérationnelles et les départements supports du groupe. Réalisées généralement par un contrôleur technique ou financier du siège, elles consistent principalement :

- à s'assurer de l'efficacité de l'organisation en fonction des objectifs fixés par le Groupe,
- à analyser la correcte application et la pertinence des procédures de contrôle interne et définir les plans d'amélioration,
- de façon générale, à identifier les risques inhérents à l'activité et évaluer les processus en place pour y remédier.

6) le contrôle de l'information comptable et financière :

Les activités de contrôle de l'information comptable et financière sont des éléments majeurs du contrôle interne. Elles s'appuient sur la revue des différents arrêtés de résultat et reporting établis par le groupe.

- Clôture des comptes

Toutes les sociétés du groupe DELACHAUX procèdent à des arrêtés de comptes dans les conditions légales les 30 juin et 31 décembre de chaque année avec pour :

-les comptes intermédiaires : une revue limitée effectuée par les commissaires aux comptes sur les principales filiales du groupe

-les comptes annuels : un audit des comptes ainsi que de la liasse de consolidation par les commissaires aux comptes avant leur transmission au siège social pour traitement et production des comptes consolidés.

Chaque arrêté donne lieu à une réunion de synthèse entre la direction du groupe et les directions des divisions visant à définir les options à retenir pour ces arrêtés.

Les comptes consolidés du groupe sont établis par sa direction financière selon les principes en vigueur et font l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes pour les comptes semestriels et d'un audit pour les comptes annuels. La direction financière utilise le logiciel de consolidation Cartesis. A l'issue de ces arrêtés, il est procédé aux publications légales.

Le Groupe établit d'autre part une consolidation simplifiée au 31 mars et 30 septembre de chaque année.

- Reporting d'activité

Toutes les filiales du groupe DELACHAUX renseignent les tableaux de reporting, dont le format a été défini au siège, et qui comprennent notamment les indications d'activité sur la facturation, les prises de commandes et le carnet de commandes.

Ces tableaux de reporting transmis au siège social le cinq de chaque mois sont assortis des notes et commentaires nécessaires à leur analyse et à leur compréhension. Une synthèse est effectuée par la Direction du Groupe.

- Reporting de résultat

Toutes les filiales du Groupe DELACHAUX établissent de façon mensuelle un compte de résultat selon le format défini par le siège ainsi qu'un bilan. Ces éléments, assortis des commentaires nécessaires à leur compréhension et analyse des écarts par rapport au budget, sont transmis au siège social le vingt de chaque mois. Une synthèse est effectuée par la Direction du Groupe.

- Budget

La procédure budgétaire démarre en septembre et se termine mi-décembre avec la consolidation de l'ensemble des budgets, une actualisation des budgets étant réalisée au mois de juillet.

7) Elaboration et contrôle de l'information comptable et financière des actionnaires :

Le Président du Conseil et le Directeur Général, aidés du Directeur Financier du groupe définissent la politique de communication financière. Après la validation des comptes semestriels et annuels par le Comité d'Audit, le Conseil d'Administration et les commissaires aux comptes du groupe, une réunion SFAF est organisée au cours de laquelle les résultats du groupe sont présentés. En outre, le groupe fait appel à des conseils extérieurs en matière juridique, fiscale et sociale.

8) Contrôle externe :

Des contrôles externes sont effectués par des organismes de certification, dès lors que la plupart des sociétés du Groupe sont certifiées iso 9001-2000 et que le système de management de la qualité du groupe est audité de manière périodique par un organisme extérieur.

Le Groupe Delachaux a entrepris une démarche de certification ISO 14001, en sachant qu'actuellement plusieurs sites du groupe sont déjà ISO 14001 et que l'objectif est de certifier la totalité des sites en ISO 14001 d'ici à cinq ans.

9) Plan d'action pour l'exercice prochain :

Une direction du contrôle interne doit être créée prochainement et une cartographie des risques majeurs au niveau du groupe et de ses branches actuellement en cours d'établissement doit être terminée dans l'année. D'ici là les équipes de direction opérationnelles et fonctionnelles continuent à assurer l'identification des risques principaux du Groupe en vue de les analyser et de mettre en place les actions correctives et/ou modification de la stratégie à apporter.

V - PRINCIPES ET REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX

Dans le cadre de leur mandat, les administrateurs ne perçoivent que des jetons de présence dont le montant global est fixé par l'Assemblée Générale. Leur répartition s'effectue, sur proposition du Comité des rémunérations, selon des critères de fréquence des réunions, d'assiduité et de participation ou de présidence de comités spécialisés. Le Président effectue des missions dont la rémunération fait l'objet d'une convention réglementée soumise au Conseil et à l'approbation de l'Assemblée Générale.

La rémunération du Directeur Général fait l'objet d'une proposition du Comité des rémunérations et d'une décision du Conseil et est révisée annuellement en fonction d'éléments de comparaison avec des sociétés similaires, des performances de la société.

Le Directeur Général perçoit une rémunération incluant une part fixe et une part variable, ainsi que l'attribution d'actions gratuites.

L'élément clef de la détermination de la part variable est le ratio résultat net sur chiffre d'affaires ; pour les actions gratuites, il existe des conditions d'attribution essentiellement liées à la progression du résultat net par action et du résultat opérationnel courant consolidé. Le Conseil a constaté au cours de l'exercice 2009 la réalisation des dites conditions de performance sur les exercices 2007 et 2008 permettant l'attribution définitive de ces actions. Aucun plan d'actions gratuites n'existe à ce jour.

Par ailleurs, le Directeur Général bénéficie d'une « retraite chapeau » dont les caractéristiques et les critères d'attribution sont en ligne avec les pratiques de marché, et bénéficiera d'une indemnité de départ à la retraite dont le montant et le versement sont subordonnés à des critères de performance dont le respect devra être constaté par le Conseil, et à l'ancienneté de 43 ans du directeur général au sein de la Société.

Le Directeur Général a renoncé en 2009 à son contrat de travail en date du 3 octobre 1966.

Les informations relatives aux attributions gratuites d'action figurent dans l'annexe aux comptes consolidés.

VI MODALITES RELATIVES A LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE

La société n'a pas mis en œuvre de règles spécifiques quant à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale. Les informations figurant dans les statuts sur ce point sont disponibles sur le site de la société (www.delachaux.fr)

*Le Président du Conseil d'Administration :
François DELACHAUX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ***Exercice clos le 31 décembre 2009***

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- *le contrôle des comptes annuels de la société Delachaux S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;*
- *la justification de nos appréciations ;*
- *les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 27 avril 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN
Associé

Courbevoie, le 27 avril 2010

MAZARS

Cyrille BROUARD
Associé

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- *le contrôle des comptes consolidés de la société DELACHAUX S.A, tels qu'ils sont joints au présent rapport,*
- *la justification de nos appréciations,*
- *la vérification spécifique prévue par la loi.*

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

L'information sectorielle présentée dans la note 6 de l'annexe aux comptes consolidés n'est pas conforme aux dispositions de la norme IFRS 8, qui exige la présentation d'un résultat sectoriel.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.20 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 20 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris La Défense et à Courbevoie, le 27 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN
Associé

MAZARS

Cyrille BROUARD
Associé

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Indemnité de départ en retraite

- **Personne concernée :** Monsieur Jean-Pierre Colliaut, Directeur Général de la société Delachaux S.A.
- **Nature et objet :** avantages consentis en raison d'un départ à la retraite
- **Modalités :**

Votre conseil d'administration réuni le 5 juin 2009 a consenti à Monsieur Colliaut une indemnité de départ en retraite spécifique en égard à son ancienneté de quarante trois ans dans le Groupe. Le versement de cette indemnité est subordonné à des critères de performance dont le respect devra être constaté par le Conseil d'administration.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avances financières consenties à des sociétés du Groupe

à la SAS RAOUL LENOIR

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 1 463 441 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 49 375 €

à la SAS TAMARIS INDUSTRIES

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 1 500 000 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 0 €

à la SAS DEVAUX WERTS

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 6 803 136 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 0 €

à la SAS HRT FRANCE

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 16 516 497 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 6 656 211 €

à Conductix - Wampfler AG (Allemagne)

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 0 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 30 376 €

à Conductix - Wampfler Pte Ltd (Singapour)

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 0 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 889 €

à HRT UK Ltd

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 3 200 000 €

Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 190 954 €

Conventions de prestations administratives, comptables, informatiques et de direction générale

A ce titre, la facturation suivante a été réalisée par votre société pour l'exercice 2009 :

- RAOUL LENOIR SAS: 311 850 € HT
- FONDERIES NICOLAS SAS : 86 400 € HT
- CONDUCTIX LTD (Angleterre) : 58 000 € HT
- CONDUCTIX WAMPFLER WUHAN Ltd (Chine) : 186 600 € HT
- CONDUCTIX WAMPFLER Srl (Italie) : 130 000 € HT
- CONDUCTIX WAMPFLER Inc (USA) : 246 000 € HT
- CONDUCTIX WAMPFLER Corp (Canada) : 4 700 € HT
- CONDUCTIX WAMPFLER Pty Ltd (Australie) : 20 000 € HT
- MEC Srl (Italie) : 128 100 € HT
- RAILTECH INTERNATIONAL SA : 677 550 € HT
- RAILWELD-SOTIF SAS : 47 200 € HT
- RAILTECH CHINA : 188 600 € HT
- HRT UK Ltd (Angleterre) : 318 500 € HT
- RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS SAS : 19 400 € HT
- CONDUCTIX WAMPFLER AG (Allemagne) : 406 100 € HT
- SOGREPAR SAS : 3 879 € HT
- SODELHO SAS : 3 879 € HT

Avances

Dans le cadre des conventions d'avances permanentes entre les sociétés du Groupe, les avances suivantes ont été consenties à votre société :

Par la SAS SOGREPAR

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 5 534 584 €

Intérêts facturés à votre société au titre de l'exercice : 248 532 €

Par la SAS SODELHO

Montant de l'avance au 31/12/2009 : 2 020 957 €

Intérêts facturés à votre société au titre de l'exercice : 51 982 €

Prestations facturées par la société F.D PARTNERS

La société F.D PARTNERS, société de conseil et d'assistance, met à la disposition de DELACHAUX S.A ses services et prestations, incluant l'activité de Président du Conseil d'Administration de Monsieur François DELACHAUX.

Le montant des prestations facturées à ce titre à votre société par la société F.D PARTNERS en 2009 s'élève à 240 000 € HT.

Conventions d'intégration fiscale entre DELACHAUX SA et ses filiales françaises

En 2006, les conventions d'intégration fiscales entre la société DELACHAUX SA et ses filiales françaises, applicable pour la première fois en 2004, ont fait l'objet:

- d'un avenant pour les sociétés déjà incluses dans l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2004, soit les sociétés HRT FRANCE, TAMARIS INDUSTRIES, RAOUL LENOIR, DEVAUX WERTS et FONDERIES NICOLAS.
- de nouvelles conventions pour les sociétés RAILTECH INTERNATIONAL et RAILWELD SOTIF applicables à dater du 1^{er} janvier 2006.

Ces avenants et conventions prévoient l'indemnisation, dans certaines conditions, par DELACHAUX SA des surcoûts fiscaux éventuels liés à la sortie du groupe d'intégration fiscale.

Fait à Paris La Défense et à Courbevoie, le 27 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN
Associé

Mazars

Cyrille BROUARD
Associé

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE DELACHAUX S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Delachaux S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Par ailleurs, notre lecture du rapport du président du conseil d'administration nous conduit à signaler le point suivant : parmi les points de divergences entre ses pratiques et les recommandations du code AFEP/MEDEF, le conseil d'administration n'a pas indiqué qu'il ne se conforme pas à l'ensemble des recommandations relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et n'en a pas expliqué les raisons.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 27 avril 2010
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Laurent GENIN
Associé

Courbevoie, le 27 avril 2010
MAZARS
Cyrille BROUARD
Associé

PROJET DU TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 4 JUIN 2010

▪ **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, tels qu'ils ont été présentés et donne quitus aux administrateurs.

Elle prend acte de la prise en compte de 130.635 euros de charges non fiscalement déductibles en application de l'article 39/4 du Code Général des Impôts.

▪ **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, tels qu'ils ont été présentés et donne quitus aux administrateurs.

▪ **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice écoulé s'élève à 18.589.980,63€, approuve l'affectation du résultat proposée par le conseil d'administration. En conséquence, elle décide de l'affectation des résultats suivante :

Le résultat disponible distribuable atteint 86.759.833,31 €, se décomposant comme suit :

Bénéfice de l'exercice	18.589.980,63 €
Report à nouveau	68.174.769,74 €

Résultat disponible	86.764.750,37 €
Affectation à la réserve légale	4.917.06 €

Résultat distribuable	86.759.833,31 €

Sur ce résultat distribuable, le Conseil propose la distribution d'un dividende de 0,80 € par action en baisse de 5.9% par rapport à celui de l'année précédente.

Les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le résultat disponible comme suit :

● Attribution d'un dividende de 0,80 € par action	10.441.248,00 €

Solde que nous proposons d'affecter en report à nouveau.....	76.318.585,31 €

La mise en paiement du dividende interviendra à compter du 5 juillet 2010.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le dividende de 0,80 euro par action à distribuer est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 158.3 du Code Général des Impôts.

▪ **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale fixe à 0,80 euro par action le montant du dividende revenant à chaque action au titre de l'exercice 2009. Ce dividende sera payable à partir du 5 juillet 2010.

L'Assemblée Générale a pris acte de ce que les dividendes des trois derniers exercices se sont respectivement élevés aux montants suivants :

- En 2009 sur l'exercice 2008 à 0,85 euro par action
- En 2008 sur l'exercice 2007 à 0,75 euro par action
- En 2007 sur l'exercice 2006 à 0.60 euro par action

▪ CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes concernant les opérations visées par l'article 225.38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions mentionnées dans ledit rapport.

▪ SIXIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la société notamment en vue :

- de la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
- de l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, scission et apport ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Delachaux par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou

Ce programme serait également destiné à permettre à la société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions (soit 1.305.156 titres) composant le capital de la société, qui est de 13.051.560 actions.
- le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment et par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat, de vente ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ou par remise d'actions par suite de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 60 euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie), ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente assemblée et non aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente assemblée générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente assemblée. Le prix minimum de vente sera de 30 euros par action.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 78.309.360 euros.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

L'assemblée générale délègue au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en oeuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

▪ **SEPTIEME RESOLUTION**

En 2010, l'Assemblée Générale fixe à 150.000 euros le montant global des jetons de présence pour l'exercice 2009.

▪ **HUITIEME RESOLUTION**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités relatives aux résolutions prises à titre ordinaire.



COMPTES CONSOLIDÉS 2009
DU GROUPE DELACHAUX

(chiffres en milliers d'euros)

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009

<i>Résultat consolidé (en milliers d'euros)</i>	Notes	2009	2008
Chiffre d'affaires	(8)	636 011	775 623
Autres produits de l'activité		2 782	1 545
Achats consommés	(9)	(316 655)	(427 193)
Variation des stocks de produits en cours et finis	-	(13 774)	12 203
Charges de personnel	(10)	(119 427)	(125 028)
Charges externes		(97 292)	(119 524)
Impôts et taxes		(6 488)	(6 665)
Dotations aux amortissements	(11)	(8 990)	(8 662)
Dotations aux dépréciations et provisions	(12)	(4 871)	(5 664)
Reprises de dépréciations et provisions	(12)	5 122	4 672
Résultat opérationnel courant		76 418	101 307
Autres produits opérationnels	(13)	182	228
Autres charges opérationnelles	(13)	(401)	(263)
Résultat opérationnel		76 199	101 272
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(14)	386	2 598
Coût de l'endettement financier brut	(14)	(4 508)	(9 628)
Coût de l'endettement financier net		(4 122)	(7 030)
Autres produits financiers	(15)	2 671	1 852
Autres charges financières	(15)	(1 481)	(3 129)
Autres produits et charges financières		1 190	(1 277)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(17)	1 130	1 963
Impôts sur le résultat	(16)	(20 825)	(28 092)
Résultat net des activités poursuivies		53 572	66 836
Résultat net des activités abandonnées	(5)	(212)	(638)
Résultat net		53 360	66 198
Part du Groupe dans le résultat net		53 277	65 532
Intérêts minoritaires / Résultat net	(18)	83	666
<i>Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)</i>	(19)	4,12	5,15
<i>Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euros)</i>	(19)	4,10	5,12
<i>Résultat net par action (en euros)</i>	(19)	4,10	5,05
<i>Résultat net dilué par action (en euros)</i>	(19)	4,08	5,02

Etat du résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Résultat de la période	53 360	66 198
Ecarts de conversion	23 802	(31 345)
<i>Dont impôts</i>		-
Gains/pertes sur instruments financiers de couverture	(937)	17
<i>Dont impôts</i>		-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(1 276)	(1 236)
<i>Dont impôts</i>	670	648
Réévaluation des immobilisations		28
<i>Dont impôts</i>		-
Autres éléments du résultat global pour la période nets d'impôt	21 589	(32 536)
Résultat global de la période	74 949	33 662
-part revenant aux actionnaires de la société	74 788	33 013
-part revenant aux intérêts minoritaires	161	649

Bilan consolidé au 31 décembre 2009

<i>Actif consolidé (en milliers d'euros)</i>	Notes	2009	2008
Goodwill	(20)	311 311	297 904
Immobilisations incorporelles	(21)	3 018	3 083
Immobilisations corporelles	(22)	57 425	53 910
Participations mises en équivalence	(23)	2 203	1 175
Actifs financiers disponibles à la vente	(24)	2 040	4 021
Autres actifs financiers	(25)	412	416
Actifs d'impôts différés	(26)	8 584	6 557
Actifs non courants		384 993	367 066
Stocks et en-cours	(27)	102 932	125 813
Clients	(28)	122 736	167 723
Actifs d'impôts exigibles		6 704	172
Autres créances	(29)	12 535	13 297
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(30)	113 117	84 914
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(31)	975	2 038
Actifs courants		358 999	393 957
Total de l'actif consolidé		743 992	761 023
<i>Passif consolidé (en milliers d'euros)</i>	Notes	2009	2008
Capital	(32)	8 353	8 304
Réserves liées au capital	(32)	98 548	98 548
Réserves consolidées		304 429	251 947
Résultat consolidé		53 277	65 532
Réserves de conversion	(33)	(26 686)	(50 406)
Capitaux propres – Part du groupe		437 921	373 925
Intérêts minoritaires	(34)	3 312	3 271
Capitaux propres consolidés	(35)	441 233	377 196
Provisions	(36)	22 450	21 749
Passifs d'impôts différés	(37)	7 146	5 784
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	(38)	104 876	134 847
Autres passifs non courants	(39)	3 749	3 323
Passifs non courants		138 221	165 703
Fournisseurs		70 236	113 742
Passifs d'impôts exigibles		4 733	3 992
Autres dettes	(40)	42 492	50 017
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	(38)	44 428	47 277
Instruments financiers dérivés	(41)	800	1 017
Provisions	(36)	1 849	2 079
Passifs courants		164 538	218 124
Total du passif consolidé		743 992	761 023

Tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2009

<i>Tableau des flux de trésorerie consolidés (en milliers d'euros)</i>	Notes	2009	2008
Résultat net consolidé des activités poursuivies		53 572	66 836
Résultat net consolidé des activités abandonnées		(212)	(638)
Quote-part de résultat lié aux sociétés mises en équivalence		(1 130)	(1 963)
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence		434	2 023
Dotations nettes aux amortissements		8 908	8 560
Dotations nettes aux provisions		(704)	1 116
Valeurs nettes des cessions d'immobilisations		430	444
Produits des cessions d'immobilisations		(1 877)	(220)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie		6 813	1 011
Flux liés aux activités abandonnées		(290)	40
Marge brute d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)		65 944	77 209
<i>(dont au titre des activités poursuivies)</i>		<i>66 446</i>	<i>77 807</i>
Coût de l'endettement financier net		4 122	6 945
Charge d'impôt (exigible et différé)		20 825	28 212
Flux liés aux activités abandonnées		(26)	(211)
Marge brute d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)		90 865	112 155
Intérêts payés		(6 445)	(6 773)
Impôts sur le résultat payés		(27 463)	(27 905)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		20 881	(34 537)
Flux liés aux activités abandonnées		458	1 072
Flux de trésorerie généré par l'activité		78 296	44 012
<i>(dont flux généré par activités poursuivies)</i>		<i>78 366</i>	<i>43 749</i>
Acquisition de sociétés consolidées, trésorerie acquise déduite		(378)	(17 535)
Acquisitions d'immobilisations		(12 666)	(11 353)
Cessions d'immobilisations		1 878	220
Autres flux liés aux opérations d'investissement	(42)	54	338
Flux liés aux activités abandonnées		1 475	(261)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		(9 637)	(28 591)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(11 028)	(9 731)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées		(78)	(272)
Augmentations de capital			
Emissions d'emprunts et variations des instruments dérivés		866	6 915
Remboursements d'emprunts		(29 026)	(21 560)
Autres flux liés aux opérations de financement			470
Flux liés aux activités abandonnées		(136)	(727)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(39 402)	(24 905)
Incidence des variations des cours des devises		1 128	(829)
Variation nette de la trésorerie nette		30 385	(10 313)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(30)	84 914	94 762
Soldes débiteurs et découverts bancaires à l'ouverture	(38)	(22 867)	(22 402)
Trésorerie nette à l'ouverture		62 047	72 360
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(30)	113 117	84 914
Soldes débiteurs et découverts bancaires à la clôture	(38)	(20 685)	(22 867)
Trésorerie nette à la clôture		92 432	62 047
Variation nette de la trésorerie nette		30 385	(10 313)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Résultat affecté directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2007	8 304	98 547	257 015	(15 372)	348 494	2 956	351 450
Distributions de dividendes		(9 731)			(9 731)	(274)	(10 005)
Augmentation/ Réduction de capital						(60)	(60)
Charges/paiements fondés sur des actions			2 149		2 149		2 149
Total transactions avec les actionnaires		(9 731)	2 149		(7 582)	(334)	(7 916)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(32 519)	(32 519)	(17)	(32 536)
Résultat consolidé de l'exercice 2008		65 532			65 532	666	66 198
Total des produits et charges de l'exercice		65 532	(32 519)		33 013	649	33 662
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2008	8 304	98 547	312 816	(45 743)	373 925	3 271	377 196
Distributions de dividendes			(11 028)		(11 028)	(120)	(11 148)
Augmentation/ Réduction de capital	49	(49)					
Charges/paiements fondés sur des actions				236	236		236
Total transactions avec les actionnaires	49	(11 077)	236		(10 792)	(120)	(10 912)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				21 511	21 511	78	21 589
Résultat consolidé de l'exercice 2009		53 277			53 277	83	53 360
Total des produits et charges de l'exercice		53 277	21 511		74 788	161	74 949
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2009	8 353	98 547	355 016	(23 995)	437 921	3 312	441 233



ANNEXE
AUX COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2009
GROUPE DELACHAUX

(chiffres en milliers d'euros)

SOMMAIRE

I INFORMATIONS GENERALES

Note 1 Renseignements de caractère général

Note 2 Faits significatifs de l'exercice 2009

Note 3 Principes et méthodes comptables

- 3.1 Déclaration de conformité au référentiel IFRS
- 3.2 Principes de consolidation
- 3.3 Monnaies étrangères
- 3.4 Instruments financiers dérivés
- 3.5 Produits des activités
- 3.6 Charges des contrats de location
- 3.7 Présentation du résultat consolidé
- 3.8 Impôts sur le résultat
- 3.9 Résultat net d'impôt des activités abandonnées
- 3.10 Intérêts minoritaires
- 3.11 Résultats nets consolidés par action
- 3.12 Goodwill
- 3.13 Immobilisations incorporelles
- 3.14 Immobilisations corporelles
- 3.15 Placements
- 3.16 Actifs et passifs courants et non courants
- 3.17 Actifs et passifs d'impôts différés
- 3.18 Stocks et en-cours de production
- 3.19 Créances
- 3.20 Dépréciation d'actifs
- 3.21 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 3.22 Provisions
- 3.23 Avantages du personnel
- 3.24 Passifs éventuels
- 3.25 Emprunts portant intérêts
- 3.26 Dettes
- 3.27 Informations sectorielles
- 3.28 Actifs non courants détenus en vue de la vente - actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées
- 3.29 Intégration fiscale

Note 4 Périmètre de consolidation

- 4.1 Evolution du périmètre de consolidation
- 4.2 Liste des sociétés consolidées et méthodes de consolidation

II Informations complémentaires

Note 5 Activités abandonnées

- 5.1 Résultat net consolidé des activités abandonnées
- 5.2 Variation de trésorerie des activités abandonnées

Note 6 Informations sectorielles

- 6.1 Premier niveau – Secteurs d'activité
- 6.2 Second niveau – Secteurs géographiques

Note 7 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

III NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Note 8 Chiffre d'affaires

Note 9 Achats consommés

Note 10 Frais de personnel

Note 11 Dotations aux amortissements

Note 12 Dotations / Reprises dépréciations et provisions

Note 13 Autres produits et charges opérationnels

Note 14 Coût de l'endettement financier

Note 15 Autres produits et charges financiers

Note 16 Impôts sur le résultat

- 16.1 Répartition de la charge d'impôts
- 16.2 Analyse de la charge d'impôt

Note 17 Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence

Note 18 Intérêts minoritaires

Note 19 Résultats nets consolidés par action

IV NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE

BILAN ACTIF CONSOLIDE

Note 20 Goodwill

Note 21 Immobilisations incorporelles

Note 22 Immobilisations corporelles

Note 23 Titres des sociétés mises en équivalence

Note 24 Actifs financiers disponibles à la vente

Note 25 Autres actifs financiers

Note 26 Actifs d'impôts différés

Note 27 Stocks et en-cours

Note 28 Clients

Note 29 Autres créances

Note 30 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Note 31 Actifs classés comme détenus en vue de la vente

BILAN PASSIF CONSOLIDE

Note 32 Capital

Note 33 Réserves de conversion

Note 34 Intérêts minoritaires

Note 35 Capitaux propres consolidés

Note 36 Provisions

Note 37 Passifs d'impôts différés

Note 38 Emprunts et dettes financières

Note 39 Autres passifs non courants

Note 40 Autres dettes

Note 41 Instruments financiers dérivés

V AUTRES NOTES EXPLICATIVES

Note 42 Rubrique "Autres flux liés aux opérations d'investissement" du tableau des flux de trésorerie

Note 43 Instruments financiers

43.1 Valeur comptable des différentes catégories d'instruments

43.2 Opérations de couverture

43.3 Nature, étendue et gestion des risques

Note 44 Avantages du personnel

Note 45 Passifs éventuels

Note 46 Engagements hors bilan

46.1 Locations

46.2 Autres engagements donnés

46.3 Engagements reçus

Note 47 Transactions avec les parties liées

Note 48 Honoraires Commissaires aux comptes

Note 49 Effectif

I INFORMATIONS GENERALES

Note 1 Renseignements de caractère général

DELACHAUX SA, la "Société", est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français domiciliée en France. Ses actions sont négociées sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment B) sous le code ISIN FR 0000032195.

Son siège social est situé 119, rue Louis Roche – BP 152 – 92231 Gennevilliers Cedex.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, le « Groupe » ou le « groupe Delachaux », désigne DELACHAUX SA, ses filiales et ses entreprises associées.

Le groupe Delachaux est un groupe industriel évoluant dans deux principaux métiers :

- le ferroviaire (fabrication de systèmes dédiés à la voie)
- la conductique (fabrication de systèmes de transfert d'énergie et de transmission d'informations aux engins mobiles)

Les autres activités du groupe sont les métaux (production de chrome métal) et les aciers spéciaux (fabrication de pièces de fonderie)

Les états financiers consolidés de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009 incluent :

- le résultat consolidé sur la performance financière,
- l'état du résultat global,
- le bilan consolidé sur la situation financière,
- le tableau de variation des capitaux propres consolidés,
- le tableau des flux de trésorerie consolidés,
- ainsi que les présentes notes annexes.

Les données de l'exercice 2008 sont présentées à titre de comparatif.

Les comptes consolidés de l'exercice 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 6 avril 2010. Les actionnaires de la Société ont le pouvoir de modifier ces états financiers soumis à leur approbation lors de l'Assemblée Générale Annuelle.

Note 2 Faits significatifs de l'exercice 2009

- ✚ Le groupe a connu une baisse d'activité significative en 2009 dans les branches conductique et produits spéciaux du fait du fort ralentissement économique constaté à partir de la fin de l'année 2008 dans pratiquement toutes les régions du monde. Si certaines mesures de réduction de coût ont été appliquées dans ces branches avec réduction des effectifs et diminution des frais, aucune modification significative sur l'organisation et le fonctionnement de ces branches n'est intervenue
- ✚ Aucune opération significative de croissance externe ou restructuration n'est intervenue au cours de l'exercice 2009 (voir en note 4.1 le détail de l'évolution du périmètre de consolidation)

Note 3 Principes et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2009 sont établis en conformité avec le référentiel "International Financial Reporting Standard" tel qu'adopté au niveau européen.

3.1 Déclaration de conformité au référentiel IFRS

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux bases de préparation suivantes, prévues par la norme IAS 1 "Présentation des états financiers" et sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ils ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur.

En ce qui concerne les passifs relatifs aux avantages du personnel, ils ont été évalués selon la méthode des unités de crédit projetées.

Normes, amendements et interprétations adoptés dans l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009

- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés conformément aux dispositions requises par la norme IAS 1 révisée. L'impact sur la présentation des comptes du Groupe est limitée car la principale modification induite par cette norme consiste à présenter distinctement des capitaux propres, un état de résultat global comprenant les éléments de produits et charges qui ne sont pas comptabilisés en résultat comme l'autorisent ou l'imposent certaines normes IFRS. Le Groupe communiquait déjà l'essentiel de ces informations dans le document intitulé « Etat des produits et charges comptabilisés sur la période ». Celles-ci sont maintenant insérées à la suite du compte de résultat consolidé, dans l'Etat du résultat global.

- IAS 23 révisée – Coûts d'emprunts

Cette norme qui impose la capitalisation des coûts d'emprunts dans la valeur comptable des actifs qualifiés n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

- IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir

Ces amendements imposent notamment de fournir des informations plus complètes sur les méthodes de valorisation des instruments financiers de juste valeur ainsi que sur le risque de liquidité. Son incidence sur l'information financière du Groupe est limitée et a conduit à compléter la note annexe 43 .1.

- IFRS 8 – Secteurs opérationnels

Cette norme qui remplace IAS 14, conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. Le Groupe utilisant déjà cette méthode aux cours des exercices précédents, l'application de cette norme n'a aucun impact. Aux trois secteurs retenus par le Groupe (Ferroviaire, Conductique et Produits spéciaux), s'ajoutent les éliminations entre les trois secteurs opérationnels classées dans une rubrique « Eliminations inter secteur ».

Les autres amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009, ainsi que les améliorations annuelles IFRS publiées en mai 2008, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, mais dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et non anticipés par le Groupe

Les incidences des normes suivantes sont en cours d'examen :

- norme IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009,

- norme IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.
- Les autres textes non encore applicables ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe

La préparation des états financiers nécessite, de la part du Groupe de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en terme de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont notamment l'évolution des engagements envers le personnel, les impairments sur goodwill et les provisions.

3.2 Principes de consolidation

Les principes de consolidation sont énoncés dans la norme IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels" et la norme IAS 28 "Participations dans des entreprises associées".

(i) Périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Conformément à la norme IAS 27, le contrôle exclusif s'entend par la détention de plus de la moitié des droits de vote ou par tout autre moyen de contrôle de la société.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prise en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif, sauf à ce que l'impact soit non significatif pour ce qui concerne le compte de résultat dans le cas des acquisitions réalisées en fin d'exercice.

Les sociétés du Groupe DELACHAUX qui sont consolidées sont répertoriées à la note 4.2.

(ii) Procédures de consolidation

Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date ou sur la base d'une situation décalée de moins de trois mois par rapport à la date de consolidation et ajustée en conséquence. Les méthodes comptables sont appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le résultat de sortie d'une filiale consolidée est comptabilisé dans le résultat consolidé pour la différence entre le produit de la cession et la valeur comptable de la filiale dans les comptes consolidés, y compris les réserves de conversion comptabilisées à compter du 1^{er} janvier 2004 pour une filiale étrangère.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

(iii) Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Les écritures enregistrées dans les comptes individuels des filiales consolidées pour la seule application des dispositions fiscales sont également éliminées. A ce titre, sont notamment reprises sur les réserves et le résultat consolidés les provisions pour amortissements dérogatoires pour leurs montants nets d'impôt.

3.3 Monnaies étrangères

La comptabilisation des transactions en monnaies étrangères ainsi que la conversion des états financiers des activités à l'étranger est traitée par la norme IAS 21 "Effet des variations des cours des monnaies étrangères".

(i) Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

(ii) Etats financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période approchant les cours de change aux dates de transaction.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en "Réserves de conversion", composante distincte des capitaux propres, et dans les intérêts minoritaires. Ce traitement est appliqué de manière prospective à compter du 1^{er} janvier 2004. Les réserves de conversion accumulées au 31 décembre 2003 ont été reclassées dans les réserves consolidées au 1^{er} janvier 2004 en application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1.

3.4 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêts résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction. Cependant, les instruments dérivés qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme des instruments spéculatifs.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêts et du risque de crédit des contreparties du swap.

3.5 Produits des activités

La norme IAS applicable est IAS 18 "Produits des activités ordinaires".

Le chiffre d'affaires essentiellement lié à la vente de produits manufacturés est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Généralement, le transfert intervient lors de la livraison au client. Les produits relatifs aux prestations de services rendues sont enregistrés lors de leurs réalisations.

Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due ou au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de la vente et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens.

3.6 Charges des contrats de location

Les modalités de comptabilisation des charges relatives aux contrats de location sont énoncées dans la norme IAS 17 "Contrats de location".

(i) Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

(ii) Paiements au titre de contrats de location-financement

Les paiements minimaux au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant à appliquer au solde de la dette restant dû.

3.7 Présentation du résultat consolidé

(i) Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme un des indicateurs de performance. Cet agrégat correspond au résultat net avant prise en compte :

- des autres produits et charges opérationnels qui comprennent principalement :
 - . des profits et des pertes sur des éléments d'actifs immobilisés
 - . des provisions couvrant d'éventuels événements inhabituels, anormaux, et peu fréquents visés dans le Cadre conceptuel du référentiel IFRS
- des éléments de produits et de charges financiers ;
- de l'impôt sur le résultat (exigible et différé) ;
- du résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

(ii) Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie :
 - . produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie
 - . résultats de cession d'équivalents de trésorerie
- le coût de l'endettement financier brut, soit les charges d'intérêts sur opérations de financement.

(iii) Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent :

- les dividendes
- les profits et pertes sur cession de titres non consolidés
- les dépréciations des titres non consolidés
- les produits et les charges d'actualisation, et notamment ceux relatifs aux avantages du personnel à long terme

- les autres produits et charges financiers.

3.8 Impôts sur le résultat

Les dispositions relatives aux impôts sur le résultat sont contenues dans la norme IAS 12.

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- la comptabilisation initiale du goodwill
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

En France, la loi de finance 2010 votée en décembre 2009, introduit un Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle. La CET a deux composants : la Contribution Foncières des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que la CVAE correspondait à la définition d'un impôt tel que précisé par IAS12 et par l'IFRIC dans la mesure où la Valeur Ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

Un rapprochement de la charge d'impôt théorique avec la charge d'impôt consolidée est présenté à la note 16.

3.9 Résultat net d'impôt des activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", le Groupe présente sur cette ligne du compte de résultat le résultat des activités abandonnées, somme du résultat après impôt, du résultat de cession et d'éventuelles dépréciations.

3.10 Intérêts minoritaires

Conformément à la norme IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels", les intérêts minoritaires figurent au bilan consolidé sur une ligne spécifique. Ils comprennent notamment :

- leur quote-part dans l'actif net et le résultat net consolidés
- leur part dans les écarts de conversion résultant de la conversion des comptes des entités étrangères selon la méthode du cours de clôture, et
- leur part dans écarts de réévaluation.

Le compte de résultat enregistre leur quote-part dans le résultat net consolidé.

Les intérêts minoritaires débiteurs sont attribués au Groupe, sauf si les actionnaires minoritaires ont l'engagement et la capacité à couvrir leur quote-part de pertes.

3.11 Résultats nets consolidés par action

Le mode de calcul des résultats nets consolidés par action est énoncé dans la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Le calcul des actions dilutives est réalisé selon la méthode du rachat d'actions.

3.12 Goodwill

Conformément à la norme IFRS 3, tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Lors de la première consolidation des entités acquises après le 1^{er} janvier 2004, le Groupe procède, dans un délai n'excédant pas les douze mois suivant la date d'acquisition, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs acquis, passifs éventuels).

L'excédent du coût d'acquisition des titres sur la quote-part revenant au Groupe dans le total des actifs et passifs acquis et des passifs éventuels valorisés à leur juste valeur est inscrit sous la rubrique "Goodwill".

Chaque goodwill est alloué, au plus tard à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition, aux différentes unités génératrices de trésorerie bénéficiant du regroupement d'entreprises.

S'agissant des filiales étrangères, le goodwill est assimilé à des actifs de l'entité étrangère elle-même. Dès lors, le goodwill dégagé en monnaie étrangère au titre de l'entité par l'entité détentrice des titres est converti, comme tous les autres actifs et passifs de l'entité détenue, au cours de clôture. Ainsi, les montants des goodwill évoluent en fonction des variations des cours et participent à la variation des réserves de conversion.

Dans les cas où la part d'intérêts du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels excède le coût du regroupement d'entreprises (goodwill négatif), il est procédé à :

- la vérification de l'identification et de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, ainsi que l'évaluation du coût du regroupement d'entreprises ; et
- la comptabilisation immédiate en résultat de tout excédent résiduel après cette vérification.

Ultérieurement, les goodwill sont évalués à leur coût, diminués des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur. Ces actifs incorporels ne sont plus amortis depuis le 1^{er} janvier 2004 mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum annuel conformément à la norme IAS 36 révisée (voir méthode comptable décrite à la Note 3.20 de la présente annexe).

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel dans les "Autres produits et charges opérationnels".

Pour chacune des acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004, le goodwill a été maintenu à son coût présumé représentant la valeur nette comptable comptabilisée selon le référentiel comptable précédent (règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable). Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant cette date n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS à la date de transition conformément à l'exemption prévue par la norme IFRS 1.

3.13 Immobilisations incorporelles

La norme applicable concernant les immobilisations incorporelles est la norme IAS 38.

(i) Actifs

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

(ii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

(iii) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si cette durée est indéterminée.

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mise en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Brevets de 5 à 20 ans
- Logiciels 3 ans

3.14 Immobilisations corporelles

Les normes applicables concernant les immobilisations corporelles sont les normes IAS 16 et IAS 17 "Contrats de location".

(i) Actifs dont le Groupe est propriétaire

Une immobilisation corporelle est évaluée au coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

Le coût des immobilisations corporelles réévaluées à la juste valeur antérieurement au 1^{er} janvier 2004, date de la transition aux IFRS, correspond au montant historique réévalué.

Le coût des autres immobilisations corporelles existantes au 1^{er} janvier 2004 correspond au montant de leur valeur nette comptable au 31 décembre 2003.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

(ii) Actifs loués

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement conformément à la norme IAS 17.

Comptabilisation initiale

Au début de la période de location, les contrats de location-financement sont enregistrés à l'actif et au passif pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminées, pour chaque bien, au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la

location, est le taux d'intérêt implicite du contrat de location si celui-ci peut être déterminé. A défaut, le taux d'emprunt marginal du groupe est utilisé.

Comptabilisation ultérieure

Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette financière (voir Note 3.6 de la présente annexe).

La méthode d'amortissement et de dépréciation des actifs loués est cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède le groupe. La dotation aux amortissements est calculée selon IAS 16 "Immobilisations corporelles". La durée d'amortissement est limitée à la durée du contrat si elle est inférieure à la durée d'amortissement normale de l'immobilisation.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs" (voir Note 3.20 de la présente annexe).

(iii) Coûts ultérieurs

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

(iv) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions	20 à 30 ans
- Agencements et aménagements	10 ans
- Outillages	4 ans
- Installations techniques et matériels industriels	5 à 8 ans

La valeur résiduelle est révisée annuellement.

3.15 Placements

(i) Instruments financiers

La norme IFRS applicable en matière d'instruments financiers est la norme IAS 39.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur ; tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat consolidé.

Les autres instruments financiers détenus par le Groupe sont classés en tant que disponibles à la vente et évalués à la juste valeur ; tout profit ou perte en résultant est comptabilisé directement en capitaux propres, à l'exception du montant des pertes de valeur comptabilisé en résultat. Lorsque ces placements sont décomptabilisés, le cumul des profits et pertes comptabilisé antérieurement directement en capitaux propres est comptabilisé en résultat.

La juste valeur des instruments financiers classés en instruments financiers détenus à des fins de transaction est le cours acheteur à la date de clôture. La juste valeur des instruments financiers classés en tant que disponibles à la vente résulte de l'évaluation pratiquée par le Groupe, ces actifs n'étant pas cotés.

Les instruments financiers sont comptabilisés par le Groupe à la date à laquelle il s'engage à les acheter. Les instruments financiers sont décomptabilisés par le Groupe à la date à laquelle il s'engage à les vendre.

(ii) Immeubles de placement

La définition, la comptabilisation et l'évaluation des immeubles de placement sont énoncées dans la norme IAS 40.

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital. Initialement les immeubles de placement sont évalués à leur coût, frais d'acquisition inclus. Le Groupe a retenu l'option d'évaluer et de comptabiliser les immeubles de placement au coût historique diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

3.16 Actifs et passifs courants et non courants

La présentation des actifs et des passifs en éléments courants et non courants est définie par la norme IAS 1 "Présentation des états financiers".

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe hors actifs d'impôts différés, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie disponible et les actifs financiers de transaction constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe hors passifs d'impôts différés ou dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice constituent des éléments courants. Tous les autres passifs sont non courants.

3.17 Actifs et passifs d'impôts différés

Les règles concernant les actifs et passifs d'impôts différés sont décrites dans la norme IAS 12 "Impôt sur le résultat".

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'impôt supplémentaire qui résulte de la distribution de dividendes est comptabilisé lorsque les dividendes à payer sont comptabilisés au passif.

Quelle que soit leur date d'échéance de reversement ou de recouvrement, les passifs et actifs d'impôts différés sont présentés dans les éléments non courants du bilan.

3.18 Stocks - En-cours de production et produits finis

Les règles d'évaluation et de présentation relatives aux stocks, en-cours de production et produits finis sont contenues dans la norme IAS 2.

(i) Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen d'achat pondéré ou selon la méthode du premier entré-premier sorti lorsque cette méthode se révèle plus appropriée compte tenu de la nature de l'activité. Le coût comprend les coûts d'acquisition et les coûts encourus pour les amener à l'endroit où ils se trouvent.

(ii) En-cours de production et produits finis

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à un coût de revient complet usine qui comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondée sur la capacité normale de production.

(iii) Dépréciation

Les stocks, en-cours de production et produits finis sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.19 Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

3.20 Dépréciation d'actifs

Les dispositions relatives à la dépréciation des goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles sont décrites dans la norme IAS 36. Les règles d'évaluation des actifs financiers disponibles à la vente ou détenus à des fins de transaction et des créances émises sont contenues dans la norme IAS 39 "Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation".

(i) Principes généraux

Les valeurs comptables des actifs du Groupe autres que les actifs d'impôts différés (voir méthode comptable décrite à la Note 3.17) de la présente annexe), sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée (voir ci-dessous).

Le Groupe estime qu'un actif a pu perdre de la valeur en présence notamment des indices internes suivants :

- flux de trésorerie nets actualisés ou résultats opérationnels générés par l'actif sensiblement plus mauvais que ceux budgétés ;
- existence de pertes opérationnelles significatives générées par l'actif.

Pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée systématiquement chaque année à la date du 31 décembre.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat. La perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif.

(ii) Calcul de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la juste valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine. Les créances et dettes pour lesquelles l'effet de l'actualisation n'est pas significatif ne sont pas actualisées.

La valeur recouvrable des autres actifs est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante de marché et de la valeur du temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour un actif, qui ne génère pas d'entrée de trésorerie largement indépendante, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

(iii) Reprise d'une perte de valeur

La perte de valeur au titre de prêts et créances comptabilisés au coût amorti est reprise si l'augmentation de la valeur recouvrable peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.21 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Selon IAS 7 "Tableau des flux de trésorerie", les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Pour qu'un placement puisse être considéré comme un équivalent de trésorerie, il doit s'agir de placements à court terme très liquides et qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. En conséquence, un placement ne sera normalement qualifié d'équivalent de trésorerie que s'il a une échéance rapprochée, par exemple inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les OPCVM classés dans la catégorie "monétaire" (Avis de l'Autorité des Marchés Financiers du 9 mars 2006) et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les OPCVM sont évalués en juste valeur à la date de chaque arrêté, la contrepartie de la réévaluation étant comptabilisée en résultat.

3.22 Provisions

(i) Principes généraux

Les conditions de constitution des provisions sont énoncées dans la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels".

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques au passif.

(ii) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a, à la date de clôture de l'exercice :

- soit commencé à exécuter le plan,
- soit rendu public le plan.

Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

3.23 Avantages du personnel

(i) Avantages à long terme et postérieurs à l'emploi

Le traitement de ces avantages est défini par la norme IAS 19 "Avantages au personnel".

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Régimes à prestations définies

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont amortis selon la méthode du corridor.

La charge de l'exercice est comptabilisée en "Charges de personnel" pour le coût des services rendus et l'amortissement des écarts actuariels, et en "Autres charges financières" pour le coût de l'actualisation.

(ii) Paiements fondés sur des actions

La norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", publiée en février 2004, traite des transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions.

La charge a été évaluée sur la base de la juste valeur des actions octroyées soit le cours de l'action de la Société à la date d'octroi du plan.

Les coûts des services rendus par les bénéficiaires sont enregistrés en charges prorata temporis sur la période d'acquisition des droits des actions en contrepartie des capitaux propres.

En application de la norme IAS 33 "Résultat par action", le calcul du résultat net dilué par action est réalisé en prenant en compte l'incidence dilutive de ces plans, en précisant que les seuls plans concernés au sein du groupe Delachaux sont des plans liés à l'octroi d'actions gratuites.

3.24 Passifs éventuels

Selon la norme IAS 37, un passif éventuel est :

- une obligation potentielle, résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe, ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés, mais qui n'est pas comptabilisée car ne répondant pas aux critères de comptabilisation :
 - . soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
 - . soit le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Une information sur cette obligation est fournie dans les notes annexes des états financiers de chacun des exercices concernés.

Toutefois, conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises", les passifs éventuels dont le montant peut être évalué avec une fiabilité suffisante sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du goodwill selon la méthode de l'acquisition.

3.25 Emprunts portant intérêts

Selon la norme IAS 39, les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Suite à la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.26 Dettes

En application de la norme IAS 39, les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

3.27 Informations sectorielles

L'information sectorielle relève de l'application de la norme IFRS 8. Le groupe fournit l'ensemble des informations prévues dans la norme IFRS 8, à l'exception des résultats par activité. En raison de leur caractère stratégique et confidentiel, leur divulgation entraînerait un grave préjudice pour le Groupe.

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le Groupe est structuré à l'échelle mondiale en trois principaux secteurs d'activité, constituant le premier niveau d'information sectorielle :

- Ferroviaire,
- Conductique,
- Produits spéciaux (Métaux, Aciers spéciaux).

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont présents dans quatre grandes zones géographiques, représentant le second niveau d'information sectorielle :

- Europe,
- Amérique du Nord,
- Asie – Pacifique,
- Reste du monde.

L'information sectorielle présente les chiffres consolidés du groupe Delachaux hors activités abandonnées.

3.28 Actifs non courants détenus en vue de la vente – Actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées

Les dispositions relatives aux Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées sont décrites dans la norme IFRS 5.

Immédiatement avant le classement des actifs comme détenus en vue de la vente, les valeurs comptables des actifs sont évaluées selon les normes IFRS qui leur sont applicables. Ensuite, lors de la classification initiale comme actifs détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés

sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou d'un groupe d'actifs), comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat, que les actifs aient ou non été comptabilisés antérieurement selon le modèle de la réévaluation périodique. Les profits et pertes au titre des évaluations antérieures sont traités de manière identique. Le profit comptabilisé ne peut excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Un groupe destiné à être abandonné peut également satisfaire les critères pour être classé comme activité abandonnée.

3.29 Intégration fiscale

Une intégration fiscale est réalisée au niveau de Delachaux SA avec l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Note 4 Périmètre de consolidation

4.1 - Evolution du périmètre de consolidation

Plusieurs modifications de périmètre ont eu lieu au cours de l'exercice 2009.

Pour la branche Conductique :

- Création de la société Conductix-Wampfler India Pvt. Ltd en 02/09
- Acquisition de la société suédoise Krankkomponenter Wampfler AB (renommée Conductix-Wampfler AB) en date du 21/12/2009
- Liquidation de la société Milanotecnica le 18/11/2009.
- Création d'une société HCXW SAS en 12/09 (société sans activité au 31/12/09)

Pour les autres branches : néant

4.2 - Liste des sociétés consolidées et méthodes de consolidation

Entité	Siège	Pays	Note	Détenu par	Méthode (1)	% Contrôle	% Intérêts
CONSOLIDANTE							
1	DELACHAUX SA	Gennevilliers	France			Société tête de groupe	
CONSOLIDÉES							
2	Conductix-Wampfler Wuhan Ltd	Wuhan	Chine	1	IG	100,00%	100,00%
3	Conductix-Wampfler Shanghai Ltd	Shanghai	Chine	1	IG	100,00%	100,00%
4	Delachaux Métal Inc.	Napoléon	USA	1	IG	100,00%	100,00%
5	Tamaris SAS	Alès	France	1	IG	100,00%	100,00%
6	Devaux-Werts SAS	Meaux	France	1	IG	98,96%	98,96%
7	Fonderies Nicolas SAS	Nouzonville	France	1	IG	99,38%	99,38%
8	HCXW SAS	Gennevilliers	France	1	IG	100,00%	100,00%
9	Conductix-Wampfler SRL	Agrate Brianza	Italie	1	IG	100,00%	100,00%
10	Conductix-Wampfler Pte Ltd	Singapour	Singapour	1	IG	90,00%	90,00%
11	Conductix-Wampfler India Pvt Ltd	Pune	Inde	1	IG	79,00%	79,00%
Sous-Groupe CONDUCTIX USA							
12	Conductix-Wampfler Inc	Omaha	USA	1/18	IG	89,50%/10,50%	100,00%
13	Conductix-Wampfler Pty Ltd	Victoria	Australie	12	IG	100,00%	100,00%
14	Conductix-Wampfler Ltd	Salford	Royaume Uni	1/12	IG	16,56%/83,44%	100,00%
15	Wampfler Co Ltd	Salford	Royaume Uni	14	IG	100,00%	100,00%
16	Conductix-Wampfler Corp	St -Jérôme	Canada	12	IG	100,00%	100,00%
17	Conductix-Wampfler S de RL de CV	Monterrey	Mexique	12	IG	100,00%	100,00%
Sous-Groupe WAMPFLER							
18	Conductix-Wampfler AG	Weil	Allemagne	1	IG	100,00%	100,00%
19	Conductix-Wampfler LTDA	Baltinglass	Irlande	18	IG	100,00%	100,00%
20	Conductix-Wampfler BV	Haarlem	Pays Bas	18	IG	100,00%	100,00%
21	Conductix-Wampfler AG	Thorishaus	Suisse	18	IG	100,00%	100,00%
22	Conductix-Wampfler Ltda	Itu	Brésil	18	IG	100,00%	100,00%
23	Conductix-Wampfler Sdn Bhd	Selangor	Malaisie	18	IG	100,00%	100,00%
24	Conductix-Wampfler O.O.O.	Moscou	Russie	18	IG	100,00%	100,00%
25	Krankkomponenter Wampfler AB	Täby	Suède	18	IG	100,00%	100,00%
Sous groupe LENOIR							
26	Raoul Lenoir SAS	Cosnes	France	1	IG	100,00%	100,00%
27	Mec SRL	Visano	Italie	26	IG	100,00%	100,00%
Sous Groupe H.R.T.							
28	HRT France SAS	Gennevilliers	France	1	IG	100,00%	100,00%
29	Railtech International SA	Raimes	France	28	IG	99,55%	99,55%
30	Railweld Sotif SAS	Raimes	France	29	IG	100,00%	99,55%
31	Porsol Lda	Lisbonne	Portugal	29	IG	60,00%	59,73%
32	Railtech Boutet Inc	Napoléon	USA	29	IG	100,00%	99,55%
33	Railtech Contracting Corp	Napoléon	USA	29	IG	100,00%	99,55%
34	Railtech Australia Ltd	Queensland	Australie	29	IG	100,00%	99,54%
35	Matweld Inc	Paducah	USA	29	IG	100,00%	99,55%
36	Les Industrie Railwel Inc.	St Jérôme	Canada	29	IG	100,00%	99,55%
37	Sufetra-Tranosa SA	Barcelone	Espagne	29	IG	100,00%	99,55%
38	Railtech Calomex Srl	Mexico	Mexique	29	IG	99,70%	99,25%
39	Railtech Schlatter Systems SAS	Gennevilliers	France	29	IG	80,00%	79,64%

Entité	Siège	Pays	Note	Détenu par	Méthode (1)	% Contrôle	% Intérêts
40	CSA Srl	Castelnovo di sotto	Italie	29	IG	51,00%	50,77%
41	Stedef Thaïlande Ltd	Bangkok	Thaïlande	29	IG	100,00%	99,54%
42	Railtech China Ltd	Wuhan	Chine	29	IG	100,00%	99,55%
43	Railtech Zhuqiao Ltd	Wuhan	Chine	29	IG	85,00%	84,62%
44	Railtech Volga O.O.O	Saint-Petersbourg	Russie	29	IG	100,00%	99,55%
45	Railtech Slavjana Sro	Prague	Rép. Tchèque	29	IG	100,00%	99,55%
46	Railtech UK Ltd	Birmingham	Royaume Uni	29	IG	100,00%	99,55%
47	Railtech Alu Singen SAS	Gennevilliers	France	29	IG	51,00%	50,77%
48	Railtech Maroc Sarl	Casablanca	Maroc	29	IG	100,00%	99,55%
49	Railtech Algérie Sarl	Alger	Algérie	29	IG	65,00%	64,71%
50	Railtech-Pandrol Italia SRL	Teramo	Italie	29	IG	100,00%	100,00%
51	H.R.T. UK Ltd	Addlestone	Royaume Uni	28	IG	100,00%	100,00%
52	Pandrol Holdings Ltd	Addlestone	Royaume Uni	27/51	IG	50.56%/49.44%	50.56%/49.44
53	Pandrol Group Ltd	Addlestone	Royaume Uni	52	IG	100,00%	100,00%
54	Pandrol Finance Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00%	100,00%
55	Pandrol International Ltd	Addlestone	Royaume Uni	54	IG	100,00%	100,00%
56	Specialised Eng. Holdings Sarl	Luxembourg	Luxembourg	55	IG	100,00%	100,00%
57	Conil Holding BV	Addlestone	Royaume Uni	55/56	IG	69,11%/30,89%	100,00%
58	Pandrol Avaux SA	Anderlues	Belgique	57	IG	99,88%	99,88%
59	Pandrol Indonesia PT	Jakarta	Indonésie	57	IG	60,60%	60,60%
60	Pandrol Korea Ltd	Séoul	Corée	55	IG	100,00%	100,00%
61	Pandrol Canada Ltd	Alberta	Canada	57	IG	100,00%	100,00%
62	IAT NV	Utrecht	Pays Bas	57	IG	90,00%	90,00%
63	IAT Fixacoes Elasticas Ltd	Porto Alegre	Brésil	62	IG	100,00%	90,00%
64	Pandrol Australia Pty Ltd	Blacktown	Australie	57	IG	100,00%	100,00%
65	Pandrol Rail Fastening	Addlestone	Royaume uni	55	IG	100,00%	100,00%
66	Pandrol Pty Ltd	Isando	Afrique du Sud	65	ME	40,00%	40,00%
67	Rulco Holdings Pty Ltd	Germiston	Afrique du Sud	66	ME	40,00%	40,00%
68	Pandrol Pvt Ld	Bulawayo	Zimbabwe	66	ME	40,00%	40,00%
69	Pandrol Fabr.De Fixadores Elast.Ltda		Mozambique	66	ME	21,08 %	21,08 %
70	Pandrol SA Pty Ltd	Isando	Afrique du Sud	75	ME	36,00%	36,00%
71	Pandrol Ltd	Addlestone	Royaume Uni	55	IG	100,00%	100,00%
72	Multiclip Company Ltd	Addlestone	Royaume Uni	55	IG	100,00%	100,00%
73	Foxglove International inc	Delaware	USA	54	IG	100,00%	100,00%
74	Pandrol USA LP	New Jersey	USA	73	IG	100,00%	100,00%
75	Track Technology Ltd	Addlestone	Royaume Uni	55	IG	100,00%	100,00%
76	Specialised Eng. Holdings UK	Glasgow	Royaume Uni	52	IG	100,00%	100,00%
77	Upperglen Ltd	Addlestone	Royaume Uni	52	IG	100,00%	100,00%
78	HGG (1999) Ltd	Addlestone	Royaume Uni	52	IG	100,00%	100,00%
79	JHG (1999) Ltd	Glasgow	Royaume Uni	52	IG	100,00%	100,00%
80	Rosenqvist Rail AB	Hudiksvall	Suède	55	IG	100,00%	100,00%
81	Isqalo Steel (Pty) Ltd	Germiston	Afrique du Sud	70	ME	36,00%	36,00%

(1) méthode de consolidation : IG = intégration globale; ME = mise en équivalence

II Informations complémentaires

Note 5 Activités abandonnées

Les activités abandonnées regroupent l'activité de fonte automobile (précédemment réalisée par la société Devaux-Werts) et l'activité d'injection qui a été cédée par Delachaux SA en date du 30/09/2008.

Les actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées de fonte automobile d'une part et de l'injection d'autre part ont été classés dans les rubriques correspondant à leur nature, à l'exception des immobilisations corporelles des deux sites concernés de Meaux (77) et Méry (73) qui ont été positionnées sur la rubrique "Actifs classés comme détenus en vue de la vente" pour les parties non encore cédées au 31/12/2008 et 31/12/2009.

Au 31/12/09 les immobilisations restant à céder sont constituées de terrains situés à Meaux (77) pour lesquels des actions sont en cours ; si la détérioration du marché immobilier sur la période récente a compliqué la vente, un objectif de cession d'ici 12 à 24 mois paraît réalisable

5.1 Résultat net consolidé des activités abandonnées

	2009	2008
Chiffre d'affaires	(40)	7 081
Résultat opérationnel courant	(423)	(1 057)
Résultat opérationnel	(229)	(856)
Coût de l'endettement financier net	(9)	(75)
Autres produits et charges financiers		
Impôts sur le résultat	26	293
Résultat net des activités abandonnées	(212)	(638)
Part du Groupe / Résultat net des activités abandonnées	(212)	(638)
Intérêts minoritaires / Résultat net des activités abandonnées		

5.2 Variation de trésorerie des activités abandonnées

	2009	2008
Résultat net des activités abandonnées	(212)	(638)
Marge brute d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)	(502)	(598)
Marge brute d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)	(528)	(809)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(70)	263
Acquisitions d'immobilisations		
Cessions d'immobilisations	1 475	261
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	1 475	261
Augmentations (réductions de capital)		
Augmentation du compte courant de la Société (1)		(197)
Emission d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	(136)	(530)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(136)	(727)
Variation nette de la trésorerie	1 269	(203)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		
Soldes débiteurs et découverts bancaires à l'ouverture	(267)	(64)
Trésorerie à l'ouverture	(267)	(64)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		
Soldes débiteurs et découverts bancaires à la clôture	1 002	(267)
Trésorerie à la clôture	1 002	(267)
Variation nette de la trésorerie nette	1 269	(203)

(1) Montants présentés sur la ligne "Autres flux de trésorerie liées aux opérations d'investissement" dans le tableau de variation des flux de trésorerie du Groupe

Note 6 Informations sectorielles

6.1 Premier niveau – Secteurs d'activité (en milliers d'euros)

Chiffre d'affaires	2009	%	2008	%
Ferroviaire	397 211	62,3 %	433 172	55,6 %
Conductique	178 472	28,0 %	240 785	30,9 %
Produits spéciaux	61 580	9,7 %	105 794	13,5 %
Total affecté	637 263	100,0 %	779 751	100,0 %
Eliminations inter secteurs	(1 252)		(4 128)	
Chiffre d'affaires consolidé	636 011		775 623	

Actifs	2009	%	2008	%
Ferroviaire	360 128	59,0 %	373 925	56,7%
Conductique	206 925	34,3 %	233 532	35,4%
Produits spéciaux	40 282	6,7 %	51 924	7,9%
Actifs affectés	607 335	100,0 %	659 381	100,0%
Actifs de support	11 658		3 696	
Actifs financiers	115 440		89 351	
Actifs d'impôts différés	8 584		6 557	
Actifs détenus en vue de la vente	975		2 038	
Actif consolidé	743 992		761 023	

Passifs	2009	%	2008	%
Ferroviaire	92 662	65,9 %	115 116	59,6%
Conductique	27 950	19,9 %	56 071	29,0%
Produits spéciaux	20 092	14,2 %	21 832	11,3%
Passifs affectés	140 704	100,0 %	193 019	100,0%
Passifs / Activités abandonnées	719		750	
Passifs financiers	149 304		182 125	
Capitaux propres	441 233		377 196	
Passifs d'impôts différés	7 146		5 784	
Passifs de supports	4 886		2 148	
Passif consolidé	743 992		761 023	
Investissements	2009	%	2008	%
Ferroviaire	7 704	61,0 %	5 367	47,3 %
Conductique	3 615	28,6 %	3 907	34,4 %
Produits spéciaux	1 317	10,4 %	2 079	18,3 %
Investissements affectés	12 636	100,0 %	11 353	100,0%
Actifs de support	30			
Investissements consolidés	12 666		11 353	
Amortissements	2009	%	2008	%
Ferroviaire	4 310	50,6 %	4 047	49,1 %
Conductique	3 062	35,9 %	2 933	35,6 %
Produits spéciaux	1 153	13,5 %	1 456	15,3 %
Amortissements affectés	8 525	100,0 %	8 436	100,0%
Amort. / Activités abandonnées	142		187	
Actifs de support	465		226	
Amortissements consolidés	9 132		8 849	

Second niveau – Secteurs géographiques

Chiffre d'affaires	2009	%	2008	%
Europe	282 446	44,4 %	346 769	44,7 %
Amérique du Nord	126 560	19,9 %	158 739	20,5 %
Asie - Pacifique	191 864	30,2 %	229 407	29,6 %
Reste du monde	35 141	5,5 %	40 709	5,2 %
Chiffre d'affaires consolidé	636 011	100,0 %	775 623	100,0 %

Actifs (en milliers d'euros)	2009	%	2008	%
Europe	399 015	65,6 %	445 784	67,6%
Amérique du nord	104 713	17,2 %	114 939	17,4%
Océanie - Asie	76 557	12,6 %	78 173	11,9%
Reste du monde	27 050	4,6 %	20 485	3,1%
Total Affecté	607 335	100,0 %	659 381	100,0%
Actifs de support	11 658		3 696	
Actifs financiers	115 440		89 351	
Actifs d'impôts	8 584		6 557	
Actifs détenus en vue de la vente	975		2 038	
Total de l'actif consolidé	743 992		761 023	

Investissements	2009	%	2008	%
Europe	9 352	74,0 %	7 622	67,1 %
Amérique du Nord	1 508	11,9 %	1 292	11,4 %
Océanie – Asie	1 740	13,8 %	2 359	20,8 %
Reste du monde	36	0,3 %	80	0,7 %
Investissements affectés	12 636	100,0 %	11 353	100,0 %
Actifs de support	30			
Investissements consolidés	12 666		11 353	

Note 7 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice d'importance significative qui aurait du donner lieu à un enregistrement au bilan ou compte de résultat consolidés ou à une information dans les notes explicatives.

III NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Afin de se conformer aux dispositions de la norme IFRS 5 sur les activités abandonnées, l'ensemble des éléments de la performance financière de l'entité Devaux-Werts et de l'activité Injection au sein de Delachaux SA, au titre des exercices présentés, ont été regroupées sur la ligne du compte de résultat "Résultat net des opérations abandonnées". Le détail de ces éléments est présenté à la Note 5.1.

Note 8 Chiffre d'affaires

Les chiffres d'affaires par zones d'activité et par zones géographiques sont précisés dans la Note 6 au titre des informations sectorielles conformément à la norme IFRS 8.

Note 9 Achats consommés

	2009	2008
Achats de matières premières et de marchandises	(303 019)	(440 674)
Variation de stocks de mat.premières et marchandises	(13 636)	13 481
Achats consommés	(316 655)	(427 193)

Note 10 Frais de personnel

	2009	2008
Rémunérations	(95 728)	(99 865)
Actions gratuites (1)	(236)	(2 149)
Charges sociales	(23 463)	(23 014)
Frais de personnel	(119 427)	(125 028)

(1) voir note 32

Information sur les rémunérations :

Le montant global des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2009 aux membres des organes de direction (y compris coût des actions gratuites) s'élève à 2 902 k€ dont 150 k€ au titre des jetons de présence.

Au titre de l'exercice 2008, ce montant s'élevait à 3 870 k€ dont 150 k€ au titre des jetons de présence.

Note 11 Dotations aux amortissements

	2009	2008
Immobilisations incorporelles	(556)	(792)
Immobilisations corporelles (1)	(8 434)	(7 870)
Dotations aux amortissements	(8 990)	(8 662)
(1) Dont amortissements sur Contrats location-financement	(441)	(497)

Note 12 Dotations / Reprises de dépréciations et provisions

	2009	2008
Dépréciations / Actifs circulants	(2 637)	(2 339)
Provisions	(2 234)	(3 325)
Dotations aux dépréciations et provisions	(4 871)	(5 664)

	2009	2008
Dépréciations / Actifs circulants	2 567	2 558
Provisions	2 555	2 114
Reprises dépréciations et provisions	5 122	4 672

Note 13 Autres produits et charges opérationnels

	2009	2008
Produits de cessions d'immobilisations	182	228
Valeur comptable des immobilisations cédées	(401)	(263)
Résultat de cession d'actif	(219)	(35)
Résultat des autres produits et charges opérationnels	(219)	(35)

Note 14 Coût de l'endettement financier

	2009	2008
Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(4 444)	(9 444)
Frais financiers sur location-financement	(64)	(184)
Coût de l'endettement financier brut	(4 508)	(9 628)
Produits de trésorerie	386	2 598
Coût de l'endettement financier net	(4 122)	(7 030)

Note 15 Autres produits et charges financiers

	2009	2008
Produits de change	735	1 810
Produits de cessions de titres (1)	1 787	
Autres produits financiers	149	42
Produits financiers	2 671	1 852

(1) dont cession des titres Sogrepar pour 1 787 k€

	2009	2008
Pertes de change	(899)	(2 612)
Charge financière / Avantages du personnel	(178)	(166)
VNC des titres cédés	(88)	
Autres charges financières	(316)	(351)
Charges financières	(1 481)	(3 129)

Note 16 Impôts sur le résultat

16.1 Répartition de la charge d'impôts

	2009	2008
Impôts exigibles	(20 457)	(26 642)
Impôts différés	(368)	(1 450)
Charge d'impôts / Activités poursuivies	(20 825)	(28 092)
Charge d'impôt / Activités abandonnées	26	293
Total charge d'impôts	(20 799)	(27 799)

16.2 Analyse de la charge d'impôt

	2009	2008
Résultat net consolidé des activités poursuivies avant impôt	73 267	92 965
Taux applicable	34,4 %	34,4 %
Charge d'impôts théorique (1)	(25 226)	(32 008)
Utilisation d'actifs d'impôts différés non reconnus antérieurement (2)	1 575	419
Déficits de l'exercice ne faisant pas l'objet d'actifs d'impôts différés		(150)
Ajustements d'impôt antérieur	11	(332)
Différences de taux à l'étranger	2 150	2 733
Autres différences	665	1 246
Charge d'impôts consolidée / Activités poursuivies	(20 825)	(28 092)
Taux applicable	28,4%	30,2%

(1) calculée sur la base du résultat net consolidé des activités poursuivies avant impôts et avant quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence, en fonction du taux légal d'impôt applicable en France

(2) dont pour 2009 un montant de 1 564 k€ qui se rapporte aux entités britanniques de HRT UK relatif à l'utilisation prévisionnelle des déficits fiscaux sur les 5 ans à venir

Note 17 Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont précisées en note 4.2.

	2009	2008
Résultat avant impôt des sociétés mises en équivalence	1 738	2 942
Impôt des sociétés mises en équivalence	(608)	(979)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	1 130	1 963

Note 18 Intérêts minoritaires

	2009	2008
Sous-groupe Railtech International	39	481
Sous-groupe HRT UK	51	190
Autres sociétés	(7)	(5)
Intérêts minoritaires dans le résultat net consolidé	83	666

Note 19 Résultats nets consolidés par action

<i>(en euros)</i>	2009	2008
Nombre moyen d'actions en circulation	13 006 967	12 974 731
Effet dilutif du plan d'attribution d'actions gratuites	44 593	76 829
Nombre moyen d'actions après dilution (1)	13 051 560	13 051 560
Résultat net par action des activités poursuivies	4,12	5,15
Résultat net dilué par action des activités poursuivies	4,10	5,12
Résultat net par action (part du groupe)	4,10	5,05
Résultat net dilué par action (part du groupe)	4,08	5,02

(1) les résultats nets par action de chaque période sont présentés sur la base du nombre d'actions de chacune des périodes présentées

IV NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDÉ

BILAN ACTIF CONSOLIDÉ

Note 20 Goodwill

	2009			2008		
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
Conductique	113 890		113 890	112 666	-	112 666
Ferroviaire	197 421		197 422	185 238	-	185 238
Total	311 311		311 311	297 904	-	297 904

Test de dépréciation des goodwill

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe. Les tests de dépréciation sont systématiquement mis en œuvre à la clôture de chaque exercice.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur le budget financier de l'année en cours et des prévisions raisonnables de croissance pour les quatre années suivantes en fonction de la connaissance du marché à la date d'établissement de ces prévisions. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance estimé.

Les principales hypothèses retenues pour les calculs des valeurs d'utilité sont les suivantes :

-taux de croissance de 2%, idem pour 2008

-taux d'actualisation avant impôt de 13,9% contre 12,7% pour 2008

Le taux d'actualisation a été déterminé sur la base de taux retenus par les analystes financiers qui suivent la valeur Delachaux SA.

La Direction a budgété la rentabilité opérationnelle en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe, soit une légère progression de la marge avec un chiffre d'affaires en croissance régulière. Le taux d'actualisation utilisé est avant impôt et reflète le risque inhérent au secteur.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours des exercices 2009 et 2008. La prise en compte d'une variation de 1% des taux retenus conduirait de la même manière à l'absence de comptabilisation de dépréciation.

Les mouvements affectant le montant des goodwill sont récapitulés dans le tableau suivant :

	2007	Acqui- sitions	Effets change	2008	Acqui- sitions	Dimi- nutions	Effets change	2009
Conductique	112 666			112 666	1 224			113 890
Ferroviaire	205 988	4 381	(25 131)	185 238		(377)	12 560	197 421
Goodwill	318 654	4 381	(25 131)	297 904	1 224	(377)	12 560	311 311

Le complément de prix (earn out) concernant la société Rosenqvist s'élève à 488 k€ et sera réglé sur la période 2010-2012 selon les résultats. Il est en diminution de 377 k€ par rapport à fin 2008.

L'augmentation du goodwill conductique correspond pour 256 k€ à un complément de prix sur acquisition antérieure et pour 968 k€ à l'entrée dans le groupe de la société Kramkomponenter Wampfler AB, acquise à la date du 21/12/2009 suivant le détail ci-dessous :

Coût d'acquisition des titres (A)	1 392
Frais d'acquisition des titres (B)	
Capitaux propres réévalués (C)	424
Goodwill (A)+(B)-(C)	968

(A) dont 500 k€ réglés en 2009 et 892k€ qui seront décaissés sur la période 2010-2011.

Le 21 décembre 2009, date de la prise de contrôle de la société Kramkomponenter Wampfler AB par le groupe Delachaux, les actifs acquis et les passifs assumés se décomposent ainsi :

<i>Actif (en milliers d'euros)</i>	Local GAAP	Retraitements	IFRS
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	3		3
Actifs d'impôts différés			
Stocks	26		26
Clients	215		215
Autres créances			
Trésorerie	462		462
Total actif	706		706

<i>Passif (en milliers d'euros)</i>	Local GAAP	Retraitements	IFRS
Capital	29		29
Réserves et résultat	258	137	395
Capitaux propres	287	137	424
Impôts différés passifs		52	52
Emprunts à moins d'un an			
Fournisseurs	41		41
Autres dettes	378	(189)	189
Total passif	706	0	706

Note 21 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, constituées de brevets et de logiciels, enregistrent les variations suivantes sur les exercices 2009 et 2008 :

	2009	2008
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	9 060	8 474
Variation de périmètre		685
Acquisitions	726	1 142
Sorties	(176)	(872)
Effets des variations de change	25	(254)
Reclassement	(12)	(115)
Valeurs brutes à la clôture de l'exercice	9 623	9 060
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	(5 977)	(6 021)
Variation de périmètre		
Dotations	(796)	(939)
Sorties	178	754
Effets des variations de change	(22)	177
Reclassement	12	52
Amortissements à la clôture de l'exercice	(6 605)	(5 977)
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	3 083	2 453
Valeurs nettes à la clôture de l'exercice	3 018	3 083

Note 22 Immobilisations corporelles

	2009				2008			
	Terrains Constr.	Inst. Techn. Mat. Ind.	En cours avances	Total	Terrains Constr.	Inst. Techn. Mat. Ind.	En cours avances	Total
Bruts à l'ouverture de l'exercice	57 715	102 696	1 187	161 598	60 561	103 685	803	165 049
Variation périmètre	28	(33)		(5)	330	74		404
Acquisitions	2 671	8 676	229	11 576	988	7 695	1 186	9 869
Sorties	(224)	(3 881)	(1 187)	(5 292)	(432)	(4 727)	(802)	(5 961)
Activités non poursuivies	319			319	(2 808)	(263)		(3 071)
Effets des variations de change	408	2 480		2 888	(924)	(3 768)		(4 692)
Bruts à la clôture de l'exercice	60 917	109 938	229	171 084	57 715	102 696	1 187	161 598
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	(28 551)	(79 137)		(107 688)	(28 213)	(81 613)		(109 826)
Variation périmètre		(201)		(201)	(4)	(46)		(50)
Dotations	(2 203)	(6 050)		(8 253)	(2 178)	(5 668)		(7 846)
Sorties	96	4 210		4 306	106	5 001		5 107
Activités non poursuivies	(19)			(19)	1 450	263		1 713
Effets des variations de change	(107)	(1 697)		(1 804)	288	2 926		3 214
Amortissements à la clôture de l'exercice	(30 784)	(82 875)		(113 659)	(28 551)	(79 137)		(107 688)
Nets à l'ouverture de l'exercice	29 164	23 559	1 187	53 910	32 348	22 072	803	55 223
Nets à la clôture de l'exercice	30 133	27 063	229	57 425	29 164	23 559	1 187	53 910

Note 23 Titres des sociétés mises en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont précisées en note 4.2

	2009	2008
Valeur à l'ouverture	1 175	1 458
Dividende versé	(437)	(1 901)
Contribution au résultat de la période	1 130	1 962
Effet des variations de change	335	(344)
Valeur à la clôture	2 203	1 175

Note 24 Actifs financiers disponibles à la vente

	2009	2008
Titres de participation non consolidés hors SOGREPAR (1)	327	275
Titres SOGREPAR	1 713	3 746
Autres actifs financiers	2 040	4 021

(1) dont titres Morpark (société immobilière mexicaine qui possède les bâtiments de la filiale mexicaine Calomex) pour 183k€

Le Groupe détient, par l'intermédiaire de sa filiale Railtech International, des titres de la société SOGREPAR (actionnaire de la société DELACHAUX SA) dont le coût historique est de 0,09 million d'euros.

A la date de chaque arrêté, les titres SOGREPAR sont réévalués à leur juste valeur en contrepartie des capitaux propres, la réévaluation étant déterminée en fonction du cours de l'action DELACHAUX SA après prise en compte d'une prime d'illiquidité. Au 31 décembre 2009, le montant de la réévaluation était de 1,627 millions d'euros contre 3,573 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Note 25 Autres actifs financiers

	2009	2008
Dépôts de garantie	283	280
Swap de taux	0	136
Contrats à terme d'achats / ventes de devises	129	0
Autres actifs financiers	412	416

Note 26

Actifs d'impôts différés

	2007	Entrée périmètre	Résultat	Effets de change	Reclassement	2008	Entrée périmètre	Résultat	Effet de change	Reclassement	2009
Marges / Stocks	1 195		(230)	(6)		959		(179)	(12)		768
Participation des salariés	436		(75)			361		68			429
Provisions non déductibles	362		726	(33)		1 055		76	56		1 187
Congés payés	810		(170)			640		2			642
Déficits fiscaux	234		(115)			119		1 255	32		1 406
Avantage personnel France	1 526		100			1 626		387			2 013
Avantage personnel Etranger	1 895		233	(476)		1 652		(159)	101		1 594
Amortissement	116		(40)	(3)		73		330	3		406
Autre	141		(69)			72		57	10		139
Total	6 715		360	(518)		6 557		1 837	190		8 584

Note 27 Stocks et en-cours

	2009			2008		
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Matières premières	38 115	(3 243)	34 872	44 201	(2 740)	41 461
En-cours de production de biens	9 568	(294)	9 274	18 294	(211)	18 083
Produits intermédiaires et finis	38 111	(2 073)	36 038	44 145	(3 145)	41 000
Marchandises	23 769	(1 021)	22 748	26 232	(963)	25 269
Total	109 563	(6 631)	102 932	132 872	(7 059)	125 813

La baisse des stocks et encours s'élève à 18% au 31/12/09, soit un montant équivalent à la baisse du chiffre d'affaires en 2009

Note 28 Clients

	2009	2008
Clients	129 340	174 608
Dépréciation des créances douteuses	(6 604)	(6 885)
Total	122 736	167 723

La baisse des clients s'élève à 27% au 31/12/09, soit un montant équivalent à la baisse du chiffre d'affaires réalisée sur le second semestre 2009 par rapport au second semestre 2008

Note 29 Autres créances

	2009	2008
Créances diverses	10 482	11 444
Charges constatées d'avance	2 089	1 886
Dépréciations de créances diverses	(36)	(33)
Total	12 535	13 297

Note 30 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2009	2008
Trésorerie	112 867	25 163
Équivalents de trésorerie (1)	250	59 751
Total	113 117	84 914

(1) les équivalents de trésorerie sont constitués quasiment exclusivement de sicav monétaires non dynamiques ; la quasi disparition des « équivalents de trésorerie » à la date du 31/12/09 s'explique par la vente à cette date de l'ensemble des équivalents de trésorerie qui a été suivie début janvier 2010 du rachat de l'ensemble de ces équivalents de trésorerie du fait de l'application de normes comptables obligeant de procéder ainsi pour permettre de faire apparaître au bilan dans la rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » l'ensemble de ces valeurs à la date du 31/12/09

(2) Note 31 Actifs classés comme détenus en vue de la vente

	2009	2008
Terrains de Gennevilliers	515	515
Terrains et bâtiments Injection (1)		1 061
Terrains et bâtiments Devaux-Werts (1)	460	462
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	975	2 038

(1) se rapportent aux activités abandonnées d'injection et de fonte automobile (cf. note 5)

BILAN PASSIF CONSOLIDÉ**Note 32 Capital et réserves liées au capital**

Au 31 décembre 2009, le capital social de la Société est composé de 13 051 560 actions au nominal de 0,64 euro entièrement libérées, soit un montant de 8 352 998,40 euros. Au 31/12/2008, le capital était composé de 12 974 731 actions au nominal de 0,64 euro entièrement libérées, soit un montant de 8 303 827,84. L'évolution du capital est liée à l'attribution de 42 526 actions gratuites en date du 21/06/09 et de 34 303 actions gratuites en date du 17/09/09.

Information sur les actions gratuites :

1) Caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites :

Année de mise en place des plans	Nombre d'actions gratuites autorisées	Nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2008	Nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2009	Acquisition sur la période	Année d'acquisition	Modalités d'acquisition et de conservation (période d'acquisition= PA période de conservation= PC condition d'attribution= CA)
2005	40 750	40 750	0	40 750	2009	PA : 4 ans à compter du 21/06/05 PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA et critères de rentabilité du groupe
2007	1 776	1 776	0	1 776	2009	PA : identique à PA des 40.750 actions de 2005 (1) PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA et critères de rentabilité du groupe
2007	34 303	34 303	0	34 303	2009	PA : 2 ans à compter du 17/09/07 PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA et conditions de performance quantitative de rentabilité du groupe et qualitatives

(1) plan de 1.776 actions attribué le 20/04/07 afin d'annuler les effets dilutifs de l'augmentation de capital réalisée en février 2007 sur le plan de 40.750 actions attribué le 21 juin 2005

2) Plans d'attribution d'actions gratuites mis en place au cours de l'exercice : aucun

Note 33 Réserves de conversion

	2009	2008
Sous-groupe Railtech International	(600)	(758)
Sous-groupe HRT UK	(25 173)	(48 541)
Sous-groupe Wampfler	(109)	(373)
Groupe DELACHAUX hors sous-groupes HRT UK, Railtech International et Wampfler	(804)	(734)
Total	(26 686)	(50 406)

Les taux des principales monnaies étrangères utilisées pour la consolidation des comptes sont les suivants :

	Taux de clôture			Taux moyen de la période		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Dollar Etats-Unis	1,4406	1,3917	4%	1,3933	1,4706	(5%)
Livre Sterling	0,8881	0,9525	(7%)	0,8911	0,7965	12%
Dollar australien	1,6008	2,0274	(21%)	1,7749	1,7416	2%
Dollar canadien	1,5128	1,6998	(11%)	1,5852	1,5593	2%
Yuan	9,835	9,4956	4%	9,5174	10,2247	(7%)
Couronne Tchèque	26,473	26,875	(1%)	26,4549	24,9590	6%
Peseta mexicaine	18,9223	19,2333	(2%)	18,7841	16,2967	15%
Réal brésilien	2,5113	3,2436	(23%)	2,7706	2,6745	4%
Rand sud-africain	10,666	13,0667	(18%)	11,6863	12,0659	(3%)

Note 34 Intérêts minoritaires

	2009	2008
Sous groupe Railtech International	2 488	2 598
Sous groupe HRT UK	806	650
Groupe Delachaux hors sous-groupes Railtech International et HRT UK	18	23
Total	3 312	3 271

Note 35 Capitaux propres consolidés

	2009	2008
Capital de la Société	8 353	8 304
Réserves et résultat sociaux de la Société	198 853	191 341
Autres réserves et résultats consolidés	257 401	224 686
Réserves de conversion	(26 686)	(50 406)
Intérêts minoritaires	3 312	3 271
Total	441 233	377 196

Le montant des dividendes mis en paiement en 2009 est de 0,85 euro par action, soit un total de 11,028 millions d'euros versés le 6 juillet 2009. Au cours de l'exercice 2008, les dividendes versés s'élevaient à 9,731 millions d'euros, soit 0,75 euro par action.

Note 36 Provisions

	2008	Augmen- tations	Reprises		Variation périmètre	Effet change	Reclas- sement	2009
			Utilisées	Non utilisées				
Litiges	2 251	786	(1 111)	(56)		79		1 949
Autres	3 667	1 343	(809)	(574)		125	(22)	3 730
Restructuration	0							
Swap	0							
Avantages au personnel stés françaises (1)	5 350	1 247	(120)					6 477
Avantages au personnel stés étrangères (1)	12 560	1 843	(2 496)			316	(80)	12 143
Total	23 828	5 219	(4 536)	(630)		520	(102)	24 299
dont non courantes	21 749							22 450
dont courantes	2 079							1 849

(1) avantages au personnel des sociétés françaises et étrangères : voir note 44

	2007	Augmen- tations	Reprises		Variation périmètre	Effet change	Reclas- sement	2008
			Utilisées	Non utilisées				
Litiges	2 002	1 531	(746)	(233)		(303)		2 251
Autres	2 999	1 912	(922)	(203)		(112)	(7)	3 667
Restructuration	132						(132)	0
Swap	323		(323)					0
Avantages au personnel stés françaises (1)	5 056	516	(222)					5 350
Avantages au personnel stés étrangères (1)	14 224	1 822	(2 043)			(1 443)		12 560
Total	24 736	5 781	(4 256)	(436)		(1858)	(139)	23 828
dont non courantes	20 576							21 749
dont courantes	4 160							2 079

Les avantages du personnel sont constitués d'avantages à long terme (médailles du travail) et d'avantages postérieurs à l'emploi (engagements de retraite, indemnités de fin de carrière). Les engagements de retraite concernent principalement les sociétés Pandrol et Wampfler et sont pour ces deux entités calculés par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des différents régimes et des sociétés concernées.

Les provisions pour litiges couvrent l'ensemble des risques connus notamment du fait des mises en cause possibles de la responsabilité du Groupe.

Les provisions pour restructuration comprennent des provisions visant à couvrir des plans de restructuration engagés mais non terminés à la clôture. Au 31/12/07, le montant provisionné concernait la fermeture d'un site de la branche conductique en Amérique du Nord.

Les autres provisions se rapportent à des risques divers identifiés.

Les provisions non courantes regroupent les provisions pour les avantages au personnel ainsi que la part à plus d'un an des autres provisions ; les provisions courantes regroupent la part à moins d'un an des provisions hors avantage au personnel.

Note 37 Passifs d'impôts différés

	2007	Entrée Péri-mètre	Résultat	Capitaux propres	Effets de change	Reclas-sement	2008	Entrée Péri-mètre	Résultat	Capitaux propres	Effets de change	Reclas-sement	2009
Réévaluation actifs immobilisés	607		241		10		858		260		14		1 132
Contrats location financement	1 210		193				1 403		(190)				1 213
Réévaluation d'actifs financiers	1 879			(649)			1 230		(781)	111			560
Amortissements (1)	291		1 349		76		1 716		2 179		(191)		3 704
Autres	288		287		2		577	53	(86)		(7)		537
Total	4 275		2 070	(649)	88		5 784	53	1 382	111	(184)		7 146

(1) dont impôt différé sur amortissement d'une partie du goodwill de Pandrol USA (déductible fiscalement) pour 3 316 k€ au 31/12/09 contre 1 477 k€ au 31/12/08

Note 38 Emprunts et dettes financières

	2009	2008
Emprunts	127 077	156 880
Emprunts liés aux leasings	1 542	2 378
Découverts bancaires	20 685	22 866
Total	149 304	182 124
Dont non courants	104 876	134 847
Dont courants	44 428	47 277

Le tableau de maturité des emprunts est présenté à la Note 43.1 de l'annexe.

Crédit syndiqué et covenants financiers

La Société a négocié et mis en place le 24 juillet 2006 un nouveau financement de 230 millions d'euros conclu avec un pool constitué des banques Société Générale (arrangeur), Natexis, HSBC, LCL et KBC. Ce contrat de crédit a pour objet le refinancement du crédit contracté en novembre 2003 dans le cadre de la reprise du groupe PANDROL à des conditions plus avantageuses et donne plus de flexibilité à l'entreprise pour poursuivre son développement.

Ce crédit syndiqué se compose d'une tranche A d'un montant de 150 millions d'euros d'une durée de 7 ans, amortissable au moyen de 6 échéances de 12,5 millions d'euros et d'une 7ème échéance de 75 millions d'euros ainsi que d'une tranche B de revolver à 7 ans d'un montant de 80 millions d'euros dont les principales caractéristiques de rémunération sont Euribor 6 mois majoré de 0,45% à 0,65%.

Le crédit syndiqué de 230 millions d'euros mis en place le 24 juillet 2006 est assorti des deux ratios financiers suivants dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée dudit crédit par les établissements bancaires :

- dettes financières sur fonds propres inférieurs à 1 jusqu'à la date d'échéance finale
- dettes financières sur l'excédent brut d'exploitation inférieur ou égal à 3,0 à compter du 30 juin 2007.

Au 31 décembre 2009 ainsi qu'au 31 décembre 2008, les ratios du Groupe font ressortir une position confortable par rapport à ces contraintes. De même la situation générale du Groupe et ses perspectives écartent les probabilités d'occurrence des faits générateurs d'exigibilité anticipée. (cf note 43.3)

Risque de liquidité et risque de taux

Des précisions sur l'étendue et la gestion de ces risques sont données dans la Note 43.3 de l'annexe.

Note 39 Autres passifs non courants

	2009	2008
Participation des salariés à plus d'un an (1)	3 749	3 323
Total	3 749	3 323

(1) montants bloqués pendant une période de 5 ans et rémunérés à un taux de 6%

Note 40 Autres dettes

	2009	2008
Dettes fiscales et sociales	14 248	20 471
Dettes sur acquisitions d'actifs	3 092	2 667
Dettes diverses	24 205	24 040
Produits constatés d'avance	704	2 572
Participation des salariés à moins d'un an	243	267
Total	42 492	50 017

Note 41 Instruments financiers dérivés

	2009	2008
Juste valeur des swaps de taux	800	0
Contrats à terme d'achats / ventes de devises	0	1 017
Total	800	1 017

V AUTRES NOTES EXPLICATIVES

Note 42 Rubrique "Autres flux liés aux opérations d'investissement" du tableau des flux de trésorerie

Au 31 décembre 2009, le montant de 54 k€ correspond à une augmentation des prêts et dépôts.

Au 31 décembre 2008, le montant de 338k€ correspond à un remboursement du compte courant de la société Devaux-Werts en faveur de la société Delachaux pour 197k€ (cf. note 5.2) et à divers autres flux (essentiellement augmentation des prêts et dépôts) pour la différence, soit 141k€.

Note 43 Instruments financiers

43.1 Valeurs comptables des différentes catégories d'instruments

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont principalement constitués des titres Sogrepar, actionnaire de la Société, détenus par la société Railtech International. Le montant de la réévaluation est déterminé en fonction du cours de bourse de l'action Delachaux à la clôture de chaque période de clôture et prend en compte une prime d'illiquidité.

Les autres actifs financiers disponibles à la vente sont des titres de participation non consolidés pour lesquels il a été considéré que la juste valeur correspondait à leur coût d'acquisition.

	2009	2008
Coût historique des titres Sogrepar	86	174
Réévaluation à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres	1 627	3 572
Autres actifs disponibles à la vente	327	275
Total	2 040	4 021

Prêts et créances

Les prêts et créances sont constitués des éléments suivants :

	2009	2008
Dépôts de garantie	283	280
Clients nets	122 736	167 723
Créances diverses nettes (1)	10 446	11 411
Charges constatées d'avance (1)	2 089	1 886
Total	135 554	181 300

(1) présentées au bilan dans la rubrique "Autres créances" (cf. note 29)

La répartition des valeurs comptables des clients et autres débiteurs du Groupe en fonction de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées se présente comme suit :

	2009	2008
Euro	75 299	105 015
Livre Sterling	11 840	16 084
Dollar Etats-Unis	11 844	15 222
Autres	36 288	44 699
Total	135 271	181 020

Actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat

Ces instruments sont constitués exclusivement de la trésorerie du Groupe et d'actifs financiers détenus à des fins de transaction correspondant aux équivalents de trésorerie du groupe.

	2009	2008
Trésorerie	112 867	25 163
Coût historique des équivalents de trésorerie	250	59 499
Réévaluation à la juste valeur en contrepartie du résultat (1)		252
Total	113 117	84 914
(1) dont résultat de l'exercice		252

Au sein du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2009	2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	113 117	84.914
Découverts bancaires (1)	(20 685)	(22.866)
Trésorerie nette	92 432	62.048

(1) cf. note 38

Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Ces actifs et passifs financiers regroupent :

- des swaps de taux (caractéristiques présentées à la note 43.2)
- des contrats d'achat et vente à terme de devises

<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	2009	2008
Juste valeur des swaps de taux	0	136
Contrats d'achat et vente à terme de devises	129	0
Total	129	136

<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	2009	2008
Juste valeur des swaps de taux	(800)	0
Contrats d'achat et vente à terme de devises	0	(1.017)
Total	(800)	(1.017)

La norme IFRS 7 requiert de hiérarchiser les différentes techniques de valorisation pour chacun des instruments financiers. Les catégories sont définies comme suit :

Niveau 1 : référence directe à des prix publiés sur un marché actif ;

Niveau 2 : technique de valorisation reposant sur des données observables ;

Niveau 3 : technique de valorisation reposant sur des données non observables.

Le Groupe applique le niveau 2 pour les techniques de valorisation des justes valeurs des dérivés financiers (actualisation des cash flows futurs)

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont constitués des éléments suivants :

	2009	2008
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	104 876	134 847
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	44 428	47 277
Fournisseurs	70 236	113.742
Dettes fiscales et sociales (1)	14 248	20.471
Participation des salariés à plus d'un an (2)	3 749	3.323
Participation des salariés à moins d'un an (1)	243	267
Dettes diverses (1)	27 297	26.707
Total	265 077	346.634

(1) présentées au bilan dans la rubrique "Autres dettes" (cf. note 40)

(2) présentée au bilan dans la rubrique "Autres passifs non courants" (cf. note 39)

Les échéances des emprunts courants et non courants se présentent comme suit :

	2009				2008			
	Part - 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total	Part - 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total
Emprunts	23 104	51 922	52 051	127 077	23 589	51 671	81 620	156 880
Emprunts liés aux leasings	639	903		1 542	822	1 556	0	2 378
Découverts bancaires	20 685			20 685	22 866			22 866
Total	44 428	52 825	52 051	149 304	47 277	53 227	81 620	182 124

Les valeurs comptables des emprunts du Groupe sont libellées dans les principales devises suivantes :

	2009	2008
Euro	146 305	179 059
Livre Sterling	778	1 078
Dollar Etats-Unis		776
Autres	2 221	1 211
Total	149 304	182 124

Le Groupe dispose des facilités de crédit non utilisées suivantes :

	2009	2008
A taux variable		
<i>Expirant à moins d'un an</i>		
<i>Expirant à plus d'un an</i>	86 000	69 000
A taux fixe		
<i>Expirant à moins d'un an</i>		
<i>Expirant à plus d'un an</i>		
Total	86 000	69 000

La répartition des valeurs comptables des fournisseurs et autres créiteurs du Groupe en fonction de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées se présente comme suit :

	2009	2008
Euro	53 863	90 413
Livre Sterling	13 439	18 494
Dollar Etats-Unis	12 073	18 038
Autres	34 153	37 832
Total	113 528	164 778

43.2 Opérations de couverture

Instruments dérivés qui satisfont aux conditions de couverture de flux de trésorerie définis dans la norme IAS 39 (avec variations de la juste valeur comptabilisée dans les réserves de conversion) :

Swap de taux d'intérêts Delachaux SA

Un swap de taux de 54,0 millions d'euros souscrit en juillet 2006 dans le cadre de la souscription de la tranche A du crédit syndiqué de 150,0 millions d'euros négocié à cette date (cf. note 38) et se terminant le 31/07/2009 a été résilié en juin 2009. Deux nouveaux swaps de taux pour un montant global inchangé de 54,0 millions d'euros ont été souscrits pour une période allant jusqu'en juillet 2012. Ces instruments présentent les caractéristiques suivantes :

- Swap 1 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de 2,66% pour un montant de 40,5 millions d'euros et Swap 2 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de 2,68% pour un montant de 13,5 millions d'euros
- Date de commencement : 31 juillet 2009
- Date d'échéance finale : 31 juillet 2012

Instruments dérivés qui ne satisfont pas aux conditions de couverture de flux de trésorerie définis dans la norme IAS 39 (avec variations de la juste valeur comptabilisée dans le résultat consolidé) :

-aucun (les quatre swap souscrits par Wampfler en 2005 et qui figuraient dans cette rubrique au 31/12/07 ont été résiliés en 2008 ; la charge supportée en 2008 sur les quatre swaps résiliés est un profit de +32k€, dont +45k€ de soule positive sur la résiliation des swaps)

43.3 Nature, étendue et gestion des risques

Risques de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de prix du marché.

Le risque de marché inclut quatre types de risques :

- Risque de change
- Risque de taux d'intérêt
- Risque sur matières premières
- Autre risque de prix (actions, indices boursiers, ...)

Risque de change

Le Groupe réalise une partie importante de son activité en devises étrangères. La monnaie de présentation des états financiers consolidés étant l'Euro, l'ensemble des éléments libellés dans une devise autre que l'euro sont convertis en euros aux taux de change suivants :

- cours de change à la date de clôture pour les actifs et passifs,
- cours de change moyen de la période pour les produits et les charges.

Par conséquent, les fluctuations des taux de change ont un impact sur la valorisation des éléments financiers consolidés du Groupe et ce, même si cette valorisation n'est pas modifiée dans la devise d'origine. Dès lors, une appréciation de l'euro par rapport aux autres devises peut entraîner une baisse des revenus ou des actifs des entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'Euro.

Les tableaux suivants récapitulent pour le Groupe :

- La proportion des éléments du bilan consolidé dans les différentes devises :

Actif consolidé	2009		2008	
	(000 euros)	%	(000 euros)	%
Euro	415 660	55,8 %	443 551	58,3 %
Livre Sterling	106 581	14,3 %	97 728	12,8 %
Dollar US	85 293	11,5 %	94 583	12,4 %
Autres devises	136 458	18,4 %	125 160	16,4 %
Total	743 992	100,0 %	761 023	100,0 %

Passif consolidé	2009		2008	
	(000 euros)	%	(000 euros)	%
Euro	538 413	72,4 %	585 687	77,0 %
Livre Sterling	83 835	11,3 %	59 175	7,8 %
Dollar US	46 274	6,2 %	44 042	5,8 %
Autres devises	75 470	10,1 %	72 118	9,5 %
Total	743 992	100,0 %	761 023	100,0 %

Les positions nettes du Groupe dans les principales devises étrangères et globalement pour les autres au 31 décembre 2009

<i>(En milliers d'euros)</i>	Dollar US	Livre Sterling	Autres
Actifs	85 293	106 581	136 458
Passifs	46 274	83 835	75 470
Position nette avant gestion	39 019	22 746	60 988
Hors bilan			
Position nette après gestion	39 019	22 746	60 988

La proportion du chiffre d'affaires (C.A.) consolidé du Groupe pour les exercices 2009 et 2008 par zone géographique est la suivante :

C.A. consolidé	2009		2008	
	(000 euros)	%	(000 euros)	%
Amérique du Nord	126 560	19,9 %	158 739	20,5%
France	81 816	12,9 %	96 003	12,4%
Royaume-Uni	39 896	6,3 %	46 854	6,0%
Allemagne	40 195	6,3 %	60 348	7,8%
Reste Europe	120 537	19,0 %	143 564	18,5%
Chine-Asie-Australie	191 864	30,2 %	229 407	29,6%
Autres	35 143	5,5 %	40 709	5,2%
Total	636 011	100,0 %	775 623	100 %

Les entités du Groupe sont également exposées au risque de fluctuation des taux de change à chaque fois qu'elles réalisent des opérations en devises étrangères. Pour minimiser le risque de change, les sociétés opérationnelles facturent ou sont facturées, dans la mesure du possible, dans leur devise fonctionnelle. Lorsque ce n'est pas le cas, le risque de change éventuel fait l'objet d'une décision de couverture au cas par cas.

En raison de la volatilité des taux de change, le Groupe peut ne pas être en mesure de gérer de manière efficace les risques liés à leurs fluctuations. Ainsi, les entités du Groupe ne peuvent garantir que ces fluctuations n'aient pas de conséquences négatives sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant consolidés.

A titre indicatif, sur la base des taux de change définis ci-dessous, les impacts estimés sur le chiffre d'affaires (C.A.) et le résultat opérationnel courant (R.O.C.) consolidés de l'exercice 2009 seraient les suivants :

Taux de change \$ / €	Evolution de l'euro par rapport au dollar US	Impact sur le C.A. 12 -2009	Impact sur le R.O.C. 12 -2009
1,18 \$ contre 1 €	-15%	3,4%	6,5%
1,25 \$ contre 1 €	-10%	2,1%	4,1%
1,32 \$ contre 1 €	-5%	1,0%	1,9%
1,39 \$ contre 1 € (1)	0%	0%	0%
1,46 \$ contre 1 €	5%	-0,9%	-1,7%
1,53 \$ contre 1 €	10%	-1,7%	-3,3%
1,60 \$ contre 1 €	15%	-2,5%	-4,8%

(1) Taux moyen de conversion de l'exercice 2009

Taux de change £ / €	Evolution de l'Euro par rapport à la livre sterling	Impact sur le C.A. 12 -2009	Impact sur le R.O.C. 12 -2009
0,76 £ contre 1 €	-15%	2,8%	4,1%
0,80 £ contre 1 €	-10%	1,8%	2,6%
0,85 £ contre 1 €	-5%	0,8%	1,2%
0,89 £ contre 1 € (1)	0%	0%	0%
0,93 £ contre 1 €	5%	-0,8%	-1,1%
0,98 £ contre 1 €	10%	-1,4%	-2,1%
1,02 £ contre 1 €	15%	-2,1%	-3,0%

(1) Taux moyen de conversion de l'exercice 2009

Risque de taux

Echéancier des actifs et des passifs financiers au 31 décembre 2009 :

	Jour le Jour à 1 an	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	(44 428)	(52 825)	(52 051)	(149 304)
Actifs financiers	250		327	577
Position nette avant gestion	(44 178)	(52 825)	(51 724))	(148 727)
Hors bilan				
Position nette après gestion	(44 178)	(52 825)	(51 724))	(148 727)

Les passifs financiers sont constitués des emprunts et dettes financières pour 149 304 k€.

Les actifs financiers sont constitués des équivalents de trésorerie (OPCVM classés dans la catégorie « monétaire ») à hauteur de 250 k€ et des titres de participation non consolidés hors SOGREPAR à hauteur de 327 k€.

Analyse de sensibilité de l'évolution des taux :

En raison de la volatilité des taux d'intérêts, le Groupe peut ne pas être en mesure de gérer de manière efficace les risques liés à leurs fluctuations. Dès lors, les entités du Groupe ne peuvent garantir que ces fluctuations n'auront pas de conséquences négatives sur le coût de l'endettement financier brut.

A titre indicatif, sur la base des taux d'intérêts moyens, sur la période 2009, les impacts d'une variation de 1% (100 points de base) de ces taux sur le coût de l'endettement financier brut consolidé de l'exercice 2009, hors couverture des instruments financiers, ressortiraient à un montant total de 1 493 k€.

<i>Coût de l'endettement financier brut</i>	(000 euros)		Sensibilité de 1 %	% Coût endettement
	Principal	Intérêts		
Euro (1)	146 305	2 885	1 463	50,7 %
Livre Sterling (2)	778	18	8	44,4 %
Dollar US (3)				
Autre	2 221	44	22	50 %
Moyenne 2009	149 304	2 947	1 493	50,7 %

(1) Moyenne Euribor 6 mois + 0,45 % (1,97 %)

(2) Moyenne Libor 6 mois + 0,75 % (2,27 %)

(3) Moyenne Libor 6 mois + 0,75% (1,93 %)

Risque sur matières premières

Le groupe utilise diverses matières dans le cadre de son activité industrielle, les principales étant le fer (fonte, ferraille), l'aluminium et l'oxyde de chrome ; si pour certaines matières et certains fournisseurs, les prix d'achat sont fixés à l'année, pour d'autres les prix peuvent fluctuer en cours d'année, et le groupe se trouve alors exposé aux variations de cours de ces matières.

Afin de limiter l'impact de ces variations, le groupe prévoit dans la plupart des contrats de vente susceptibles d'être concernés par ces changements de prix une clause d'indexation de prix qui permet d'absorber une partie significative de la hausse ou de la baisse des matières ; dans d'autres cas, les contrats de vente peuvent contenir des clauses de sauvegarde qui permettent de mettre un terme à un contrat en cas de variation excessivement forte des prix matières. Hormi certains cas très particuliers, le groupe Delachaux n'a pas de couverture à terme sur matières premières.

Autre risque de prix

Le Groupe n'est pas exposé à un autre de risque de prix. Le Groupe n'a pas, notamment, placé sa trésorerie dans des placements de type action.

Risque de crédit

La diversité des activités et la diversification géographique des ventes permet au Groupe d'être peu exposé au risque client et de limiter fortement le risque pays.

La répartition géographique des ventes de l'exercice 2009 se présente comme suit :

Amérique du Nord	20 %
France	13 %
Royaume Uni	6 %
Allemagne	6 %
Reste de l'Europe	19 %
Asie-Océanie	30 %
Reste du monde	6 %

Risque de liquidité

La nature des clauses de défaut et d'exigibilité anticipée qui figurent dans la convention de financement du 24 juillet 2006 sont les suivantes :

- Ratio R1 de leverage consolidé : "Endettement financier net" / " Excédent brut d'exploitation consolidé",
- Ratio R2 : "Endettement financier net consolidé" / "Capitaux propres consolidés"

Ces deux ratios doivent être vérifiés le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, dates sur la base d'une période de 12 mois. En cas de non respect, la dette présentée au paragraphe 38 sur les covenants financiers et qui s'élève au 31/12/09 à 112,5M€ pour la tranche A deviendrait exigible.

<i>Ratios</i>	
R1 inférieur ou égal à	3,00
R2 inférieur ou égal à	1,00

Le ratio de leverage R1 est également utilisé afin de déterminer la marge applicable à l'Euribor, base de calcul de la rémunération des emprunts :

<i>Niveau du ratio R1</i>	Marge (Taux annuel)	
	Tranche A	Tranche B
R1 < 1,5	0,35 %	0,25 %
1,5 < ou égal R1 < 2,0	0,45 %	0,35 %
2,0 < ou égal R1 < 2,5	0,65 %	0,55 %
2,5 < ou égal R1 < 3,0	0,85 %	0,75 %
R1 > 3,0	0,105 %	0,95 %

Note 44 Avantages du personnel

Les avantages du personnel regroupent :

-les avantages à long terme constitués par les médailles du travail.

-les avantages postérieurs à l'emploi, constitués des indemnités de fin de carrière et des régimes de retraite à prestations définies mis en place dans différentes sociétés du groupe régimes à prestations définies.

Engagements inscrits au bilan

	2009	2008
Indemnités de fin de carrière et médailles du travail	7 805	6 464
Prestations de retraite	10 816	11 446
Total	18 621	17 910

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

	2009	2008
Valeur actualisée des obligations financées	55 428	46 314
Juste valeur des actifs du régime	(33 574)	(26 132)
Valeur actualisée des obligations non financées	21 854	20 182
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(3 233)	(2 272)
Passif enregistré au bilan	18 621	17 910

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2009	2008
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(2 203)	(1 650)
Coût financier au titre de l'obligation	(2 748)	(2 906)
Rendement attendu des actifs du régime	2 011	2 444
Pertes / (gains) actuariels nets comptabilisés	(44)	(6)
Coût des services passés		
Total constaté en charges	(2 984)	(2 117)

Le rendement réel des actifs du régime s'est établi à 5 146 k€ au titre de l'exercice 2009 contre (6 218) k€ au titre de l'exercice 2008.

Les variations des obligations actualisées au cours de l'exercice sont détaillées ci-après :

	2009	2008
Obligations actualisées au 1^{er} janvier	46 314	55 641
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2 091	1 563
Coût financier au titre de l'obligation	2 740	2 886
Cotisations versées par les bénéficiaires	213	251
(Pertes) / Gains actuariels	4 103	(4 158)
Coût des services passés		
Différences de conversion	1 554	(7 836)
Prestations payées	(1 587)	(2 033)
Obligations actualisées au 31 décembre	55 428	46 314

Le tableau ci-après indique les variations de la juste valeur des actifs du régime au cours de l'exercice :

	2009	2008
Actifs du régime au 1^{er} janvier	26 132	38 036
Rendement attendu des actifs du régime	2 011	2 444
(Pertes) / Gains actuariels	3 135	(8 662)
Différences de conversion	1 371	(6 447)
Cotisations patronales	1 823	2 031
Cotisations salariales	213	251
Prestations servies	(1 111)	(1 523)
Actifs du régime au 31 décembre	33 574	26 132

A la clôture de l'exercice, les actifs du régime se décomposent comme suit :

	2009	2008
Actions	50%	52%
Obligations	33%	39%
Autres placements	17%	9%
Total	100%	100%

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du groupe.

Les taux d'actualisation ont été déterminés par référence aux rendements procurés par les obligations émises par les entreprises de premier plan sur des durées équivalentes à celles des engagements à la date d'évaluation.

2009	Sociétés françaises	Sociétés Pandrol UK	Sociétés Pandrol USA	Wampfler (Allemagne)
Taux d'actualisation	5,4%	5,7%	6,3%	5,05%
Taux de rendement attendu des actifs	non concerné	6,7%	7,5%	non concerné
Taux d'augmentation futurs des salaires	2,0%	4,0%	4,0%	non concerné
Taux d'augmentation futur des retraites	non concerné	3,3%	2,0%	1,3%
Taux d'inflation attendu à long terme	non concerné	3,3%	3,5%	non concerné
Table de mortalité	TV 00-01	PA92 YoBsc	RP-2000 CM	2005-G

2008	Sociétés françaises	Sociétés Pandrol UK	Sociétés Pandrol USA	Wampfler (Allemagne)
Taux d'actualisation	4,4%	6,4%	5,9%	6,1%
Taux de rendement attendu des actifs	non concerné	7,1%	7,5%	non concerné
Taux d'augmentation futurs des salaires	2,0%	4,0%	4,0%	non concerné
Taux d'augmentation futur des retraites	non concerné	3,0%	2,0%	1,3%
Taux d'inflation attendu à long terme	non concerné	3,0%	3,5%	non concerné
Table de mortalité	TV 00-01	PA92 YoBsc	RP-2000 CM	2005-G

Sensibilité des engagements aux taux d'actualisation

Une hausse de 0,5% des taux d'actualisation aurait pour conséquence une diminution des engagements au bilan de l'ordre de 4,2 millions d'euros. Une baisse de 0,5% des taux d'actualisation entrainerait une augmentation de l'ordre de 4,4 millions d'euros.

Sensibilité des actifs de couverture au taux de rendement

Une diminution de 1% du taux de rendement attendu sur les actifs entrainerait une diminution d'environ 337 k€ du produit financier constaté sur le rendement de ces actifs. Une hausse de 1% du taux de rendement attendu sur les actifs aurait l'effet inverse.

Note 45 Passifs éventuels

Selon la norme IAS 37, lorsque le montant d'une obligation potentielle, résultant d'événements passés, ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante, aucune provision n'est constituée.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les entités françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel de formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une période maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Note 46 Engagements hors bilan

46.1 Locations simples

Engagements sur contrats de location simple pour lesquels le Groupe est preneur

Les engagements futurs minimum relatifs aux contrats de location simple non résiliables en cours sont les suivants :

2009	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Engagements de location d'exploitation	2 498	4 456	982	7 936
2008	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Engagements de location d'exploitation	2 094	3 686	2	5 782

Engagements sur contrats de location-financement

Les investissements financés concernent essentiellement des locaux situés en France. Les engagements futurs minimum relatifs aux contrats de location financement en cours sont les suivants :

2009	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Contrats de location-financement	751	1 119	-	1 870
2008	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Contrats de location-financement	840	1 835	-	2 675

Valeurs nettes comptables des biens capitalisés par catégories d'actifs

	2009	2008
Constructions	5 924	6 617
Matériel, outillage et autres immobilisations	0	0
Total	5 924	6 617

46.2 Autres engagements hors bilan

Engagements donnés :

- le montant des cautions liés à l'activité courante sont peu significatifs eu égard à la taille du groupe ; aucune autre caution d'un montant significatif n'est en cours à la date du 31/12/09

Engagements reçus :

-aucun

Note 47 Transactions avec les parties liées

Les immobilisations financières, les créances et dettes ainsi que les produits et charges financiers concernant des entreprises liées sont présentées ci-après :

	2009	2008
Immobilisations financières	1 713	3 746
Dettes	7 856	6 439
Autres charges	266	358
Produits financiers	71	39
Charges financières	301	236

Note 48 Honoraires Commissaires aux comptes

	KPMG		MAZARS		Autres		TOTAL	
	Montant pour		Montant pour		Montant pour		Montant pour	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Audit								
Audit des comptes individuels et/ou comptes consolidés	121	113	322	301	255	297	698	711
Missions accessoires	0	8	8	10	10	9	19	26
Sous total honoraires audit	121	121	330	311	265	305	717	737
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	0	14	59	35	69	77	129	126
Autres prestations	0	0	3	0	9	3	12	3
Sous total autres prestations	0	14	62	35	78	80	141	129
Total	121	135	393	346	344	386	858	866

Note 49 Effectif

Effectif par zone géographique

	2009	2008
Europe	1 714	1 789
<i>dont France</i>	804	848
Amérique du Nord	367	447
Asie – Pacifique	367	437
Autres	132	121
Total des effectifs	2 580	2 794

Effectif par activité

	2009	2008
Ferroviaire	1 275	1 334
Conductique	1 090	1 212
Produits spéciaux	185	218
Services généraux	30	30
Total des effectifs	2 580	2 794

Cartographie des effectifs

	2009	2008
Cadres	366	359
Employés	878	872
Ouvriers	1 336	1 563
Total des effectifs par zone géographique	2 580	2 794



**COMPTES 2009
DE LA SOCIETE MERE
DELACHAUX S.A.**

(chiffres en milliers d'euros)

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2009 - DELACHAUX SA -

<i>En milliers d'euros</i>	2009		2008	
ACTIF	Montants Bruts	Amortissements et provisions	Montants Nets	Montants Nets
- Immobilisations incorporelles	2 828	1 378	1 450	291
- Immobilisations corporelles				
• Terrains	1 504	699	805	812
• Constructions	3 884	2 778	1 106	1 844
• Installations techniques, matériels et outillage industriel	13 550	11 712	1 838	1 261
• Autres immobilisations corporelles	845	688	157	148
• Immobilisations encours	39		39	222
• Avances et acomptes				225
- Immobilisations financières				
• Participations	276 100	13 716	262 384	138 799
• Prêts	29 488	8 303	21 185	177 201
• Autres immobilisations financières	163		163	126
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	328 402	39 274	289 128	320 930
- Stocks et encours				
• Matières premières et autres approvisionnements	7 481	1 815	5 666	7 199
• Encours de production	1 992		1 992	1 419
• Produits finis	5 890	535	5 355	8 415
• Marchandises	248		248	152
- Créances				
• Avances et acomptes sur commandes	35		35	55
• Créances clients, comptes rattachés	20 533	785	19 748	35 377
• Autres créances	10 505		10 505	2 088
- Divers				
• Valeurs mobilières de placement				3 710
• Disponibilités	18 551		18 551	4 095
• Charges constatées d'avance	562		562	453
TOTAL ACTIF CIRCULANT	65 797	3 135	62 662	62 963
- Charges à répartir				0
- Ecart de conversion actif	249		249	564
TOTAL GENERAL	394 448	42 409	352 039	384 457

BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2009 - DELACHAUX SA -

En milliers d'euros	2009	2008
PASSIF		
• Capital social	8 353	8 304
• Primes d'émission et de fusion	98 548	98 548
• Réserve légale	830	830
• Réserves réglementées		49
• Autres réserves	12 710	12 710
• Report à nouveau	68 175	58 153
• Résultat de l'exercice	18 590	21 050
• Subventions d'investissement	19	91
• Provisions réglementées	233	92
TOTAL CAPITAUX PROPRES	207 458	199 828
Provisions pour risques et charges	1571	1 241
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	113 831	145 705
• Emprunts et dettes financières divers	8 803	6 863
• Avances et acomptes reçus	78	69
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 754	20 478
• Dettes fiscales et sociales	3 548	7 762
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	107	299
• Autres dettes	2 488	1 694
• Produits constatés avance	202	
TOTAL DETTES	142 810	182 870
• Ecart de conversion passif	200	518
TOTAL GENERAL	352 039	384 457

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2009 - DELACHAUX SA -

<i>En milliers d'euros</i>	2009	2008
• Chiffre d'affaires France	20 692	26 109
Export	55 473	99 061
Chiffre d'affaires net	76 166	125 171
• Production stockée	-3 543	1 176
• Autres produits	2 788	2 470
Total Produits d'Exploitation	75 410	128 817
• Achats consommés	44 617	81 848
• Charges externes	9 775	14 534
• Variation de stocks de matières	1 180	-1 524
• Impôts et taxes	2 107	1 894
• Salaires et traitements	10 297	10 884
• Charges sociales	4 436	4 434
• Dotations aux amortissements	894	804
• Dotations aux provisions	426	502
• Autres charges d'exploitation	314	475
Total Charges d'Exploitation	74 044	113 851
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 366	14 965
• Produits financiers de participation	16 467	9 820
• Autres produits financiers	5 165	10 404
Total Produits Financiers	21 631	20 224
• Autres charges financières	10 843	9 569
Total Charges Financières	10 843	9 569
RESULTAT FINANCIER	10 788	10 655
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	12 154	25 620
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-140	-228
• Participation des salariés	-78	-299
• Impôts sur les bénéfices	6 653	-4 043
RESULTAT NET	18 590	21 050

**- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2009 -
- DELACHAUX SA -**

	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
EXPLOITATION		
Bénéfice	18 590	21 050
▪ Dotations /reprises amortissements	894	804
▪ Dotations reprises provisions	6 752	1 507
▪ Moins / Plus values de cession	-319	25
▪ Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	-4 275	
Marge brute d'autofinancement	21 642	23 386
▪ Variation du BFR	2 213	-2 339
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE	23 855	21 047
▪ Investissements corporels et incorporels	1 740	1 553
▪ Investissements financiers (participations)	11	12 502
▪ Prêts aux filiales	1 000	5 556
Total investissements	2 751	19 611
▪ Produits de cession d'immobilisations	1 475	
▪ Réduction des autres créances rattachées à des participations	29 547	9 097
Total cessions	31 022	9 097
FLUX DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS	28 271	-10 513
FINANCEMENT		
▪ Dividendes versés	-11 028	-9 731
▪ Variation nette des emprunts Augmentation de capital	-30 343	-12 217
FLUX NET DE TRESORERIE SUR FINANCEMENT	-41 371	-21 948
VARIATION DE TRESORERIE	10 756	-11 415
▪ Trésorerie d'ouverture	7 795	19 210
▪ Trésorerie de clôture	18 551	7 795
VARIATION DE TRESORERIE	10 756	-11 415



DELACHAUX S.A.
ANNEXE 2009
(chiffres en milliers d'euros)

1- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les principaux faits caractéristiques de l'exercice sont constitués par:

- ✚ l'acquisition des titres des sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER SAS et de CONDUCTIX-WAMPFLER Shanghai Ltd auprès de sa filiale CONDUCTIX-WAMPFLER AG en février 2009 par distribution de dividendes en nature sous forme de titres de ces deux sociétés, et réalisation en avril 2009 d'une fusion-absorption de la société CONDUCTIX-WAMPFLER SAS par DELACHAUX SA.
- ✚ souscription en novembre 2009 pour une valeur de 126.712 k€ à l'augmentation de capital de HRT SAS par compensation avec une partie du compte courant.

2- REFERENTIEL, PRINCIPE ET METHODE D'EVALUATION, COMPARABILITE DES COMPTES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue durant l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises par la Société sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements ; les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable ; les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- de brevets amortis sur une période de 5 à 20 ans en fonction de leur durée de vie prévisionnelle,
- de logiciels amortis sur 3 ans à 5 ans.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

2.2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

Les immobilisations ont été comptabilisées en application des règlements 2004-06 du CRC relatifs aux actifs et suivant les modalités ci-après :

- Les amortissements sont calculés en conformité avec la règle des composants et la durée d'utilisation. Les terrains ne sont pas amortis ; les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :
 - constructions : 20 à 30 ans
 - agencements et aménagements : 10 ans
 - outillages : 4 ans
 - installations techniques et matériels industriels : 5 à 8 ans
- Lorsqu'un amortissement « fiscal », différent de l'amortissement économique, est retenu, l'écart est comptabilisé en amortissement dérogatoire depuis le 1^{er} janvier 2005.
- La valeur résiduelle prévisible d'une immobilisation à la fin de sa durée d'utilisation est prise en compte si elle est significative. Ces valeurs résiduelles revêtent généralement un caractère exceptionnel non récurrent.

2.3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur des titres de participations correspond au prix d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité d'une participation déterminée à partir des principaux critères usuels (*notamment la méthode d'actif net réévalué ou les méthodes multicritères d'évaluation...*), est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée de la différence.

En cas de situation nette (le cas échéant réévaluée) négative, les prêts et comptes courants des filiales concernées sont dépréciés et une provision pour risque et charge est comptabilisée à due concurrence de la situation nette négative.

2.4 - STOCKS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au coût moyen d'achat pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés à leur prix de revient complet usine.

Une provision pour dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur vénale des stocks est inférieure à la valeur d'inventaire, compte tenu des perspectives de réalisation ou du caractère aléatoire de leur écoulement.

2.5 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les créances douteuses ou litigieuses sont dépréciées par voie de provision en fonction des perspectives de recouvrement. Les dettes et créances en devises sont inscrites pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en «*écarts de conversion*».

2.6 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires non dynamiques ; au 31/12/2009 l'intégralité du portefeuille a été cédée avant d'être racheté dans sa totalité début janvier 2010.

2.7 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements liés aux indemnités de départ en retraite du personnel actif ne sont pas comptabilisés mais indiqués dans les engagements hors bilan.

Ils sont évalués sur la base de l'effectif présent à la clôture de l'exercice à partir des hypothèses suivantes :

- ↳ *Départ à 62 ans pour les cadres et 60 ans pour les non cadres ;*
- ↳ *Turnover de 0.2 % jusqu'à 50 ans. Augmentation annuelle des salaires de 2 %.*
Tables de mortalité TV00-01.
- ↳ *Taux d'actualisation : 5.41 %.*

Les engagements sont évalués à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, méthode préconisée par la norme comptable internationale IAS19 ainsi que par *la réglementation N° 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003* du Conseil National Comptable.

2.8 - ACTIONS GRATUITES

Le conseil d'administration, sur délégation de l'assemblée générale, a procédé à l'attribution d'actions gratuites, notamment par décision du 26 juin 2005 et du 17 septembre 2007. Ces attributions ont été réalisées sous conditions de présence et pour certaines de performance. Par rapport à un nombre de 76.829 actions gratuites qui restait à émettre au 31 décembre 2008, la totalité de ces actions a été livrée en 2009, et émise sous forme d'augmentation de capital, et le nombre d'actions gratuites restant à émettre au 31 décembre 2009 est nul.

Conformément à la recommandation CNC n° 2009-R-01 et au règlement n° 2008-15 du CRC afférents au traitement comptable des plans d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés, aucune provision n'avait été comptabilisée dans les comptes de la société au 31 décembre 2008 au titre de ces actions gratuites restant à émettre dans la mesure où la politique de la société est d'effectuer cette attribution d'action par augmentation de capital ce qui ne génère aucune sortie de ressource pour l'entreprise. Le nominal de ces augmentations de capital figurait d'ailleurs en réserve indisponible au 31 décembre 2008.

3- NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

3.1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

(en milliers d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Virements de poste à poste	Cessions, Mises hors Service	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles (1)	1 429	1 403		4	2 828
Immobilisations corporelles					
▪ Terrains et agencements	1 502	26		24	1 504
▪ Constructions	4 447	428		991	3 884
▪ Installations techniques matériels et outillages industriels	12 539	565	447	1	13 550
▪ Autres immobilisations corporelles	743	123		21	845
▪ Encours et acomptes	447	39	-447		39
TOTAL I	19 679	1 181	0	1 037	19 823
Immobilisations financières					
▪ Participations (2)	147 619	1 769	126 712		276 100
▪ Autres créances	184 004	7 664	-126 712	35 468	29 488
▪ Autres	127	41		5	163
TOTAL II	331 750	9 474	0	35 473	305 751
TOTAL GENERAL	352 858	12 058	0	36 514	328 402

(1) dont fonds commercial pour une valeur de 1 062 k€ qui correspond au mali technique généré par la TUP (transmission commerciale de patrimoine) de CONDUCTIX-WAMPFLER SAS

(2) 126 712 k€ = montant de l'augmentation du capital de HRT SAS réalisée par incorporation d'une partie du compte courant

3.2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)	Amortissement au début de l'exercice	Dotation De l'exercice	Reprises cessions, Mises hors Service	Amortissement en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	1 138	147	1	1 284
Immobilisations corporelles				
▪ Terrains	690	10		700
▪ Constructions	2 603	262	34	2 831
▪ Installations techniques matériels et outillages industriels	11 278	414		11 692
▪ Autres immobilisations corporelles	596	61		657
TOTAL I	15 167	747	34	15 880
Immobilisations financières				
▪ Participations	8 820	4 896		13 716
▪ Créances rattachées	6 803	1 500		8 303
TOTAL II	15 623	6 396		22 019
TOTAL GENERAL	31 928	7 290	35	39 183

3.3 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2009

(en milliers d'unités de compte)	Devise	Capital	Réserves	% détenu	Valeur brute titres Valeur nette titres	Valeur brute prêts Cautions	Chiffre d'affaires 2009	Résultat 2009	Dividendes
Filiales Françaises									
GRUPE H.R.T. <i>Sous-groupe consolidé</i>	€	11 872	279 375	100 %	135 416 135 416	16 513	397 211	43 096	
LENOIR <i>Sous-groupe consolidé</i>	€	1 616	633	100 %	2 506 1 600	1 463	11 762	39	
TAMARIS <i>(France)</i>	€	2 116	-2 282	100 %	4 699 0	1 500	15 143	-1 445	
DEVAUX WERTS <i>(France)</i>	€	1 077	-9 381	97,96%	2 952 0	6 803		-113	
NICOLAS <i>(France)</i>	€	300	1 078	99,38%	1 725 895		2 412	-589	
HCXW <i>(France)</i>	€	5		100%	5 5				
Filiales Etrangères									
CONDUCTIX-WAMPFLER AG <i>(Allemagne)</i> <i>Sous-groupe consolidé</i>	€	5 000	3 482	100%	120.830 116.530		79 158	7 926	14 047
CONDUCTIX-WAMPFLER Inc <i>(USA)</i> <i>Sous-groupe consolidé</i>	USD €	765 531	18 182 12 621	89,50%	3 029 3 029		50 057	14 608	1 865
CONDUCTIX-WAMPFLER Ltd <i>(U.K)</i>	GBP €	420 473	782 988	16,56%	42 42		Inclus dans la consolidation de CX USA		
DELACHAUX METAL <i>(USA)</i>	USD €	51 35	2 668 2 166	100 %	41 41		15 683	160	355
CONDUCTIX-WAMPFLER SRL <i>(Italie)</i>	€	416	4 172	100%	1 458 1 458		17 411	670	200
CONDUCTIX-WAMPFLER WUHAN Ltd <i>(Chine)</i>	RMB €	12 610 1 282	3 118 317	100 %	1 411 1 411		27 568 2 897	-5 769 -606	
CONDUCTIX-WAMPFLER SHANGHAI <i>(Chine)</i>	RMB €	1 655 168	5 517 561	100 %	1 757 1 757		98 440 10 343	4 817 506	
CONDUCTIX-WAMPFLER Pte Ltd <i>(Singapour)</i>	€	5		100 %	5 5		1 359	100	
CONDUCTIX-WAMPFLER INIDA PVT LTD <i>(Inde)</i>		7		100 %	6 6		52	0	
Autres Participations									
SCI BECQUEREL <i>(France)</i>	€				0 0				
DELACHAUX DO BRAZIL <i>(Brésil)</i>	CR €	1 000 3			12 0				
ROLLINCO <i>(Espagne)</i>	€				0 0				
BEWA <i>(Afrique du Sud)</i>	€				17 0				
MORPARK <i>(Mexique)</i>	€				183 183				
DELACHAUX Cable <i>(USA)</i>	€				6 6				

3.4 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Capital social	8 304	49		8 353
Primes	98 548			98 548
Réserve légale	830			830
Réserves réglementées	49		49	0
Autres réserves	12 710			12 710
Report à nouveau (1)	58 153	10 022		68 175
Résultat de l'exercice	21 050	18 590	21 050	18 590
Subventions d'investissement	91		72	19
Provisions réglementées	92	146	5	233
TOTAL	199 827	28 807	21 176	207 458

(1) augmentation de 10.022k€ correspondant à l'affectation du résultat 2008 (21.050k€ de résultat diminué de 11.028k€ de dividende distribué)

➤ Le *capital social* de la société DELACHAUX est constitué au 31 décembre 2009 de 13.051.560 actions de 0,64 euro de nominal chacune entièrement libérées à la date de clôture

3.5 - ETAT DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Montant en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES				
• Amortissements dérogatoires	92	145	5	233
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
• Litiges techniques et prud'hommaux (1)	217	155	104	268
• Pertes de change	564	248	564	248
• Autres provisions risques et charges (2)	501	553		1 054
Total	1 282	956	668	1 571
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
• Sur immobilisations financières (3)	15 623	6 395		22 019
• Sur stocks	3 144	57	850	2 350
• Sur comptes clients	1 006	215	436	785
Total	19 773	6 667	1 286	25 154
TOTAUX GENERAUX	21 147	7 768	1 959	26 958
• Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		427	1 391	
- financières		6 643	563	
- exceptionnelles		698	5	

(1) dont provision utilisée = 64k€ et provision non utilisée = 40k€

(2) montant correspondant au complément de provision de 553k€ se rapportant à la situation nette négative de Devaux-Werts au 31/12/09,

(3) dont dépréciation sur titres Tamaris pour 55k€

sur titres F.Nicolas pour 541k€

sur titres Conductix-Wampfler AG pour 4 299k€

et dépréciation sur compte courant Tamaris pour 1 500k€

3.6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

(en milliers d'euros)	Echéances		
	Montant brut	à un an au plus	à plus d'un an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé			
• Créances rattachées à des participations	29 488	800	28 688
• Autres immobilisations financières	163		163
Créances de l'actif circulant			
• Créances clients et comptes rattachés	20 533	19 930	603
• Autres créances	10 505	10 505	
• Charges constatées d'avance	562	562	
TOTAL	61 251	31 797	29 454
DETTES			
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) - (2) - (3)	113 831	13 356	100 475
• Emprunts et dettes financières diverses (2)	947	404	543
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 754	13 754	
• Dettes fiscales et sociales (4)	3 548	3 548	
• Dettes sur immob. et comptes rattachés	107	107	
• Groupes et associés (2)	7 856	7 856	
• Autres dettes	2 488	2 488	
• Produits constatés avance	202	202	
TOTAL	142 733	41 715	101 018
(1) dont concours bancaires courants	0		
(2) emprunts nouveaux	1 426		
remboursements emprunts	32 776		
(3) dont :			
- à plus d'un an à l'origine	112 500		
- à plus de 5 ans à l'origine	87 500		
(4) dont dettes représentées par des effets de commerce pour 3.013 k€ au 31/12/2008 et 41 k€ au 31/12/2009			

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009				31 décembre 2008			
	Part - 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total	Part - 1 an	Part de 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total
Emprunts auprès d'établ. de crédit (1)	13 356	100 475		113 831	15 570	130 135		145 705
Participation des salariés	404	543		947	55	368		423
Prêts	7 856			7 856	6 439	-	-	6 439
Sous-total dettes financières diverses	8 260	543		8 803	6 494	368	-	6 862
Total	21 616	101 018		122 634	22 064	130 503		152 567

(1) emprunts :

La Société a négocié et mis en place le 24 juillet 2006 un nouveau financement de 230 M€ conclu avec un pool constitué des banques SG (arrangeur), Natexis, HSBC, LCL et KBC. Ce contrat de crédit a pour objet le refinancement du crédit contracté en novembre 2003 par la société HRT UK dans le cadre de la reprise du groupe Pandrol à des conditions plus avantageuses et donne plus de flexibilité à l'entreprise pour poursuivre son développement.

Ce crédit syndiqué se compose d'une tranche A d'un montant de 150 M€ d'une durée de 7 ans, amortissable au moyen de 6 échéances de 12,5 M€ et d'une 7ème échéance de 75 M€, ainsi que d'une tranche B de revolver à 7 ans d'un montant de 80M€, dont les principales caractéristiques de rémunération sont euribor 6 mois majoré de 0,45 % à 0,65 %. Au 31 décembre 2009, la tranche B n'est plus utilisée (solde à 0).

Un prêt de 177 M€ a été consenti à cette date à HRT SAS à des conditions sensiblement équivalentes à celles consenties par le pool bancaire à DELACHAUX SA pour le nouvel emprunt. Ce prêt dont la valeur au 31 décembre 2008 était de 146 M€ a été incorporé au capital de HRT SAS pour 127 M€ en novembre 2009 et a une valeur résiduelle de 17 M€ au 31 décembre 2009 (comptabilisé en immobilisations financières)

3.7 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont constituées de sicav monétaires non dynamiques sans délai minimum de placement (BAREP et NSJ) :

- Montant au 31/12/2009 : 0 k€

3-8 - ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER

<i>(en milliers d'euros)</i>		
Charges à payer	2009	2008
• Fournisseurs exploitation / investissements	531	458
• Clients : avoirs à établir	643	11
• Frais de personnel	1 625	2 143
• Charges sociales	1 525	1 502
• Impôts et taxes	396	3 527
• Autres charges	263	271
	4 983	7 912
Produits à recevoir	2009	2008
• Fournisseurs (avoirs à recevoir)	50	89
• Clients (factures à établir)	287	26
• Intérêts à facturer à H.R.T.	0	0
• Divers	1 074	155
	1 411	270

3.9- VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>		
	2009	2008
• Ventes de marchandises	5 961	3 385
• Production vendue	67 419	118 457
<i>Sous-total</i>	<i>73 380</i>	<i>121 842</i>
• Prestations de services	2 786	3 329
Total	76 166	125 171

Dans cet ensemble, les ventes export passent de 99 M€ à 55 M€.

<i>Répartition du chiffre d'affaires par activité</i>		
<i>(en milliers d'euros)</i>		
	2009	2008
▪ Conductique	32 126	36 184
▪ Produits Spéciaux	41 450	85 998
▪ Prestations frais généraux	2 590	2 989
Total	76 166	125 171

<i>Répartition du chiffre d'affaires par destination Géographique</i>		
<i>(en milliers d'euros)</i>		
	2009	2008
▪ France	20 692	26 110
▪ Union Européenne	25 781	43 731
▪ Export	29 693	55 330
Total	76 166	125 171

3.10- DETAIL DES AUTRES PRODUITS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
▪ Subventions d'exploitation	2	4
▪ Reprise provisions pour litiges	104	144
▪ Transfert de charges	353	86
▪ Reprise provisions sur actif circulant	1 287	1 564
▪ Redevances brevets, licences	223	223
▪ Revenus des immeubles	533	433
▪ Autres produits divers	285	14
Total	2 787	2 468

3.11 - RESULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
▪ Produits de participation	16 467	9 820
▪ Intérêts et placements divers (produits - charges)	110	2 028
▪ Différence de change	291	-208
▪ Dotations et reprises de provisions (net)	-6 080	- 984
▪ Intérêts et charges divers		
Total	10 788	10 655

3.12- VENTILATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
▪ Prix de cession d'actifs immobilisés	1 475	184
▪ Reprise provisions exceptionnelles	5	8
▪ Quote part des subventions d'investissements	6	8
▪ Divers	39	330
Total des produits exceptionnels	1 525	530
▪ Valeur résiduelle des actifs immobilisés cédés	930	184
▪ Dotation provisions exceptionnelles (amort.déroatoires)	146	40
▪ Autres charges diverses	35	34
▪ Autres charges (1)	553	501
Total des charges exceptionnelles	1 664	759
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-139	-229

(1) provision exceptionnelle d'un montant de 553 k€ constituée par rapport à la situation nette négative de la filiale Devaux-Werts

Il n'existe pas de produits ou de charges sur exercices antérieurs significatifs.

3.13- VENTILATION DE L'IMPOT

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat courant	12 154	25 620
▪ Impôt sur résultat courant	(166)	(5 855)
▪ Economie sur filiales déficitaires (1)	6 771	1 734
Résultat exceptionnel	-139	-229
▪ Impôt sur résultat exceptionnel	48	79
Total impôt	6 653	(4 043)
Participation	(78)	(299)
RESULTAT NET	18 590	21 050

(1) économie liée aux pertes des filiales faisant partie de l'intégration fiscale

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt payé aurait été de + 118 k€.

3.14 - ACCROISSEMENT OU ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

La société ayant opté pour le maintien du régime fiscal ancien en matière de provisions pour congés payés, l'allègement de la dette future d'impôt se présente comme suit :

➔ Provision pour congés payés et taxe Organic : 950 k€

➔ Impôt à 34,43% : 327 k€

3.15 - ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	2009	2008
▪ Participation :		
- Brut	276 100	147 620
- Provision	-13 716	-8 820
▪ Prêts		
- Brut	29 488	184 004
- Provision	- 8 303	-6 803
▪ Créances clients	9 194	13 257
▪ Emprunts et dettes financières divers	7 856	6 439
▪ Dettes fournisseurs et comptes rattachés	274	686
▪ Produits de participation et autres produits financiers	20 340	19 298

3.16 - EFFECTIF MOYEN

	2009	2008
• Cadres	53	51
• Agents de maîtrise, Techniciens et Employés	94	87
• Ouvriers	80	86
Total	227	224

3.17- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des 10 personnes les mieux rémunérées s'élève à 2.530 k€.

3.18- ENGAGEMENTS HORS BILAN (engagements donnés)

➤ CREDIT BAIL IMMOBILIER

	Valeur d'origine	Amortissements antérieurs	Amortissements Exercice	Cumul Amortissements	Valeur nette comptable
- Terrain BELLEY 3	184				184
- Bâtiment BELLEY 3	2 275	620	114	734	1 541
- Terrain MARLY	53				53
- Bâtiment MARLY	1 736	998	87	1 085	651
Total	4 248	1 618	201	1 819	2 429

➤ REDEVANCES

	Payées antérieurement	Payées dans l'exercice	Total payées ①	Redevances restant dues (1)			Total redevances ① + ②
				-1an	1an à 5ans	+5ans	②
BELLEY 3	1 641	286	1 927	277	723		1 000
MARLY	1 937	165	2 102	171	257		428
Total	3 578	451	4 029	448	980		1 428

(1) Ces montants sont indiqués sur la base des taux connus à ce jour, les taux des crédits étant variables et basés sur un barème TIOP.

➤ AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

- Estimation au 31/12/09 des indemnités de départ en retraite pour l'ensemble du personnel, employés et ouvriers à l'âge de 60 ans et cadres à l'âge de 62 ans sur la base de la Convention Collective de la Métallurgie de la Région Parisienne, charges sociales incluses..... 3.026 k€
Taux d'actualisation de 5.41 %, turnover 2 % jusqu'à 50 ans, augmentation annuelle 2%, mortalité TV00-01
- Droit individuel à la formation
Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les entités françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel de formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans les résultats des exercices 2004 à 2009. Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis par les salariés du Groupe et non encore utilisés, au titre du Droit Individuel de Formation (DIF) est de 22 545 heures au 31 décembre 2009 (18 810 au 31 décembre 2008).
- Swap
Un swap de taux de 54,0 M€ souscrit en juillet 2006 dans le cadre de la souscription de l'emprunt de 150 M€ négocié à cette date et se terminant le 31/07/2009 a été résilié en juin 2009.
Deux nouveaux swaps de taux pour un montant global inchangé de 54,0 M€ ont été souscrits pour une période allant jusqu'en juillet 2012, avec les caractéristiques suivantes :
 - ↳ swap 1 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de :
 - 2.66% pour un montant de 40,5 M€
 - ↳ swap 2 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de :
 - 2.68% pour un montant de 13,5 M€
- ↳ première échéance semestrielle au 31 juillet 2009
- ↳ dernière échéance semestrielle au 31 juillet 2012

➤ GARANTIES

- Le montant des autres cautions liés à l'activité courante s'élève au 31/12/09 à 1.041k€

3.19- ENGAGEMENTS HORS BILAN (engagements reçus)

Aucun engagement hors bilan.

3.20- INTEGRATION FISCALE

Les sociétés DELACHAUX SA, H.R.T. SAS, DEVAUX WERTS SAS, FONDERIES NICOLAS SAS, TAMARIS SAS, LENOIR SAS, RAILTECH INTERNATIONAL SA et RAILWELD SOTIF SAS font l'objet d'une convention d'intégration fiscale :

⇒ L'économie d'impôt en résultant a été comptabilisée dans la société mère DELACHAUX SA pour un montant de 6.771 k€.

3.21- EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

NEANT.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 9 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 6 avril 2010



Jean-Pierre COLLIAUT
Directeur Général